

SOMMAIRE

SOMMAIRE	I
REMERCIEMENTS	III
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	IV
LISTE DES TABLEAUX	VI
LISTE DES GRAPHIQUES	VII
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE- CADRAGE THEORIQUE.....	5
CHAPITRE I- APPROCHES THEORIQUES DE LA CRISE, D'ECONOMIE ET DE DEVELOPPEMENT	6
Section 1-Notion et théories de la crise	6
Section 2-Théories générales de l'économie	9
Section 3-Théorie du développement économique	12
CHAPITRE II- APPROCHES SECTORIELLES.....	22
Section 1- Approches sectorielles dans l'agriculture et le développement	23
Section 2-Approche sectorielle et approche programme.....	27
Section 3-Cadres politiques et stratégiques en macro sectorielle.....	31
Section 4-Budget sectoriel vis-à-vis des politiques et stratégiques	36
DEUXIEME PARTIE-CADRE PRATIQUE	43
CHAPITRE III- METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE ET TERRAIN D'APPLICATION	44
Section 1- Méthodologie de recherche	45
Section 2-Terrain d'application	49
CHAPITRE IV-DIAGNOSTIC PAR SECTEUR D'ACTIVITES	59
Section 1-Rappel sur la crise 2009	59

Section 2-Analyse à l'aide de méthode SWOT par secteur d'activité	65
Section 3-Résultats obtenus par secteur d'activités.....	68
CHAPITRE V-PROPOSITION DE SOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS.....	83
Section 1-Proposition de solutions par rapport aux approches.....	83
Section 2-Proposition de solutions par rapport aux secteurs d'activités	86
Section 3-Recommandations	90
CONCLUSION GENERALE	100
BIBLIOGRAPHIE	
ANNEXES	
TABLE DES MATIERES	



REMERCIEMENTS

Cet ouvrage n'a pas pu être réalisé que grâce à la collaboration de certaines personnes de bonne volonté. Nous voudrions, donc, témoigner notre gratitude la plus profonde et leur adresser, par la suite nos vifs remerciements, pour leur soutien, leur encouragement durant l'élaboration de cet ouvrage, plus précisément à :

Monsieur RAMANOELINA René Armand Panja, Professeur Titulaire et Président de l'Université d'Antananarivo, pour son éminente persévérance ;

Monsieur RAKOTO David Olivaniaina, Maître de Conférences et Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie de l'Université d'Antananarivo, pour les différentes formations aptes à faire face au monde professionnel ;

Monsieur ANDRIAMASIMANANA Origène Olivier, Maître de Conférences et Chef du Département Gestion à l'Université d'Antananarivo, mon encadreur pédagogique qui nous a permis de soutenir ce mémoire. Veuillez accepter nos considérations les meilleures.

Nous tenons à exprimer aussi notre profonde reconnaissance et chaleureux remerciements :

- à tous les Enseignants auprès du Département Economie, pour le savoir qu'ils nous ont transmis tout au long de notre formation ;
- à nos très chers parents et à toute la famille, pour leur amour, leur soutien moral et financier qu'ils nous ont donnés au cours des longues années d'études.

Enfin, un chaleureux remerciement à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à l'aboutissement et à la réussite de ce travail.

RAZAFIMANANTSOA Jean Christophe

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ABS	: Appui Budgétaire Sectoriel
ADR	: Agriculture et Développement Rural
AGOA	: African Growth and Opportunity Act
AP	: Approche Programme
AS	: Approche Sectorielle
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CDMT	: Cadres de Dépenses à Moyen Terme
CR	: Chef de Région
CTD	: Collectivités Territoriales Décentralisées
CUT	: Commune Urbaine de Tamatave
DB	: Doing Business
EMMO-FAR	: Etat Major Mixte Opérationnel Faritany
EMMO-REG	: Etat Major Mixte Opérationnel Régional
ENAM	: Ecole Nationale d'Administration de Madagascar
EVPT	: Evolution Pratique du Tourisme
FED	: Femmes et Développement
FJKM	: Fiangonana Jesosy Kristy eto Madagasikara
FMI	: Fonds Monétaire International
FMI	: Fonds Monétaire international
FRAM	: Fikambanan'ny Ray Amandrenin'ny Mpianatra
GAR	: Gestion Axée sur les Résultats
GED	: Genre et développement
GFP	: Gestion des Finances Publiques
HVM	: Hery Vaovao ho an'i Madagasikara
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IDH	: Indice de Développement Humain
IFD	: Intégration des Femmes au Développement
INFA	: Institut National de Formation Administrative
INSTAT	: Institut National de la Statistique
JIRAMA	: Jiro sy Rano Malagasy

MAPAR	: Miaraka Amin'I Presida Andry Rajoelina
MBS	: Malagasy Broadcasting System
MCL	: Méthode de Cadre Logique
MT	: Moyen Terme
MTS	: Madagasikara Tonga Saina
MUSD	: Milliers United States Dollars
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation des Sociétés Civiles
OTIV	: Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola
PAC	: Politique Agricole Commune
PAPS	: Programme d'Appui à la Politique Sectorielle
PDS	: Président de Délégation Spéciale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PMI	: Petites et Moyennes Entreprises
PNB	: Produit National Brut
PNUD	: Programme de Nations Unies pour le Développement
PS	: Programme Sectoriel
RDC	: République Démocratique du Congo
RN2	: Route Nationale N°2
RNB	: Revenu National Brut
SA	: Société Anonyme
SARL	: Société à Responsabilité Limitée
SWOT	: Strengths Weaknesses Opportunities Threats
TCE	: Transport de Côte Est
TGV	: Tanora Gasy Vonona
TI	: Transparency International
TIC	: Technologie d'Informations et de Communication
TIM	: Tiko i Madagasikara
USD	: United States Dollars
Viva TV	: Viva Télévision

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1-Logique d'analyse S.W.O.T	47
Tableau n° 2: Chronogramme des activités menées.....	48
Tableau n° 3-Analyse de secteur primaire à l'aide de SWOT	66
Tableau n° 4-Analyse de secteur secondaire à l'aide de SWOT.....	67
Tableau n° 5-Analyse de secteur tertiaire à l'aide de SWOT	68
Tableau n° 6: Situation de l'association Sariaka.....	69
Tableau n° 7: Situation de l'association Vanona	71
Tableau n° 8 : Situation de l'association Tsarafandray.....	72
Tableau n° 9 : Situation de l'entreprise Tamatôle.....	74
Tableau n° 10: Situation de l'entreprise Codal	75
Tableau n° 11- Evolution des établissements touristiques entre 2009 à 2013	77
Tableau n° 12- Nombre des infrastructures touristiques par District en 2013	78
Tableau n° 13- Evolution des arrivées touristiques à Tamatave ville (2009 à 2013).....	79
Tableau n° 14: Situation de l'OTIV Tamatave ville	80
Tableau n° 15: Situation de l'éducation à Tamatave ville	81

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n° 1- Evolution de la situation de l'association Sariaka (2008 à 2013)	70
Graphique n° 2- Evolution de la situation de l'association Vanona (2008 à 2013)	71
Graphique n° 3- Evolution de la situation de l'association Tsarafandray (2008 à 2013)	73
Graphique n° 4 - Evolution du nombre de personnel de l'entreprise Tamatôle (2008-2013)..	75
Graphique n° 5- Evolution du nombre de personnel de l'entreprise Codal (2008-2013)	76
Graphique n° 6-Evolution des entreprises touristiques à créer dans la ville de Tamatave	77
Graphique n° 7-Evolution des entreprises touristiques déjà créées dans la Région Atsinanana (2008 à 2013)	78
Graphique n° 8- Nombre des infrastructures touristiques par District en 2013	79
Graphique n° 9- Evolution des arrivées touristiques dans la Région Atsinanana	80

INTRODUCTION

La crise politique qui a débuté en 2009 à Madagascar a un impact sur le développement socio-économique du pays, y compris sur le développement des secteurs d'activités. La faiblesse de l'économie nationale se reflète à travers divers indicateurs, qualitatifs et quantitatifs. En 2012, le PIB/habitant (461 USD) situe Madagascar au 175^{ème} rang sur 182 pays. Dans les classements internationaux, Madagascar se place au 151^{ème} rang pour l'Indice de Développement Humain (IDH), au 142^{ème} selon Doing Business (DB), et au 118^{ème} selon Transparency International (TI). Ce pays qui compte aujourd'hui environ 22 millions d'habitants a connu une croissance économique quasi ininterrompue depuis 1995 (exception faite de 2002), avec un pic en 2008 (+7,1%)¹.

Les principaux moteurs étaient les deux grands projets miniers (QMM Rio Tinto et Sherrit Ambatovy), le BTP et les services. La crise politique malgache et la crise mondiale ont changé la donne avec un recul du PIB de -3,7% en 2009 contre +7,1% en 2008, une stagnation en 2010, une croissance modérée de 1,9% en 2011, et une reprise estimée à 3,1% en 2012 tirée par la récente mise en exploitation du projet minier d'Ambatovy. Cette croissance devrait se consolider pour atteindre 4% en 2013, puis plus de 5% en 2014. Cette croissance, circonscrite géographiquement et peu créatrice d'emplois, est tirée par le secteur minier qui est adossé à une demande externe de long terme. Hors secteur minier la croissance du PIB en 2012 (2,4%) et en 2013 (2,5%) reste inférieure à la croissance démographique (2,8%)². C'est seulement en 2014, et sous réserve d'une reprise de l'aide des bailleurs de fonds conditionnée par un retour à l'ordre constitutionnel, que cette croissance hors secteur minier pourrait atteindre 4%, tirée comme en 2012 par quelques secteurs phares : tourisme, entreprises exportatrices franches, grande distribution et biens de consommation (autres que les PPN/Produits de première nécessité), TIC... Le secteur informel estimé à 70% de l'économie et 92% des emplois joue un rôle d'amortisseur social mais son développement rapide fragilise grandement l'économie du pays et les conditions de vie de sa population. L'aide internationale, pour l'essentiel suspendue depuis 2009, ne joue plus le rôle clé qui était le sien avant la crise : près de 50% du budget de l'Etat et les 2/3 du programme d'investissements publics³.

¹ DGT, « Gazety Tahiry n°01 », édition MadPrint, Ankorondrano-Antananarivo, année 2008, 35 pages.

² DGT, « Gazety Tahiry n°36 », édition MadPrint, Ankorondrano-Antananarivo, année 2012, 39 pages.

³ DGT, « Gazety Tahiry n°52 », édition MadPrint, Ankorondrano-Antananarivo, année 2014, 40 pages.

Les flux d'IDE, qui avaient culminé en 2009 à 1 360 MUSD (Milliers USD), avant de chuter à 768 MUSD en 2010 et se stabiliser à ce niveau en 2011 et 2012, sont en panne faute de nouveaux projets miniers⁴.

Après deux années en 2008 et 2009 caractérisées par d'importants déficits du solde courant, liés aux importations d'équipements pour les investissements miniers, la balance des opérations courantes a retrouvé depuis 2010 son niveau d'avant 2008, soit en 2011, 6,2% du PIB contre 21,0% en 2009, et devrait devenir excédentaire en 2014. Les exportations, après s'être tassées en 2009 et 2010 avec la crise et le retrait de l'agrément AGOA, sont aujourd'hui tirées par le secteur minier. L'entrée en opération en 2012 du complexe minier d'Ambatovy, dont le potentiel d'exportation est de 1 milliard d'USD, devrait permettre de porter à 2 Milliards en 2013, puis à 2,4 Milliards en 2014, le potentiel d'exportation de Madagascar contre 1,3 Milliards avant la crise en 2008⁵.

Vu que la majorité des pays africains sont confrontés à des multiples crises, comme l'Egypte, le Mali, la Tunisie, la Lybie, l'économie dans le monde connaît actuellement le basculement de son ordre du jour. Et face à l'instabilité de la conjoncture politique et économique qui prévaut dans bon nombre de ces pays y compris bien évidemment Madagascar, la question est de savoir exactement si oui ou non le développement économique et social en période de crise figure parmi les priorités du Gouvernement en ce qui concerne les affaires courantes de l'Etat malgache. A ce sujet, les points marquants pour Madagascar ont prélevé un lourd tribut sur l'économie et la population malgaches. Plus de 92%⁶ de la population vit avec moins de deux dollars par jour et le taux de pauvreté a fortement augmenté. Seule une sortie durable de l'impasse politique permettra au pays de renouer avec la croissance et pendant la période 2009-2013 la croissance a été nulle. En prenant comme référence une croissance annuelle de 5%, le PIB en 2013 aurait été de 20% au-dessus de son niveau actuel, ce qui aurait représenté 8 milliards de dollars supplémentaires pour l'économie malgache⁷.

De tout ce qui précède, une question qui constitue la problématique se pose, notamment sur le développement des secteurs d'activités en période de crise. En effet, **quels sont les impacts de la crise politique sur le développement des secteurs d'activités malgaches?**

⁴ DGT, « Gazety Tahiry n°52 », édition MadPrint, Ankorondrano-Antananarivo, année 2014, 40 pages

⁵ Op. Cit. p.15

⁶ Rapport de la Banque Mondiale, « Impact de la crise politique sur l'économie malgache ». Année 2013.

⁷ Op. Cit. p.04

C'est la raison pour laquelle le thème de mémoire intitulé : « **Impacts de la crise politique 2009 sur le développement des secteurs d'activités : cas de Tamatave ville** » a été choisi.

L'objectif global consiste à analyser les impacts de la crise politique, d'une part, et d'autre part, à connaître les impacts de cette crise sur le développement des secteurs d'activités. Pour spécifier cet objectif, nous allons présenter ci-après les objectifs spécifiques avec les hypothèses correspondantes.

Le premier objectif spécifique est d'analyser la situation des secteurs d'activités et leur développement pendant la période de crise. Cela conduit à la vérification de l'hypothèse suivante : la crise politique qui secouait Madagascar a entraîné une perturbation de certaines entreprises ou associations, une instabilité de la trésorerie et un problème d'organisation au sein de chaque secteur d'activités.

Le second est d'examiner les impacts de la crise politique sur l'opportunité, la production et la vente au niveau de chaque secteur d'activités. Cela implique aussi l'hypothèse suivante : la crise politique diminue également de revenus, entraîne la perte de l'emploi et la fermeture des entreprises de zones franches, perturbe la prise de décision des dirigeants et a un impact négatif sur le développement de l'économie nationale.

Comme intérêt, il nous permet de mettre en pratique les cours théoriques qui nous ont été dispensés à l'Université d'Antananarivo, Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie. Dans le cadre de ce travail, nous avons pu aussi effectuer de recherches sur internet et auprès des différents organismes en vue de connaître des données sur le développement économique et surtout sur les approches sectorielles et le développement des secteurs d'activités durant la crise politique. En plus, il nous permet de connaître également les différents outils de développement, le problème rencontré par secteur d'activités et la situation générale de ces secteurs pendant et après la crise.

Ainsi, les méthodes que nous avons retenues et utilisées tout au long de notre travail s'appuient sur les perspectives suivantes :

Tout d'abord, perspective historique qui nous a permis de faire une analyse rétrospective de la situation économique et sociale avant l'avènement de la crise jusqu'aux dernières élections présidentielles et législatives en 2013.

Et puis, perspective sociopolitique qui nous a permis d'analyser le système par rapport aux contextes sociopolitiques et aux modes d'organisations administrative et financière des secteurs d'activités.

Enfin, perspective comparative qui nous a permis de faire un rapprochement des données et des résultats de ces différents recensements et enquêtes. Il s'agit essentiellement de réaliser des enquêtes, interviews auprès de la population et de certaines entreprises ou associations dans la ville de Tamatave et de consulter divers centres de documentation (Bibliothèque municipale, bibliothèque à l'université de Tamatave, direction régionale du plan et de l'économie Atsinanana etc.) afin d'obtenir les informations nécessaires à notre étude.

En effet, pour des raisons de fiabilité et de qualité, nous avons comparé et/ou combiné les données de certaines Ministères avec celles de l'INSTAT, de la Banque Mondiale et d'autres organismes. Cela nous a permis d'obtenir des indicateurs qualitatifs et quantitatifs qui reflètent au mieux à la réalité à Madagascar concernant les impacts de la crise politique vis-à-vis des entreprises locales, notamment dans la ville de Tamatave en tant que ville économique de la Grande île. Nous avons choisi cette ville comme terrain de notre étude du fait qu'elle est une ville économique, une ville touristique. Elle a le grand port à Madagascar, l'entreprise internationale minière (Ambatovy), diverses entreprises ou associations de différents secteurs économiques (primaire, secondaire et tertiaire).

Pour terminer, ce travail comprend deux grandes parties dont la première partie présentera le cadrage théorique de la recherche. Cette partie se subdivise en deux grands chapitres à savoir : les approches théoriques de la crise, d'économie et de développement et les approches sectorielles.

Ensuite, la deuxième partie exposera le cadre pratique et le terrain d'étude. Elle se subdivise en trois chapitres, à savoir : la méthodologie de recherche, le diagnostic par secteur d'activités et les propositions de solutions et recommandations apportées.

PREMIERE PARTIE- CADRAGE THEORIQUE

Cette première partie est consacrée à la partie théorique concernant de la crise, de la crise politique, de l'économie et de développement. Elle a pour objet de présenter à la fois les approches sectorielles.

Il est indispensable de présenter en détail la notion de la crise et puis les théories correspondantes. Dans ce cas, il est nécessaire de montrer les idées des différents auteurs sur la crise, c'est-à-dire sur le plan social et économie. En plus, nous présenterons aussi la définition de la crise politique et les théories correspondantes. A ce sujet, il est certain de préciser les idées des différents auteurs, de même sur l'économie et le développement. Et il est essentiel également de donner les théories concernant les approches sectorielles.

Cette partie se subdivise en deux chapitres. Le premier chapitre donnera un aperçu général des approches théoriques de la crise, de l'économie et du développement et le deuxième chapitre présentera les approches théoriques par secteur d'activités et les approches sectorielles.

Chapitre I- APPROCHES THEORIQUES DE LA CRISE, D'ECONOMIE ET DE DEVELOPPEMENT

Ce chapitre a pour objectif de présenter les différentes théories économiques concernant le thème à étudier. Il s'agit de la notion de la crise et de la crise politique et des théories correspondantes, des théories économiques et sociales et des théories de développement. La connaissance de ces théories est primordiale avant de présenter l'approche méthodologie utilisée qui permettra d'effectuer notre étude.

Pour ce faire, nous présenterons les différentes théories générales de la crise, de la politique, de l'économie, de social et des autres approches théoriques ayant une liaison à ce mémoire. Il est indispensable de montrer la notion de la crise économique, la notion du développement et d'économie de développement.

L'économie du développement joue un rôle très important sur le développement des entreprises locales dans la ville de Toamasina, en tant qu'elle est aussi une ville économique de la Grande île et une branche à part entière de l'économie, date de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Auparavant les études relatives aux pays pauvres, y compris Madagascar faisaient partie de l'analyse de la croissance et du développement des entreprises. Il n'y avait pas de théories spécifiques à l'époque et cette étude a effectué de façon globale. Ce n'est que dans les années cinquante que des économistes vont s'attacher à développer des outils propres aux pays en développement mais jusqu'à présent. Nous développerons à la fois la notion et les théories de la crise, la théorie générale de l'économie et la théorie du développement économique.

Section 1-Notion et théories de la crise

Cette section exposera la notion de la crise et celle de la crise politique. Elle présentera aussi les approches théories économiques de la crise.

1.1-Notions de la crise et de la crise politique

Ce paragraphe présente les définitions de la crise et de la crise politique. Pour cela, nous allons montrer en premier lieu la notion de la crise.

1.1.1-Notion de la crise

Etymologie : du latin crisis, manifestation grave d'une maladie, issu du grec krisis, décision, jugement. Une crise est un événement social ou personnel qui se caractérise par un paroxysme des souffrances, des contradictions ou des incertitudes, pouvant produire des explosions de violence ou de révolte. La crise est une rupture d'équilibre⁸.

Dans la littérature, nous trouvons les sens de décider, trancher, juger, estimer ou expliquer. A la suite de ce sens de décision, de jugement, le mot crise a désigné, en médecine, la phase d'une maladie pendant laquelle on assiste à un changement rapide dans l'évolution du mal⁹.

Certains parlent de crise en termes de caractéristiques, d'autres, de causes ou de conséquences. Il s'agit de brusque accès, forte manifestation d'un sentiment, d'un état d'esprit : une crise de larmes, de jalousie, de familial. Enthousiasme soudain pour une action, brusque mouvement d'ardeur : il est pris d'une crise de rangement. Il s'agit aussi d'un moment très difficile dans la vie de quelqu'un, d'un groupe, dans le déroulement d'une activité, etc. ; période, situation marquée par un trouble profond : crise de conscience et de rupture d'équilibre entre la production et la consommation, caractérisée par un affaiblissement de la demande, des faillites et du chômage. Il s'agit de manifestation violente d'un état morbide, survenant en pleine santé apparente (crise d'appendicite, crise de goutte, crise d'épilepsie, crise de colique néphrétique, etc.) ou bien de grave pénurie de quelque chose : crise du logement¹⁰. Dans le domaine médical, une crise est un changement rapide et grave intervenant dans l'état de santé d'un malade ou d'une personne apparemment en bonne santé. Exemples : crise cardiaque, crise d'asthme. En psychologie, la crise est le paroxysme ou l'exacerbation d'un sentiment. Exemple : crise de désespoir¹¹.

1.1.2-Notion de la crise politique

Une crise politique est un moment important, grave et parfois décisif dans la vie d'une institution. Elle reflète l'inadéquation manifeste entre « l'organisation d'une institution politique ou publique » et « la réalité ».

⁸ WOLF-DIETER E., « Définition de la crise et de la crise politique », Ed Dunod, Bielefeld, Année 1929, p.15

⁹ Op. Cit. p 15

¹⁰ WOLF-DIETER E., « Définition de la crise et de la crise politique », Ed Dunod, Bielefeld, Année 1929, p.15

¹¹ WOLF-DIETER E., « Définition de la crise et de la crise politique », Ed Dunod, Bielefeld, Année 1929, p.16

Prenons comme exemple : crise ministérielle lors de la chute d'un gouvernement jusqu'à la constitution d'un nouveau cabinet. En plus, une crise peut provoquer des manifestations, des grèves, des mouvements sociaux, des émeutes voire une révolte ou une révolution. On distingue la crise institutionnelle pouvant déboucher sur une nouvelle forme de régime politique avec changement de Constitution, de la crise de régime pouvant provoquer une alternance de gouvernement. En outre, il est juste de noter que souvent cette phase annonce aussi une phase de guérison¹². La connotation négative de la crise est apparue plus récemment, et est à rattacher aux domaines politiques (crise ministérielle, situation de crise entre deux états précédant, un conflit) et économiques (la crise de 1929).

1.2-Approches théoriques

Toute étude sur les crises en vient à buter sur un problème de définition et de compréhension fondamentale : qu'entend-on par "crise" ? La question est bien sûr celle du théoricien, mais le responsable doit aussi s'y attarder, sous peine de voir très rapidement limitée sa capacité de réflexion, donc d'intervention. Dès qu'il y a crise, en effet, l'intelligence de la dynamique à l'œuvre est le facteur stratégique par excellence. A ce sujet, la notion de la crise varie selon les auteurs des ouvrages. Comme le rappelle **Wolf-Dieter Eberwein** (université de Bielefeld, RFA) qui, dans le domaine des crises internationales, a réclamé une plus grande rigueur dans l'utilisation du terme de crise : "La formation des concepts est une base essentielle de la construction théorique; la précision des termes est indispensable pour la désignation des phénomènes que l'on souhaite décrire et expliquer"¹³.

Le **théoricien** devra avouer au décideur qu'il est bien empêtré dans cette notion à la fois omniprésente et insaisissable, qui semble parfois relever davantage du mirage que de l'outil scientifique. **James A. Robinson** ouvre d'ailleurs par cette phrase l'article "Crisis" de l'International Encyclopedia for Social Sciences : " « Crise » est un terme d'usage courant, à la recherche d'une signification scientifique"¹⁴.

Edgar Morin, qui a beaucoup œuvré pour ouvrir une science des crises, note qu'on en arrive à des retournements complets de sens. Ce qui désignait à l'origine "décision, moment décisif d'un processus incertain", en arrive à pointer son contraire : "crise signifie indécision : c'est le moment où, en même temps qu'une perturbation, surgissent les incertitudes".

¹² WOLF-DIETER E., « Définition de la crise et de la crise politique », Edition Dunod, Bielefeld, Année 1929, p. 17

¹³ WOLF-DIETER E., « Approches théoriques de la crise », Edition Dunod, Bielefeld, Année 1978, pp.126-127

¹⁴ ROBINSON J. A., « Approches théoriques de la crise », Edition PUF, Paris, Année 1968, p.510.

D'avantage, plus qu'à des retournements, on assiste à une véritable dissolution de sens : "La notion de crise s'est répandue au XX^{ème} siècle à tous les horizons de la conscience contemporaine. Il n'est pas de domaine qui ne soit hanté par l'idée de crise [...]. Mais cette notion, en se généralisant, s'est comme vidée de l'intérieur"¹⁵. Ce concept tend à devenir une forme vide, un prêt-à-porter stéréotypé qui ne constitue plus que l'ultime recours au lancinant désarroi des diagnostics et des pronostics.

L'historien **Randolph Starn** est tout aussi sévère : " Après tout, le vocable «crise» a une longue histoire et l'on ne peut s'attendre à ce que, faisant l'objet d'utilisations si variées, il puisse être défini univoquement. Comme tout journaliste et tout homme politique le savent, voilà un terme bien utile à l'âge des mass média. Suggérant le drame ou la nécessité de décision, il suscite l'émotion sans requérir la réflexion, il magnifie les non-événements comme les événements, les coups d'Etat mais aussi de mineurs incidents [...]. Pour les historiens, le mot «crise» a souvent constitué un cliché commode pour désigner les processus et les points de pression historique dramatique; un sceptique dirait que cette seule commodité explique tout le succès de la notion. On a du mal à résister aux formules toutes faites; combien de fois le mot «crise» n'est-il pas apparu sous la plume des historiens ou ne s'est-il pas introduit dans les titres de leurs ouvrages, capricieusement, sans nécessité"¹⁶.

James Robinson conclut ainsi son article "Crisis" de l'International Encyclopedia for Social Sciences en précisant que ce mot ne deviendra un concept utile que s'il arrive à prendre place dans un véritable ensemble théorique.

Edgar Morin se fait également exigeant : "Il est de plus en plus étrange que la crise, devenant une réalité de plus en plus intuitivement évidente, un terme de plus en plus multiplement employé, demeure un mot aussi grossier et creux, qu'au lieu d'éveiller, il contribue à endormir; ce terme diagnostic a perdu toute valeur explicative. Il s'agit aujourd'hui d'approfondir la crise de la conscience pour enfin faire émerger la conscience de la crise. La crise du concept de crise est le début de la théorie de la crise"¹⁷.

Section 2-Théories générales de l'économie

Cette section montrera la notion de l'économie et les approches théoriques correspondantes. Pour ce faire, nous allons définir tout d'abord la crise économique.

¹⁵ MORIN E., « Approches théoriques de la crise», Edition Economica, Paris, Année 1990, p.25

¹⁶ STAM R., «Théories économiques de la crise», Edition PUF, Paris, Année 2001, p.13.

¹⁷ MORIN E., «Approches théoriques de la crise», Edition PUF, Paris, Année 1976, p.163.

2.1-Notion de la crise économique

La notion de crise économique a aussi permis de mettre en évidence le fait suivant : l'économie dépend pour beaucoup de phénomènes d'anticipation, c'est-à-dire, pour une grande part, de la confiance que les individus peuvent avoir dans l'économie et dans leur avenir. À l'inverse, la perspective de périodes troublées ou d'anticipations négatives peut déclencher une crise économique ou bien en accélérer les effets¹⁸.

Une crise économique est un phénomène brutal de la situation économique et des perspectives économiques. Son étendue sectorielle, temporelle et géographique peut aller d'un seul secteur d'une seule région pour une brève période à l'ensemble de l'économie mondiale pendant plusieurs années. On parlera alors de ralentissement économique ou, plus grave, de récession économique. Une telle crise comporte souvent (mais pas systématiquement) des répercussions sur le niveau des salaires et la valeur du capital (valeurs boursières), provoque des faillites et du chômage, accroît les tensions sociales, et peut même avoir des répercussions sanitaires¹⁹.

2.2-Approches théoriques

La crise, pour certains comme « **Gottfried Haberler** », est le moment de retournement d'un cycle économique. Dans « **la théorie marxiste** », si la crise est entendue comme entraînant la chute du capitalisme, les crises sont interprétées comme le moyen par lequel le capitalisme se réorganise. Usuellement, en langue anglaise, le terme crise économique est compris au sens marxiste et est peu utilisé. Il lui est préféré les termes plus économiques de dépression (économie) ou de récession. C'est ainsi que la crise de 1929 s'appelle Grande Dépression ou que la crise économique de 2008-2010 est appelée « Great Recession »²⁰. En français, usuellement, le terme crise comporte l'idée, proche du marxisme, qu'une page se tourne et qu'il convient que le capitalisme soit réformé. Dans cette optique, la crise économique est parfois vue comme un phénomène qui ne se termine qu'avec l'adoption d'une nouvelle structure économique. Partant de l'observation des dépressions économiques qui avaient périodiquement affecté l'économie européenne depuis 1825, « **Karl Marx** » décrivit la crise comme un dispositif historiquement inévitable. Selon lui, ces crises étaient des « crise de surproduction ».

¹⁸ STAM R., « Théories économiques de la crise », Edition PUF, Paris, Année 2001, p.19.

¹⁹ Op. Cit, p. 20

²⁰ HABERLER G., « Théories générales de l'économie », Edition PUF, Paris, Année 2000, p.17.

La théorie « **marxiste** » a vu dans le capitalisme un système générateur de crise en lui-même, essentiellement à cause des conflits d'intérêts entre patrons et ouvriers. C'est ce que l'on a appelé, en termes politiques, la « lutte des classes », conception portée encore par les partis de gauche jusque dans les années 1980.

Pour « **l'école autrichienne d'économie** », les crises sont essentiellement dues à l'accumulation de défauts d'ajustement de l'appareil de production à la demande réelle. En tentant d'empêcher ou de retarder ces ajustements par la réglementation ou la création monétaire, l'État ne fait qu'accumuler les problèmes qui devront tôt ou tard se résoudre par une crise, qui aurait pu être évitée, ou être moins grave, en laissant les ajustements se produire progressivement. Le mot crise fait directement référence au concept de cycle. La théorie du cycle la plus connue de cette école est sûrement celle de Hayek (Cycle de Hayek), liée au taux d'intérêt. À l'inverse, **les économistes libéraux** voyaient dans le système, la possibilité de s'autoréguler. « **Adam Smith** » au XVIIIème siècle s'en est fait l'ardent défenseur et partisan (il a parlé de l'intervention de la « main invisible du marché »). La majorité des économistes contemporains estiment qu'il est nécessaire de réguler certains marchés. Ce rôle est alors dévolu soit à l'État, soit, plus généralement, à des autorités publiques autonomes que l'État ne contrôle pas directement (banque centrale, autorités des marchés financiers, autorités de la concurrence, etc., le tout sous le contrôle des tribunaux). Dans le même but, les gouvernements peuvent intervenir directement. Ils peuvent consentir des prêts, réduire des taxes ou offrir des subventions aux producteurs ou aux consommateurs, accorder des facilités pour l'investissement ou (au contraire) la réduction des capacités productives. Le keynésianisme est la principale construction théorique légitimant ces interventions (politique de relance). L'origine de la crise ne se situerait pas dans la libéralisation des marchés mais dans l'intervention intempestive de l'État, en particulier par une politique monétaire inadaptée et erronée, ce qui était déjà l'explication de Milton Friedman de la crise de 1929. Ainsi pour **Gary Becker**, « cinq décennies ont montré combien les marchés libres sont bons pour l'économie »²¹. De même pour **Pascal Salin** qui affirmait que « la meilleure régulation passe par le libre fonctionnement des marchés et non par la réglementation »²² et que « l'interventionnisme de l'État et l'excès de réglementation sont la cause principale de la crise actuelle »²³, c'est la politique monétaire qui est coupable :

²¹ Wall Street Journal, 21 mars 2009

²² Les Échos, 1er octobre 2008

²³ La Tribune, 2 octobre 2008

Si on laissait faire le marché, on n'aurait pas de crise monétaire, on n'aurait pas de crise financière. Et dans le journal, le 10 juin 2009, « **Pascal Salin** affirme que la relance globale keynésienne va en réalité accentuer les déséquilibres tandis que Florin Aftalion souligne que Friedman a montré que le déficit budgétaire a un effet négatif sur la sortie de crise. Aux États-Unis, **222 économistes appuyés par Jeffrey Sachs** signent un manifeste dans lequel ils indiquent que la poursuite des dépenses publiques « menace la santé à long terme de l'économie »²⁴. Ces déclarations ne sont pas dénuées d'efficacité pratique. Certes, au début de la crise notamment après la faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers, en septembre 2008, la crainte que la récession ne se transforme en dépression comme dans les années 1930 a vu la mise en place d'interventions d'inspiration plutôt keynésienne : plans de relance, politiques de sauvetage et de recapitalisation des banques avec l'argent public, prêts massifs à de grandes entreprises.

D'une certaine façon, ces politiques revenaient à socialiser les pertes du secteur privé et à substituer partiellement un endettement public à des dettes privées irrécouvrables. Ces politiques ont incontestablement limité l'ampleur de la récession mondiale. En cohérence avec cette conversion très momentanée au keynésianisme des gouvernements et des institutions internationales, ces politiques conjoncturelles devaient s'accompagner de mesures plus structurelles concernant les régulations bancaires et financières (renforcement des règles et des normes prudentielles, modifications des principes comptables et des systèmes de rémunération, pratiques de transparence) mais aussi des réformes de l'ordre international et de la gouvernance de l'économie mondiale. Pour l'essentiel, ces réformes structurelles en sont restées au stade des déclarations purement verbales et des mesures homéopathiques.

Et à partir de 2009, se produit un retour en force des politiques conventionnelles de limitation des dépenses publiques, avec notamment la généralisation des plans de rigueur et d'austérité en Europe. Il est significatif que le seul objectif concret du G20 de Toronto en juin 2010 soit de diviser par deux les déficits publics en 2013²⁵.

Section 3-Théorie du développement économique

Le développement économique nécessitant notamment de la création de richesses, on associe développement économique et « progrès », puisqu'il entraîne, généralement, une progression du niveau de vie des habitants.

²⁴ Raveaud, 2010

²⁵ G20, Toronto, juin 2010

On parle alors d'amélioration du bien-être social (au sens économique). La volonté de concilier simple développement économique et progrès ou amélioration du bien-être a mené à forger, à côté des indicateurs de développement traditionnels (PNB, PIB). D'autres indicateurs, tels que l'indice de développement humain (IDH), qui prend en compte la santé, l'éducation, le respect des droits de l'homme (dont font partie, depuis 1966, les droits économiques et sociaux)²⁶, etc.

Les paramètres économiques et sociaux pour la mesure du développement sont indiqués dans l'article « Pays en développement ». La différence entre croissance économique et développement social est mal perçue dans le grand public. Le bien-être social doit être distingué de la production économique. Le bien-être est pluridimensionnel. D'autres composants existent à côté du bien être matériel. Avant de présenter les théories sur le développement économique, il est indispensable de montrer la définition du développement et puis les différentes théories le concernant.

3.1-Définition du développement

La notion de développement n'est pas facile à définir. Jusqu'à il y a peu, la notion de développement économique ne s'appliquait qu'aux peuples non occidentaux. C'est une notion plurielle et floue. Le développement implique la notion de progrès. Depuis la renaissance la notion de progrès est au centre des sociétés occidentales. A ce sujet, une des justifications de la colonisation est justement la diffusion du progrès. Ce terme de progrès s'est incarné dans le domaine économique car, pour produire encore plus de biens et de services, il faut une croissance économique et cette croissance entraîne un développement social. L'idée de l'évolution économique devient le paradigme du progrès.

Tout d'abord, nous allons définir ce qu'on appelle « développement ». Au-delà de sa dimension économique, sociale, culturelle, spatiale et durable, le développement est souvent interprété comme « un processus de transformation » qui accompagne la croissance dans une évolution à long terme. Ce processus est étroitement lié au concept de progrès, notion centrale de la pensée des lumières et des courants évolutionnistes. Ce terme est un peu nuancé selon qu'on se place dans l'optique occidentale ou Africaine. A ce sujet, le développement se définit en termes de critère de revenu par habitant (PIB) ou la production industrielle par rapport au PIB²⁷.

²⁶ BARRY, « Notion du développement et du développement local », Edition PUF, Paris, 2006, 80 pages.

²⁷ BARRY, « Notion du développement et du développement local », Edition PUF, Paris, 2006, 80 pages.

En plus, le développement signifie combinaison de progrès dans les mentalités collectives, dans l'organisation de la société et dans l'économie. Dans ce cas, la croissance est l'une des dimensions de développement. Il se révèle aussi dans l'état des services essentiels comme la santé, l'éducation, le transport et les communications, l'alimentation, l'électrification, l'eau potable...le manque ou l'insuffisance de ces services équivaut au sous-développement, estime et confirme Barry, 2006²⁸.

Et dans l'optique africaine, y compris Madagascar, le développement se distingue quelque peu de celle européenne, pour certains, le développement est l'accès à un niveau de vie ou à un ordre de vie comme ceux que l'on trouve en Europe, ou encore dans certains beaux quartiers des grandes villes et capitales africaines.

Pour mieux comprendre le développement, définissons le sous développement qui est une distorsion durable entre « la croissance démographique » et « la stagnation économique » qui se présente sous quatre (4) aspects sociaux qui sont : la faiblesse du niveau de vie, la faiblesse sanitaire, la faiblesse de l'instruction et l'archaïsme de certains comportements sociaux antiéconomique²⁹.

Ensuite, « le développement local » est diversement conçu selon les individus en fonction des rôles que chacun d'eux joue dans le processus du développement. « Le DL se rapporte au diverses initiatives mise de l'avant, dans un cadre d'action partenariale, par les acteurs intéressés à l'amélioration des conditions de vie dans leur environnement immédiat. Par ailleurs, si « le développement local » par définition doit être territorialisé c'est-à-dire se rapporter à une stratégie appliquée à l'échelon méso économique (micro régional), il doit aussi être globalisé c'est-à-dire ne pas se limiter à la dimension économique. En plus, dans un contexte où les gouvernements centraux tendent faute de moyens et d'imagination, à se départir de leur responsabilité, le développement local doit être conçu comme une démarche issue d'une interrelation entre le centre et la base en mettant en pratique le célèbre adage « aides-toi et le centre t'aidera »³⁰.

D'où, « le développement local » désigne un processus constant à mobiliser les énergies de tous les acteurs locaux en vue de la promotion économique, sociale, culturelle d'un territoire, autrement dit, c'est un processus qui vise à la participation des acteurs (hommes et femmes) avec pour finalité l'amélioration des conditions de vie d'une collectivité.

²⁸ BARRY, « Notion du développement et du développement local », Edition PUF, Paris, 2006, 80 pages.

²⁹ Op. Cit, p. 05

³⁰ BARRY, « Notion du développement et du développement local », Edition PUF, Paris, 2006, 80 pages

Il peut désigner soit le processus d'amélioration des conditions de vie d'une collectivité soit le résultat de ce processus, ou les deux à la fois³¹.

3.2-Définition d'économie du développement

L'économie du développement est une branche de l'économie qui applique des techniques modernes de l'analyse macroéconomique et microéconomique à l'étude des problèmes économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels que rencontrent les pays dits en développement.

Elle s'intéresse aux déterminants de la pauvreté et du sous-développement ainsi qu'aux politiques à mettre en œuvre pour sortir les pays en développement de leur sous-développement. L'économie du développement est un ensemble de pratiques publiques et privées encourageant le développement économique d'un pays ou d'une région, en favorisant la propension à investir, innover, entreprendre, se former, travailler³².

L'objectif est de réunir une masse critique de facteurs de production pour atteindre une croissance économique suffisante, apportant notamment une amélioration sensible du niveau de vie des habitants de la zone concernée.

L'économie du développement, en tant que branche à part entière de l'économie, date de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Auparavant les études relatives aux pays pauvres faisaient partie de l'analyse de la croissance. Il n'y avait pas de théories spécifiques à ces pays. Ce n'est que dans les années cinquante que des économistes vont s'attacher à développer des outils propres aux pays en développement³³.

Les premiers travaux des pionniers du développement ne distinguaient pas développement économique et croissance économique.

Le développement signifiait obligatoirement l'obtention d'une croissance économique sur une longue période. Et inversement toute croissance créerait une amélioration du bien-être de la population et une diminution de la pauvreté. Les travaux s'intéressaient donc aux déterminants de la croissance³⁴.

³¹ BARRY, « Notion du développement et du développement local », Edition PUF, Paris, 2006, 80 pages, p. 16

³² XAVIER François, « Economie de développement », Edition Economica, Paris, 2001, 90 pages.

³³ Op. Cit, p. 25

³⁴ XAVIER François, « Economie de développement », Edition Economica, Paris, 2001, 90 pages

Les premières politiques préconisées portaient sur un investissement massif de façon à sortir du sous-développement et mettre en œuvre un cercle vertueux. Par la suite les économistes du développement ont introduit la séparation entre développement et croissance.

Le développement ne peut se faire sans croissance mais une politique de développement doit s'attacher également à réduire les inégalités, satisfaire les besoins fondamentaux³⁵.

3.3-Différentes approches des femmes vis-à-vis du développement

Nous pouvons identifier trois grandes approches concernant les femmes au sein du développement. La première : l'intégration des femmes au développement (IFD) ; la seconde : les femmes et le développement (FED) ; et la troisième : l'approche genre et développement (GED). Ces approches se chevauchent dans le temps jusqu'à aujourd'hui. Mais, avant de présenter ces approches, il est nécessaire de définir les femmes.

3.3.1-Définition des femmes

Par définition, la femme est une personne du sexe féminin qui est ou a été mariée ou épouse, c'est un être humain adulte aussi du sexe féminin. Ce dernier est le propre à la femme, aux femmes. A ce sujet, pour ce qui est de la Grande île, les études qui s'intéressent à la situation de la femme nous renseignent que les femmes constitutif d'une population âgé de 15 ans et plus ont un niveau de scolarisation qui est de 39% au niveau du primaire et de 25% pour le secondaire³⁶.

3.3.2-Approche femmes et développement

Face aux limites de la théorie de la modernisation et de l'approche de l'intégration des femmes au développement (IFD), une approche est apparue au cours des années 70, c'est-à-dire, l'approche Femmes et développement, fondée sur la théorie de la dépendance et de la modernisation. Selon les auteures Dagenais et Piché, en 1994, cette approche féministe-marxiste se fonde essentiellement sur le postulat que les femmes ont toujours fait partie des processus de développement et qu'elles n'y sont pas soudainement apparues au début des années 1970³⁷.

³⁵ XAVIER François, « Economie de développement », Edition Economica, Paris, 2001, 90 pages, p. 26

³⁶ RODIN J., « Femmes et du développement économique », Edition Foucher, Paris, 1994, 70 pages.

³⁷ RODIN J., « Femmes et du développement économique », Edition Foucher, Paris, 1994, p. 02

Ces auteurs ont ajouté que la perspective Femmes et développement a mis l'accent sur la relation entre « les femmes » et « les processus de développement » plutôt que seulement sur les stratégies d'intégration « des femmes au développement » ; que cette même perspective part du fait que les femmes ont toujours joué un rôle économique important au sein de leurs sociétés ; que leur travail, à l'intérieur comme à l'extérieur du foyer, est essentiel à la survie de ces sociétés ; que cette intégration sert surtout au maintien des structures internationales d'inégalité estime encore une fois Dagenais, Piché, 1994³⁸.

3.3.3-Intégration des femmes au développement

L'approche de l'intégration des femmes au développement (IFD) est issue du courant féministe libéral et de la théorie de la modernisation. Elle a fait son apparition en 1973. A cette époque, on croyait que la modernisation, habituellement synonyme d'industrialisation, améliorerait le niveau de vie dans les pays en voie de développement. Et qu'avec la croissance de l'économie de ce pays, les bénéfices de la modernisation, étant féministe explique la subordination des femmes par leur exclusion de la sphère publique, due à la division sexuelle du travail³⁹. Les féministes libérales cherchent à promouvoir l'accès des femmes à différents domaines de travail mais également à des postes où les décisions prises peuvent avoir un impact sur la condition des femmes, estime Young, en 1993. Le courant féministe prône des changements juridiques et administratifs en vue d'assurer une meilleure intégration des femmes dans le système économique. Au sein de ce courant féministe, on réclame l'égalité pour vaincre la discrimination envers « les femmes »⁴⁰.

Ensuite, l'approche IFD a mis beaucoup d'emphasis sur la capacité individuelle des femmes à s'outiller pour s'intégrer aux structures déjà existantes du développement. Cette approche a donc mis sur la promotion de l'accès aux nouvelles technologies et à l'éducation, afin d'assurer la pleine participation sociale des femmes. Alors, sans intégration des femmes aux activités économiques et sociales, le développement n'est pas atteint, d'où, l'intégration des femmes est important pour atteindre un développement local.

Enfin, l'approche de « l'Intégration des Femmes dans le Développement » (IFD), comme son nom l'indique, vise à intégrer les femmes au processus de développement, sans pour autant remettre en question le modèle de développement dans lequel on voulait les intégrer.

³⁸ PICHE, « Approches femmes et développement », Edition PUF, Paris, 1994, 100 pages.

³⁹ Op. Cit, p. 12

⁴⁰ YOUNG, « Féministe », Edition PUF, Paris, 92 pages.

Cette approche est liée à « l'approche anti-pauvreté » qui, reconnaissant le rôle de production des femmes, vise à améliorer leurs conditions de vie à travers de petits projets générateurs de revenus, en lien avec leur rôle traditionnel.

3.4-Approches de gouvernance et transparence face au développement

Ce paragraphe présentera les approches de la bonne gouvernance et de la transparence vis-à-vis de développement dans le secteur public et privé. Le premier concerne les institutions publiques, c'est-à-dire l'Etat et le deuxième touche les entreprises locales, notamment les secteurs d'activités.

3.4.1-Gouvernance face au développement du secteur public et privé

Dans le secteur public, elle concerne la gestion des finances publiques comme élément de la bonne gouvernance financière. A ce sujet, l'expression « gestion des finances publiques » (GFP) sert depuis quelques années de cadre à un débat animé sur les capacités et la réforme des finances publiques dans les pays en développement comme Madagascar. L'importance de la GFP découle du rôle central que jouent les finances publiques dans un Etat démocratique désireux de se développer : une politique budgétaire axée sur des objectifs et une gestion budgétaire transparente sont à la base de prestations publiques visant à réduire la pauvreté et à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans la Grande île.

Pour ce qui est du contrôle des finances publiques, il compte parmi les tâches clés des parlements (députés et sénateurs). La transparence des finances publiques de même que la participation de la population et de groupements de la société civile à l'établissement du budget témoignent du bon fonctionnement d'un système fondé sur l'obligation des autorités de rendre compte de leur action. A ce titre, des systèmes de GFP transparents et participatifs contribuent à faire respecter les droits humains, au sens d'autonomisation. Ils permettent en effet aux citoyens d'influencer et d'adapter les milieux et les institutions politiques afin que ceux-ci servent leurs intérêts, de revendiquer leurs droits et de se faire entendre auprès des élites politiques. Puisque les divers éléments et sous-systèmes abordés dans le débat sur la gestion des finances publiques ont une portée considérable, on tend désormais à parler plus largement de « bonne gouvernance financière ». On applique alors les principes de la bonne gouvernance au secteur des finances publiques.

Dans ce cas, les principes de la bonne gouvernance appliqués aux finances publiques sont axés sur la légitimité, l'obligation de rendre compte, la légalité, l'efficacité et l'action de l'Etat axée sur le développement⁴¹.

Dans le secteur privé, dans nombre de pays pourtant riches en ressources naturelles comme Madagascar, le développement marque le pas. Ce simple constat témoigne du rôle central de la bonne gouvernance dans le domaine des recettes publiques. L'initiative pour la transparence des industries (entreprises locales) représente un progrès important pour remédier à cette situation en appliquant les critères de la transparence à la gestion des finances publiques (à l'aide des recettes fiscales des entreprises)⁴².

Cette initiative a permis de formuler 12 principes pour garantir que les recettes provenant des industries serviront à promouvoir le développement durable et la réduction de la pauvreté de la Grande île. Ces critères servant à vérifier le respect de ces principes comprennent notamment la publication régulière des montants que les industries pétrolière, production et les entreprises des services, des minières versent au gouvernement malgache et le contrôle de ces flux monétaires par des organismes indépendants et satisfaisant aux normes internationales.

En revanche, le principal problème réside dans le fait que le respect de ces principes est volontaire. Plus les « profits imprévus » de l'extraction de matières premières sont élevés, moins le pays tend à se soumettre aux conventions et aux recommandations, qui ne présentent en fin de compte aucun caractère contraignant. Pour assurer une application stricte de ces principes, le partenariat financier devra donc s'entendre pour définir des normes et des standards contraignants applicables aux entreprises locales, aux banques, aux investisseurs institutionnels et aux gouvernements, tant du côté des producteurs que du côté des consommateurs.

3.4.2-Transparence face au développement du secteur public et privé

Dans le secteur public, la transparence de toutes les étapes du cycle budgétaire et la possibilité de prendre part au processus budgétaire sont les composantes fondamentales de la bonne gouvernance financière. Pour le FMI, il s'agit du code de bonnes pratiques formulé par dans le but de promouvoir la transparence des finances publiques.

⁴¹ RODOLPHE J., « Gouvernance vis-à-vis du développement », Edition Economica, Paris, 2001, 86 pages.

⁴² Op. Cit, p. 11

A ce sujet, le secteur de l'administration publique doit être clairement séparé du reste de l'économie, et la répartition des attributions entre politique et administration (ou décision et gestion) doit être clairement définie. En plus, la gestion des finances publiques doit s'inscrire dans un cadre juridique et administratif clair. Dans ce cas, le public doit être pleinement informé de l'activité financière passée, présente et prévue de l'administration publique.

En outre, le service public doit s'engager à diffuser en temps voulu des informations sur les finances publiques. La documentation budgétaire doit préciser les objectifs en matière de finances publiques, le cadre macroéconomique, les politiques sur lesquelles reposent le budget et les principaux aléas budgétaires identifiables⁴³.

De plus, les informations budgétaires doivent être présentées de manière à satisfaire aux besoins de l'analyse des politiques et de la clarté des comptes, de même sur les modalités d'exécution et de suivi des dépenses approuvées qui doivent être clairement définies. Donc, des rapports complets et fiables doivent être publiés dans les délais prévus et mettre en évidence les tendances dans les finances publiques et les informations relatives aux finances publiques doivent faire l'objet d'un examen public et indépendant.

Dans le secteur privé, la réduction substantielle de façon transparente opérée sur le plan de l'imposition des exportations ou des importations des entreprises locales a exercé un impact considérable sur les revenus des gouvernements, c'est-à-dire de l'Etat malagasy puisque la libéralisation du commerce international a augmenté les recettes fiscales, d'une part, et, d'une part, importante de leurs revenus, qui en général n'a pu être que partiellement compensée. D'où une réduction de la quote-part fiscale de l'Etat, sur la base d'une taille initiale déjà faible, alors que les besoins en matière de biens et de services publics (éducation, santé, approvisionnement en eau) étaient en forte augmentation, notamment pour des raisons démographiques. En plus, il est nécessaire aussi que les entreprises locales effectuent les déclarations fiscales de façon transparente, c'est-à-dire qu'elles calculent et déclarent elles-mêmes ses impôts. Ce qui entraîne la simplification fiscale⁴⁴.

⁴³ CLAUDE François, «Transparence vis-à-vis du développement », Edition PUF, Paris, 2009, 110 pages.

⁴⁴ CLAUDE François, «Transparence vis-à-vis du développement », Edition PUF, Paris, 2009, p. 19

CONCLUSION DU PREMIER CHAPITRE

Ce chapitre a présenté les approches théoriques de la crise, de la crise politique, du développement et les notions correspondantes. Nous avons pu examiner dans ce chapitre la définition de la crise en générale et la crise politique en particulier. Cette définition nous permet de savoir le sens de mots qui composent notre sujet d'études les approches que nous devons suivre durant la réalisation de ce travail. Une crise est un événement social ou personnel qui se caractérise par un paroxysme des souffrances, des contradictions ou des incertitudes, pouvant produire des explosions de violence ou de révolte. Et une crise politique est un moment important, grave et parfois décisif dans la vie d'une institution. Nous pouvons également connaître les différents auteurs qui ont fait des études sur la crise et de savoir leurs théories respectives comme Edgar Morin, Randolph Starn, James Robinson, Gottfried Harberler, Karl Marx, Adam Smith, Gary Becker, Pascal Salin, Jeffrey Sachs. Des concepts : développement, développement économique, économie du développement, croissance économique ont été définis pour pouvoir analyser la situation socio économique dans une crise.

Chapitre II- APPROCHES SECTORIELLES

Ce chapitre a pour objectif de présenter les approches sectorielles. Conçu comme un processus qui conduit à des partenariats rapprochés entre gouvernement, partenaires au développement et autres acteurs clés du secteur. A ce sujet, les approches sectorielles cherchent essentiellement à renforcer l'appropriation de la politique sectorielle publique et de l'allocation des ressources au niveau du secteur. Une gestion efficace, un développement sectoriel durable passant par une cohérence accrue entre politique, dépenses et résultats et, le cas échéant, la réduction des coûts de transactions liées à l'aide constituent des préoccupations importantes pour la mise en œuvre des approches sectorielles.

Ensuite, les approches sectorielles s'appuient sur l'évaluation exhaustive de sept domaines réalisée afin de prendre en compte le secteur dans sa globalité : (i) la politique et la stratégie sectoriel, (ii) le budget sectoriel, (iii) la coordination du secteur, (iv) les institutions et les capacités, (v) le suivi de la performance, (vi) la situation macro-économique et (vii) la gestion des finances publiques. Les cinq premiers domaines sont considérés comme étant les aspects essentiels d'un programme sectoriel.

Enfin, lorsqu'on traite d'une approche sectorielle, la première question cruciale porte sur la définition et l'envergure du secteur. Bien que la définition du secteur agricole soit déjà une question complexe, les choses deviennent encore plus compliquées lorsqu'on s'intéresse au développement rural. En faisant le lien entre la « dimension sectorielle » et « ce qu'il faut traiter comme un tout afin d'éviter la fragmentation et accroître l'efficience et le rendement », le document vise à apporter l'orientation nécessaire en la matière. Cela signifie également que « la dimension sectorielle » au niveau politique peut avoir une portée plus large que ce qui est visé au niveau exécution : les politiques de développement agricole ou rural doivent prendre en compte les contraintes et les opportunités, mais à un certain niveau, il peut s'avérer nécessaire de décliner les politiques générales en programmes (sectoriels ou sous-sectoriels) cohérents et qui se complètent mutuellement pour les rendre applicables. D'où, les approches sectorielles et les programmes sectoriels peuvent être soutenus par les donateurs à travers diverses modalités de financement : appui budgétaire sectoriel, mise en lace de fonds communs ou appui projet ou encore une combinaison de ces modalités. L'appui budgétaire sectoriel peut par exemple être bien adapté pour soutenir une ville ou un gouvernement dans ses efforts pour améliorer les produits de type « bien public »⁴⁵.

⁴⁵ MAX François, « Approches sectorielles en tant qu'outil de développement », Ed PUF, Paris, 2005, p.08.

Section 1- Approches sectorielles dans l'agriculture et le développement

Cette section montrera les approches sectorielles dans l'agriculture et le développement rural, c'est-à-dire le secteur primaire. Elle présentera donc les cadres politiques et stratégiques ; le budget sectoriel et la gestion des finances publiques ; la coordination sectorielle et les donateurs et enfin, les institutions concernées et les capacités.

1.1-Cadres politiques et stratégiques

Les cadres des politiques « macros » sont importants car ils stimulent la coordination inter et intra-sectorielle. Toute évaluation de la politique sectorielle devrait par conséquent commencer par une analyse du contexte macro. Au niveau du secteur lui-même, la question de « l'alignement à la politique » est encore plus importante. Etant donné que l'ADR est influencé par une multitude de politiques, certaines n'étant pas alignées les unes avec les autres ou parfois même conflictuelles, il est important de partir de ce qui existe comme un ensemble de principes politiques cohérents plutôt que de s'embarquer dans un exercice ambitieux de formulation de politique.

L'application d'un critère de « conformité politique » peut s'avérer très utile lorsque le secteur est caractérisé par plusieurs interventions de développement (exécutées par des acteurs étatiques et non étatiques). Plutôt que de concevoir des politiques spécifiques jusqu'au moindre détail, un consensus clair sur un ensemble de principes politiques communs peut renforcer la flexibilité et la créativité pour la conception de solutions novatrices et adaptées au contexte local, prenons comme exemple : la mise en œuvre des politiques sectorielles par différents acteurs selon les régions). A ce sujet, les principes peuvent permettre de clarifier les relations et les responsabilités entre « le gouvernement », « le secteur privé et les acteurs non étatiques ou le rôle des collectivités locales dans la mise en œuvre des politiques sectorielles ».

Lorsque le gouvernement, préoccupé par l'atteinte de résultats sociaux, doit jouer un rôle au-delà de son rôle « de fourniture de biens publics ». Ses actions devraient éviter de fausser le jeu et rester concentré sur la création d'un environnement dans lequel les solutions privées deviennent viables. L'élaboration de politiques visant à assurer une croissance en faveur des pauvres sera spécifique à chaque pays⁴⁶.

⁴⁶ MAX François, « Approches sectorielles en tant qu'outil de développement », Ed PUF, Paris, 2005, p. 09

1.2-Budget sectoriel et gestion des finances publiques

Dans le secteur budgétaire, la qualité de la budgétisation et des dépenses publiques constitue également « un facteur critique pour le développement agricole et rural ». Etant donné que le rôle des investissements publics est d'influencer et de faire participer le secteur privé, ces investissements doivent être ciblés. Dans ce cas, l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) devrait par conséquent se focaliser sur les rôles convenus de l'Etat, ses priorités d'investissements et ses tâches. L'appui à un secteur spécifique étant encore très souvent accordé « hors budget », les gouvernements devront faire en sorte que ces ressources correspondent aux priorités du secteur (un objectif clé de l'approche sectorielle), tout en intégrant progressivement cet appui dans le budget. Un autre objectif clé de l'approche sectorielle est de renforcer « les systèmes », « les structures » et « les procédures nationales ». Cela nécessite, non seulement que les processus budgétaires du pays soient respectés, mais également que le processus de budgétisation en lui-même soit renforcé. Par conséquent, les financements sectoriels doivent être alignés sur « les Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) » et sur « le cycle budgétaire ». Dans le contexte des « secteurs » multisectoriels ou trans-sectoriels. Cela signifie essentiellement choisir entre une structure budgétaire « administrativement » bien détaillée ou un budget « thématique », axé sur les résultats.

Selon l'envergure du programme sectoriel et de son budget, et la force de la coordination interministérielle, un certain nombre d'alternatives peuvent être proposées, allant de budgets de programme sectoriel autonome couvrant tout le secteur, gérés hors des structures et systèmes nationaux, à des CDMT entièrement intégrés. L'appui aux budgets des programmes sectoriels devrait être prévisible sur « le moyen et le long terme » et par conséquent, aligné sur les cycles du budget. Cela est valable pas seulement pour l'appui budgétaire sectoriel, mais également pour les autres modalités de financement. La qualité générale de la Gestion des Finances Publiques (GFP) est également importante pour développer une ville, notamment sur les infrastructures de base. Elle devrait être évaluée à la fois « au niveau sectoriel » et « au niveau macro », car les insuffisances de la GFP sectorielle sont souvent liées aux faiblesses de la GFP d'une façon générale⁴⁷. Dans l'évaluation de la GFP, il est également important de considérer l'aspect du revenu ; en améliorant les systèmes de collecte de revenus, les budgets sectoriels peuvent être « sevrés » de l'appui des bailleurs, offrant ainsi l'opportunité de renforcer la redevabilité vis-à-vis des électeurs nationaux.

⁴⁷ MAX François, « Approches sectorielles en tant qu'outil de développement », Ed PUF, Paris, 2005, p. 11

Enfin, en soutenant l'ADR, les bailleurs de fonds doivent reconnaître qu'il faut du temps pour le renforcement des capacités, le renforcement de l'appropriation locale et la croissance économique et que l'aide peut également être efficace à travers la promotion de nouvelles idées et d'alternatives « dans la façon de faire » les choses⁴⁸.

En comparaison avec les secteurs à investissements publics élevés, l'agriculture et le développement rural sont plutôt considérés comme des secteurs à décaissements lents avec un ratio plus élevé d'expertise/ argent que d'autres secteurs où l'approche sectorielle est plus facile à appliquer (ex : la santé et l'éducation).

1.3-Coordination sectorielle et des donateurs

La coordination est souvent difficile pendant la phase de conception et de mise en œuvre de programmes sectoriels agricoles, mais quand les interventions sont élargies pour couvrir le « développement rural », cela devient encore plus compliqué. Vu que la coordination des acteurs dans le cadre d'un programme unique est souvent hautement complexe, la coordination d'acteurs autour d'une vision commune du secteur s'avère souvent être une solution plus réalisable en matière de développement sectoriel. Cette vision peut alors être prise en compte dans une politique sectorielle à proprement parler, qui, une fois formulée, deviendra un instrument pour une mise en œuvre coordonnée.

Une telle politique peut être exécutée à travers une série de programmes qui en tirent leur orientation. La déclinaison de la politique en programmes gérables peut se faire selon (i) les besoins de coordination ; plus les activités doivent être exécutées parallèlement ou séquentiellement, plus la probabilité qu'elles soient couvertes par un programme unique est grande, et (ii) la faisabilité de la coordination, à savoir, là où la coordination est problématique, les programmes doivent être plus circonscrits (plutôt que de mettre en place des mécanismes de coordination plus complexes)⁴⁹.

En matière d'ADR, certaines tâches essentielles de coordination devront être assumées par des entités du gouvernement central (ex : le Ministère des Finances et/ou de la Planification). D'abord, parce qu'il est difficile pour un ministère technique de coordonner les activités d'un autre (les Ministères de l'Agriculture ont souvent eu des difficultés à aligner les collectivités locales, le Ministère du Commerce, le Ministère des Ressources Foncières, et dans le cas de Madagascar, le Ministère de l'Aménagement du Territoire.

⁴⁸ MAX François, « Approches sectorielles en tant qu'outil de développement », Ed PUF, Paris, 2005, p. 15

⁴⁹ Op. Cit, p. 18

Deuxièmement, parce que les programmes d'ADR sont souvent porteurs d'agendas politiques (ex : privatisation de sociétés paraétatiques, dévolution de pouvoir) qui peuvent être contraires aux intérêts du ministère responsable de la mise en œuvre du programme. C'est seulement avec une forte implication du niveau central que de tels programmes peuvent être coordonnés et exécutés.

Toutefois, des mécanismes de coordination des bailleurs de fonds ont leur place et se justifient dans l'appui au développement sectoriel même si ces efforts de coordination des bailleurs ne devraient pas éclipser la coordination sectorielle conduite au niveau national. Les donateurs opérant en dehors des programmes de développement sectoriels existants devraient être réintégrés en exigeant que leurs interventions se conforment progressivement à la politique sectorielle⁵⁰.

1.4-Institutions et capacités

Les institutions et les capacités sont au cœur de l'approche sectorielle : des de capacités sectorielles insuffisantes limitent la formulation de politique, la gestion financière, la coordination sectorielle ou le suivi de la performance. Le développement des capacités devraient être équilibré dans tous ces domaines : mettre trop l'accent sur un aspect (ex : la gestion financière) pourrait conduire à un déséquilibre.

Un des avantages du Modèle Institutionnel de Systèmes Ouverts (Open Systems Institutionnel Model) est qu'il favorise l'utilisation du point de vue des acteurs pendant l'analyse. Raisonner en partant des objectifs et résultats de la politique vers la fourniture/production des produits nécessaires, permettra une caractérisation détaillée des acteurs responsables de ces produits et services. Procéder de la sorte aide également à écarter les risques de vite se limiter à un acteur spécifique ou à un ensemble d'activités particulières⁵¹.

Le renforcement des capacités ne devrait pas non plus être compris de façon trop restrictive comme s'agissant « des capacités de l'institution responsable de la mise en œuvre du programme sectoriel », ou « les capacités du ministère à gérer les fonds des bailleurs qui lui sont confiés », mais plutôt comme un processus visant à renforcer les capacités de tous les acteurs et parties prenantes chargés du développement du secteur.

⁵⁰ MAX François, « Approches sectorielles en tant qu'outil de développement », Ed PUF, Paris, 2005, p. 23

⁵¹ Op. Cit, p. 27

En soutenant le développement des capacités, l'attention devrait être portée non seulement sur le côté offre (exemple : le ministère sectoriel le mieux à même d'offrir des services de qualité) mais également sur l'aspect demande pour que cette capacité se développe (exemple : les usagers des services demandent au gouvernement des services de qualité)⁵².

Section 2-Approche sectorielle et approche programme

Cette section exposera l'approche sectorielle et programme. A ce sujet, l'intégration des principales caractéristiques de l'AS et l'AP, la CE a adopté les définitions suivantes dans ses nouvelles lignes directrices sur l'appui au programme sectoriel.

2.1-Définition de l'approche sectorielle

Une approche sectorielle est une façon de travailler ensemble avec les gouvernements, les partenaires au développement et autres acteurs clés du secteur. Il s'agit d'un processus qui cherche à élargir l'appropriation par le gouvernement et le pays de la politique sectorielle publique et des décisions d'allocation des ressources au sein de secteur. Le but recherché par l'approche sectorielle est une gestion efficace et le développement du secteur à travers une cohérence accrue entre la politique, les dépenses et les résultats, et (le cas échéant) la réduction des coûts de transaction de l'aide. Il s'agit d'un Programme Sectoriel (PS) comme résultat de l'application d'une approche sectorielle, le gouvernement développe progressivement un programme sectoriel.

Les programmes sectoriels sont basés sur trois éléments principaux : la politique et la stratégie sectorielles ; le budget sectoriel et son cadre de dépenses à moyen terme ; et le cadre de coordination du secteur à travers lequel la stratégie du secteur. Les plans d'action et le budget sont revus et mis à jour. Un programme sectoriel consiste en un ensemble d'actions et d'activités exécutées pour la mise en œuvre de la stratégie du secteur⁵³.

Il s'agit d'un Programme d'Appui à la Politique Sectorielle (PAPS). L'instrument d'aide de la CE pour l'appui au programme sectoriel est appelé Programme d'Appui à la Politique Sectorielle.

⁵² MAX François, « Approches sectorielles en tant qu'outil de développement », Ed PUF, Paris, 2005, p. 30

⁵³ HABERLER, « Définition de l'approche sectorielle et programme », Ed DUNOD, Paris, 2006, p.04.

2.2-Définition de l'approche programme

Les approches et programmes sectoriels sont appuyés pour soutenir trois principaux objectifs :

i) Pour élargir l'appropriation des pays partenaires (gouvernement et parties prenantes nationales clés) en matière de politiques, stratégie et dépenses sectorielles, et pour accroître l'alignement de l'assistance extérieure avec les politiques et priorités nationales ;

ii) Pour accroître la cohérence entre la politique, les dépenses et les résultats (quelle que soit la source du financement) à travers une plus grande transparence, un dialogue plus large et une vue globale du secteur ;

iii) Pour minimiser les coûts de transactions liés à la fourniture de financements extérieurs, soit par l'adoption directe des procédures de l'Etat soit à travers une harmonisation progressive des procédures des donateurs individuels⁵⁴.

L'approche sectorielle vise à renforcer les liens entre les plans nationaux et sectoriels, entre les dépenses récurrentes et les dépenses d'investissement, et entre les ressources nationales et les ressources de l'aide. L'approche fut au départ une réponse à l'affaiblissement des structures nationales de gestion des finances publiques et la réalisation que la fragmentation de l'aide en était en partie responsable. En faisant désormais confiance à ces structures, même là où elles sont faibles, on s'attend à ce que cela crée une demande pour leur amélioration. Si les voies de la redevabilité démocratique (exemple : le parlement et la société civile) sont également renforcées, cela ne peut que renforcer la pression pour l'amélioration des services publics⁵⁵.

2.3-Sept domaines d'évaluation

L'adoption d'une approche sectorielle implique que l'on s'adapte à la situation du pays. D'un pays à l'autre, ou d'un secteur à l'autre, les intentions peuvent être les mêmes, notamment parvenir à une situation où tous les financements publics, des donateurs et des Etats, sont utilisés pour appuyer une stratégie sectorielle globale financée à travers des systèmes nationaux et mise en œuvre par des acteurs nationaux. Toutefois, le chemin pour parvenir à ce but diffèrera selon les capacités locales, le nombre de donateurs dans le secteur, les dispositifs institutionnels et plusieurs autres facteurs.

⁵⁴ HABERLER, « Définition de l'approche sectorielle et programme », Ed DUNOD, Paris, 2006, p. 05

⁵⁵ Op. Cit, p. 05

Il est donc d'une importance capitale que l'approche sectorielle soit basée sur et continuellement enrichie par la « situation d'ensemble » du pays en général et du secteur en particulier⁵⁶. Pour comprendre cette situation d'ensemble, on la divise en domaines de diagnostic ou d'évaluation. La CE a adopté sept domaines d'évaluation qui l'aident à répondre aux questions de savoir :

- (i) s'il faut adopter une approche sectorielle ;
- (ii) s'il faut soutenir un programme sectoriel au moyen d'un PAPS ;
- (iii) comment concevoir son appui de façon adéquate au regard de la dynamique du secteur. Ils peuvent être considérés comme étant les éléments principaux, essentiels et contextuels du secteur⁵⁷.

Donc, nous allons citer ci-après les sept domaines d'évaluation :

1. La politique et stratégie sectorielles Eléments principaux qui définissent le secteur et sont les « fondements » de l'approche et du programme sectoriels... ;
2. Le budget sectoriel et sa perspective de dépenses à moyen terme ;
3. Un cadre de coordination sectorielle ;
4. Le dispositif institutionnel et les capacités existantes ... éléments clés qui font marcher le secteur et le maintiennent sur le bon chemin... ;
5. Le système de suivi de la performance ;
6. La politique macro-économique ... et éléments contextuels tel que l'environnement favorable à la performance du secteur ;
7. Le système de gestion des finances publiques⁵⁸.

2.4-Envergure de la dimension sectorielle

Une approche sectorielle commence généralement par la question « quelle est la définition du secteur? ». C'est une question difficile pour tous les secteurs, et encore plus pour « l'agriculture et le développement rural ». Ces secteurs ne peuvent être « enfermés dans une boîte », car ils sont liés à (et leur performance dépend de celle) d'autres secteurs tels que « les infrastructures », « l'eau », « l'environnement », « le foncier », « le commerce ».

⁵⁶ HABERLER, « Définition de l'approche sectorielle et programme », Ed DUNOD, Paris, 2006, p. 07

⁵⁷ Op. Cit, p. 08

⁵⁸ Op. Cit, p. 08

La délimitation du « secteur » dépend d'abord de l'objectif de la définition : s'il s'agit de définir « la politique sectorielle », alors, il peut être nécessaire que le « secteur » soit comparativement large, car la politique devrait prendre en compte les relations essentielles d'interdépendance pour avoir un impact.

S'il s'agit de la mise en place d'un programme d'appui au secteur, il faudra alors prendre en compte le contexte institutionnel dans la définition du champ d'application. De même, lorsque l'accent porte sur les questions de budgétisation sectorielle, l'évaluation approfondie des cadres budgétaires existants est d'une extrême importance. La traduction d'une politique agricole ou de développement rural en un programme unique avec un budget unique est probablement « une tâche impossible, ou non souhaitable ». A ce sujet, le programme sectoriel risque d'essayer de trop faire, et par conséquent, demandera trop « aux structures et instruments » du programme⁵⁹.

La délimitation de la « dimension sectorielle » de l'agriculture et du développement rural (que ce soit aux niveaux politique, programme ou budgétaire) demande de trouver un équilibre entre « la globalité » et « la complexité ». Dans ce cas, le secteur devrait être assez large pour permettre une synergie et une valeur ajoutée entre activités, mais pas trop large au point de causer des obstacles dans la gestion ou des conflits d'intérêt. En particulier, il faut tenir compte⁶⁰ :

- Des structures du pays. Les programmes doivent être basés sur les structures existantes du pays, et non le contraire. Cela signifie qu'il faut éviter les instruments de gestion du programme, de financement, de coordination et de suivi qui ne tiennent pas compte (ou remplacent) des structures nationales existante, ou ne les envisager qu'avec précaution.
- De la nécessité de coopération. Dans les filières, certaines activités doivent être exécutées en tandem pour être efficaces (exemple : la production agricole en lien avec les infrastructures rurales). Il est utile, et parfois indispensable d'aborder ces questions inter-reliées comme un 'ensemble' pendant la phase planification (c'est-à-dire, sous forme d'une politique ou stratégie unique) ou pendant la phase d'exécution (c'est-à-dire, sous forme d'un programme unique) pour veiller à ce que la somme dépasse les parties.

⁵⁹ HABERLER, « Définition de l'approche sectorielle et programme », Ed DUNOD, Paris, 2006, p. 10

⁶⁰ Op. Cit, p. 11

- **Champ d'application de la coordination.** Les difficultés de coordination doivent être prises en compte lors de la délimitation du programme sectoriel. Il peut s'avérer nécessaire de séparer des programmes pluri-ministériels en plus petites unités liées à un nombre réduit d'acteurs afin de faciliter la prise de décision. La coordination de ces sous-programmes peut alors être orientée par un cadre politique unique. Si la politique est claire sur la direction et les rôles, les programmes « ficelés » dans le cadre de cette politique pourront se soutenir mutuellement.
- **Conflits d'intérêts potentiels.** Le risque de concevoir des programmes agriculture et développement rural trop larges existent, si on essaye d'impliquer tous les acteurs. De tels « mégas-programmes » risquent de souffrir d'un manque de cohérence, de divergence d'intérêt et d'impasse institutionnelle. Au contraire, l'appui aux acteurs étatiques et non étatiques peut s'inscrire dans une série de programmes complémentaires, chacun tirant son orientation du même cadre politique global (croissance rurale). Les programmes complémentaires doivent consister en un ensemble cohérent d'activités permettant d'impulser et générer de la valeur ajoutée, tout en laissant suffisamment d'autonomie pour permettre aux composantes qui ont du succès d'avancer même quand les autres ne réussissent pas. Par conséquent, l'idée soutenue ici est qu'en délimitant le « secteur », on adopte une approche pragmatique basée sur « que faut-il mettre ensemble pour permettre au développement de fonctionner ? ».

D'où, une approche théorique où le secteur est défini comme étant « tout ce qui touche au développement rural » pourrait dépasser les besoins (et même la faisabilité) de coordination en rajoutant des composantes pour la simple raison de vouloir être inclusif.

Section 3-Cadres politiques et stratégiques en macro sectorielle

Cette section présente les cadres politiques et stratégiques en macro sectorielle. A ce sujet, nous avons constaté que les approches sectorielles nécessitent un consensus politique minimum entre l'Etat, les acteurs du secteur et ses partenaires dans le secteur, sur les objectifs et, aussi, sur comment atteindre ces objectifs. La CE met un accent particulier sur les résultats attendus. S'ils sont agréés et suivis, l'Etat décide alors de comment y parvenir le mieux. Le processus d'élaboration de politique en macro sectorielle devrait viser à avoir la participation des acteurs et organisations clés.

La politique qui en résultera devrait permettre suffisamment de flexibilité pour répondre aux besoins locaux, car la standardisation est difficile à réaliser dans des zones concernées par la gestion des ressources naturelles.

3.1-Cadres de politique macro et sectorielle

Les expériences avec la mise en œuvre de programmes sectoriels ont montré que même le programme sectoriel le mieux conçu peut dérailler dans un environnement macro-économique faible. Cela est particulièrement vrai pour les programmes concernant des secteurs productifs : les paramètres macro-économiques (taux d'inflation, taux d'échanges, etc.) sont tout aussi importants pour la croissance agricole que les interventions propres du secteur.

Un environnement macro-économique instable ne rassure pas les investisseurs privés, surtout pour des activités à hauts risques et saisonnières comme l'agriculture et d'autres activités en zones rurales. Donc, des politiques macroéconomiques bien élaborées sont alors extrêmement importantes pour qu'il y ait croissance rurale. Les politiques au niveau macro doivent inclure la volonté politique de favoriser les petits exploitants et l'agriculture familiale comme moyen de parvenir à la croissance rurale, « la création d'emploi » et « la réduction de la pauvreté » qu'il faut par la suite traduire en options politiques claires avec les moyens correspondants.

Là où les politiques macros ont une perspective rurale avec une compréhension systémique des problèmes entravant la croissance, leur traduction en politiques au niveau sectoriel s'en trouve énormément facilitée. En tant que tel, les cadres macro peuvent être des instruments puissants pour la coordination horizontale, intersectorielle nécessaire en agriculture et développement rural⁶¹.

La comparaison des expériences en Ouganda et en Tanzanie offre une bonne illustration de l'importance qu'il y a à avoir une composante croissance bien élaborée dans la stratégie de réduction de la pauvreté et de l'utilité d'une stratégie de croissance en faveur des pauvres dans la coordination des activités qui couvrent le secteur. En outre, le secteur de l'ADR dépend des ressources naturelles pour sa propre productivité ou pour les impacts qu'il peut induire (qualité du sol, disponibilité de l'eau, dégradation de la forêt). La coordination intersectorielle est par conséquent un élément clé pour le succès d'un programme ADR.

⁶¹ ROBINSON Franck, « Management sectoriel », éd. Economica, Paris, 2007, p.16.

Là où, au niveau macro l'élaboration des politiques est biaisée en faveur « des intérêts urbains » plutôt que « ruraux », ou de programmes à court terme plutôt qu'à long terme, le secteur peut souffrir de taxation excessive, de sous investissements ou d'une tendance à recourir à l'aide alimentaire d'urgence plutôt que d'investir dans la croissance⁶².

3.2-Une approche sectorielle pour l'alignement de politiques

Un défi particulier en matière d'agriculture et de développement rural est l'étendue des politiques et instruments juridiques qui s'adressent au secteur. En fait, un « secteur » aussi vaste que le développement rural peut se trouver concerné par les attributions de pratiquement une politique sur le développement urbain en infrastructures de base ou une loi sur deux dans le pays. Dans un scénario idéal, toutes ces lois et politiques sectorielles auront été tirées de politiques en faveur des pauvres au niveau macro, et donc s'orienteront toutes dans la même direction et stimuleront des actions qui se supportent mutuellement dans l'atteinte de cet objectif.

Dans la pratique, ce n'est que partiellement le cas: certaines politiques importantes peuvent avoir précédé la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, d'autres peuvent l'ignorer. Les politiques peuvent se chevaucher ou même se contredire. Dans de telles situations, il est nécessaire d'identifier un ensemble de politiques clés pertinentes pour le secteur, et d'évaluer dans quelle mesure elles sont alignées. Le résultat d'un tel exercice peut être la conclusion qu'un cadre de politique globale (rurale ou agricole) demeure toujours nécessaire, mais quelque soit la formulation de politique qui est entreprise, elle doit toujours reposer sur les politiques sectorielles existantes⁶³.

Une approche sectorielle à l'agriculture et au développement rural et à l'industrie peut servir d'impulsion à un tel exercice. Même quand les politiques macro-économiques ne sont pas favorables à la croissance rurale, cela ne signifie pas que tout travail au niveau sectoriel doit être suspendu, notamment au niveau urbain. Le travail au niveau sectoriel devrait toujours maintenir une perspective macro de façon à ce qu'il y ait un lien entre les dialogues au niveau macro et au niveau de tous les secteurs d'activités. De même, lorsque l'alignement constitue un problème au niveau sectoriel, il peut être nécessaire de travailler à améliorer la politique globale sur laquelle les politiques fragmentées liées aux sous-secteurs peuvent alors s'aligner. Ce sur quoi doit se centrer le dialogue politique dépend de la situation du pays.

⁶² ROBINSON Franck, « Management sectoriel », éd. Economica, Paris, 2007, p. 18

⁶³ Op. Cit, p. 18

Il est toujours nécessaire, toutefois, d'avoir une vue générale du cadre politique (en amont en aval, de même qu'à travers) dès le début du processus. Un suivi continu de la politique à partir d'un nombre limité de questions de base aide à rendre le dialogue politique productif.

3.3-Cadres politiques et législatifs pour une croissance agricole tirée par le secteur privé

Les dernières décennies ont changé le contexte de la croissance agricole, avec l'avènement de nouveaux marchés dynamiques et des innovations de grande envergure dans les domaines de la communication, de la recherche et de la technologie. Ces évolutions sont associées à de nouveaux rôles pour l'Etat, le secteur privé et la société civile basés sur une vision émergente de la croissance rurale en faveur des pauvres reposant sur les petits exploitants. Toutefois, l'amélioration de la productivité, de la rentabilité et la durabilité des petites exploitations comme voie principale pour sortir de la pauvreté nécessite le déploiement d'instruments politiques. Dans l'évaluation des instruments de politique et de législation, une perspective sectorielle peut aider à identifier les besoins ou contraintes essentiels, surtout lorsque cette évaluation est soutenue par une analyse de l'impact des politiques selon les filières importantes. Le secteur privé comprend un vaste champ d'acteurs divers : les petits paysans et les producteurs commerciaux ; les petites et moyennes entreprises de même que les acteurs internationaux ; les producteurs et les commerçants⁶⁴.

Au sein d'un groupe si hétérogène, les conflits d'intérêts sont inévitables. La conception et la mise en œuvre d'un cadre politique et législatif qui offre un environnement favorable à une croissance dictée par le secteur privé, et qui en même temps, veille à ce que cette croissance soit équitable, requière des capacités sophistiquées de la part du gouvernement. Plutôt que d'investir d'énormes efforts dans l'élaboration de stratégies détaillées pour une croissance du secteur privé insufflée par le gouvernement, il est important que les pierres angulaires de la réforme politique et législative soit mise en place. Ce faisant, on équilibre deux tâches de l'Etat : (i) la réduction des obstacles administratifs et législatifs à la croissance (y compris les taxes étouffantes), et (ii) la promotion de structures institutionnelles et de commercialisation qui agissent comme facilitateurs de la croissance⁶⁵.

⁶⁴ ROBINSON Franck, « Management sectoriel », éd. Economica, Paris, 2007, p. 39

⁶⁵ ROBINSON Franck, « Management sectoriel », éd. Economica, Paris, 2007, p. 49

Au sens large, les politiques devraient :

- *S'efforcer d'arriver à un équilibre juste entre les impôts et les incitations.* En tant que secteur économique important, l'agriculture procure des ressources pour la croissance de l'économie. Réciproquement, l'exploitation massive (ex : à travers les taxes ou des taux de change surévalués), conjuguée à un manque d'investissement peut causer la défaillance de ce moteur de la croissance. Les politiques qui réduisent les distorsions par rapport à l'agriculture peuvent avoir un puissant effet multiplicateur sur la croissance économique en général. Les récents progrès de l'agriculture sub-saharienne ont été induits, en partie, par des prix incitatifs issus des réformes macro et sectoriels.
- *Promouvoir les institutions fortes.* Les politiques doivent permettre l'émergence d'institutions fortes comme piliers d'une croissance insufflée par le secteur privé : des institutions qui améliorent le fonctionnement du marché (tel que des instruments de gestion du risque et des institutions financières), les institutions qui garantissent les droits de propriété (afin de motiver les investissements à long terme), des institutions régissant les droits fonciers et les droits d'utilisation du foncier, et les organisations d'actions collectives qui réduisent les coûts de transactions (ex : des organisations de producteurs efficaces qui mettent les paysans en relation avec les marchés et améliorent leur position de négociation)⁶⁶.
- *Systématiser la législation.* Une législation fragmentée, encombrée de procédures bureaucratiques, de réglementations illogiques et de retards dans l'enregistrement des propriétés constituent des obstacles omniprésents à la croissance dans les pays pauvres. De tels goulots d'étranglements accroissent les délais et les coûts des transactions des affaires, et sont parfois si gênants qu'ils rendent impossibles des opportunités commerciales viables. Une réforme judiciaire peut contribuer à créer un environnement favorable aux affaires : une protection adéquate de la propriété, de l'exécution des contrats et la résolution rapide des conflits commerciaux contribuent à rendre les risques liés aux investissements plus gérables. L'application systématique de la législation disponible rend les affaires beaucoup plus faciles.
- *Améliorer l'efficacité et l'accessibilité des marchés.* La mondialisation augmente les opportunités de commerce. Les Etats peuvent renforcer les accords existants favorables au commerce et en négocier de nouveaux. Les communautés économiques régionales peuvent être (mieux) exploitées pour améliorer le commerce transfrontalier.

⁶⁶ Op. Cit, p. 51

Mais, les accords favorables sur le commerce international ne seront efficaces que quand les obstacles nationaux au commerce seront également levés : les tarifs douaniers, l'éloignement des grands marchés, conjugués à l'insuffisance des infrastructures contribuent à augmenter énormément les coûts des marchandises ou à freiner tout simplement le commerce. Il est essentiel d'avoir une fourniture de services fiables par le secteur public dans des domaines tels que les infrastructures, l'énergie, les télécommunications et l'eau pour rendre la commercialisation domestique plus efficace. L'efficacité du marché peut être améliorée par la mise en place de Systèmes d'information gérés par les parties prenantes, par la création de contrats d'entreposage (les reçus correspondant aux produits entreposés pourraient ainsi améliorer l'accès aux services financiers) ou par l'introduction de normes pour améliorer l'accès aux marchés de haute qualité et améliorer la transparence du marché.

- *Attirer plus et de meilleurs investissements pour l'agriculture.* Les investissements dans les biens publics essentiels – la science, les infrastructures et le capital humain conjugués à de meilleures politiques et institutions constituent les principaux déterminants de la croissance de la productivité agricole⁶⁷.

Pour créer un climat favorable aux investissements pour le secteur privé, l'Etat a un rôle essentiel à jouer dans la mise en place d'institutions efficaces, indépendantes, créant des règles et réglementations transparentes, mais également garantissant la gestion durable des ressources naturelles de façon à préserver les perspectives de croissance de la productivité à long terme et à réduire les impacts négatifs sur l'environnement⁶⁸.

Section 4-Budget sectoriel vis-à-vis des politiques et stratégiques

Le renforcement du lien entre la politique et le budget constitue un des objectifs clés de l'approche sectorielle. Ils doivent être consolidés en tandem car des politiques non financées sont sans pouvoir, alors que des budgets dépensés sur des politiques mauvaises sont inefficaces. En fait, le résultat de l'exécution du budget peut mieux refléter les priorités politiques que la politique elle-même. Là où il y a de grandes différences entre les priorités politiques et les affectations budgétaires, c'est un problème qu'il faut régler très tôt. Cela peut être lié à un manque d'engagement par rapport aux objectifs politiques, mais peut également venir d'une mauvaise gestion des finances publiques.

⁶⁷ ROBINSON Franck, « Management sectoriel », éd. Economica, Paris, 2007, p. 66

⁶⁸ MORIN Jacques, « Budget sectoriel et développement du secteur privé », Edition PUF, Paris, 2003, p.33

4.1-Budget d'un secteur public qui reflète la politique sectorielle et les tâches de l'Etat

Le slogan de l'approche sectorielle, « remettre le budget de l'Etat au cœur de l'élaboration de politique », se vérifie, même en agriculture. Le processus budgétaire constitue une base pour s'attaquer aux questions fondamentales concernant le niveau d'implication de l'Etat dans le secteur. Les choix effectués devraient être sous-tendus de plafonds budgétaires appropriés et fermes. Lorsqu'il est lié à la planification stratégique, le budget à moyen terme devient un instrument par lequel les ambitions du gouvernement se mesurent par rapport aux priorités approuvées et aux ressources disponibles. Le budget de l'Etat devrait couvrir les responsabilités de l'Etat telles qu'inscrites dans sa politique sectorielle, équilibrant les besoins d'appui de l'Etat et ceux des acteurs non-étatiques. Etant donné que le financement des acteurs non-étatiques à travers un budget public constitue un coût de transaction et demande un renforcement des capacités et une sensibilisation de ces acteurs, et que va se poser un problème de conflits d'intérêt, les donateurs peuvent décider d'appuyer les acteurs non-étatiques directement.

Cela devrait se faire conformément à la politique et stratégie sectorielles. Cela signifie que l'appui au secteur, qu'il passe à travers le Trésor de l'Etat ou non, devrait se refléter dans le budget général du secteur, pour permettre à l'Etat de faire au mieux le lien entre les priorités de la politique et les ressources disponibles dans le secteur.

Dimension sectorielle large ou restreinte Dans la pratique, les approches sectorielles ont fini par être perçues par plusieurs bailleurs de fonds et de gouvernements comme étant, non pas un processus impliquant plusieurs parties prenantes, mais de façon beaucoup plus restreinte comme un programme spécifique de dépenses publiques financé par un groupe de bailleurs. En tant que tel, le secteur dans son ensemble tend à être identifié à la politique et au cadre budgétaire mise en place par l'administration centrale. En réalité, un secteur n'est pas une politique ni un budget, mais un ensemble complexe d'acteurs divers à tous les niveaux. Les politiques gouvernementales et les financements de l'Etat peuvent créer des conditions favorables, mais, ce sont les acteurs tous ensemble qui atteignent, ou pas des résultats de développement. Les politiques de réforme sectorielles se focalisent généralement sur les tâches et services fournis par l'Etat. La stratégie du secteur est rarement basée sur un concept clair de la complémentarité des prestataires publics et privés, et prévoit rarement l'allocation des ressources aux prestataires de services non-étatiques.

Ainsi, les programmes nationaux financés par les bailleurs tendent à bénéficier essentiellement aux prestataires de services publics, même dans des situations où les pauvres comptent sur d'autres prestataires tels que les églises, les ONG, ou les entrepreneurs privés. L'augmentation des fonds pour les services publics ne se traduit pas toujours en un meilleur accès ou en de meilleure qualité de services pour les pauvres⁶⁹. Pour compenser le manque de fourniture de services aux pauvres, plusieurs bailleurs continuent de financer les prestataires de services non-étatiques parallèlement aux programmes sectoriels de l'Etat. Parfois, les donateurs préfèrent faire cela plutôt que d'essayer que le budget de l'Etat accorde plus d'attention aux pauvres. Les bailleurs et les bénéficiaires devraient être plus transparents sur les montants des financements qui vont à de telles organisations non-étatiques. Le défi pour le gouvernement est de reconnaître la contribution de ces organisations au développement du secteur et de les intégrer dans la stratégie sectorielle⁷⁰.

Pour aider à développer un contre-pouvoir dans les pays partenaires, il est indispensable d'apporter un appui aux ONG et aux OSC qui mettent l'accent sur le lobbying, le plaidoyer et la capacitation. Dans certains pays, des mécanismes de financement multi-donateurs ont été mis en place pour apporter un financement harmonisé et un appui en développement de capacités à de telles organisations. Des normes élevées de GFP et de bonnes pratiques de GFP constituent des ingrédients clés pour cibler et exécuter des interventions qui ne créent pas de distorsions et soient axées sur le marché et capables de générer des bénéfices nets au profit des pauvres à long terme. Des utilisations novatrices des finances publiques pour stimuler la croissance en faveur de pauvres nécessitent toutefois d'excellentes capacités analytiques et managériales.

4.2-Alignement des programmes sectoriels avec les structures nationales

La réussite du 'rôle de levier' que joue le budget de l'Etat pour l'agriculture et le développement rural dépend, non seulement du leadership et des capacités du Ministère des Finances et du Ministère sectoriel, mais également de la résolution d'un certain nombre de défis, à savoir : (i) La coordination de différents niveaux d'administration. Là où les processus de décentralisation sont en cours, les budgets locaux et centraux ont besoin d'harmonisation et il peut être nécessaire de les consolider pour donner un aperçu des efforts du secteur public ; (ii) Le suivi des dépenses de différents budgets publics.

⁶⁹ MORIN Jacques, « Budget sectoriel et développement du secteur privé », Edition PUF, Paris, 2003, p. 48

⁷⁰ Op. Cit, p. 65

Là où les fonds investis dans un objectif de politique viennent de différentes sources (ex : plusieurs ministères et différents niveaux), il devient difficile d'évaluer la contribution de n'importe quel budget, ou d'identifier quel budget a failli, ou lesquelles des insuffisances constatées sont les plus responsables de la sous-performance constatée au niveau du secteur. La solution ici serait d'essayer de trouver le 'juste milieu' entre les objectifs de politique et les structures nationales. Là où la coordination entre budgets et entre institutions est susceptible d'être difficile, il est peut-être mieux de diviser le programme multisectoriel en unités alignées sur les structures administratives. Là où le cadre budgétaire d'un pays permet une coordination trans-sectorielle efficace de même qu'un suivi (ex : à travers une classification du programme dans le budget), un programme sectoriel unique peut alors être exécuté par différentes institutions en même temps. Quelle que soit l'option choisie, il est important de ne pas perdre de vue l'objectif de renforcement des structures nationales⁷¹.

4.3-Etablir le lien entre les budgets sectoriels et les cadres de dépenses à MT

L'approche sectorielle vise l'élaboration d'un budget global qui inclut toutes les ressources disponibles pour le secteur (y compris l'aide) et toutes les dépenses faites dans le secteur (biens d'équipement et dépenses courantes). Les dépenses annuelles doivent être conditionnées par une perspective à moyen terme sur les besoins en ressources et sur les ressources disponibles. Idéalement, et en fin de compte, cela prendrait la forme d'un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT). Le changement vers une perspective de planification à moyen terme dans le cadre d'une approche sectorielle est particulièrement pertinent pour l'agriculture et le développement rural. D'abord, la croissance rurale en faveur des pauvres est un processus lent et progressif qui a besoin d'une perspective à moyen- (long) terme dans l'élaboration de la politique et du budget. Ensuite, le CDMT national à partir duquel les CDMT sectoriels sont dérivés offre un mécanisme puissant pour résoudre les questions trans-sectorielles. Là où il y a un CDMT national et des CDMT sectoriels, (ou même là où ils sont toujours en cours d'élaboration), ils doivent être considérés (et poursuivis) comme étant des structures nationales à long terme sur lesquelles un budget de programme devrait s'aligner. La raison est que le budget nécessaire au financement d'un programme sectoriel peut ne pas couvrir l'ensemble du secteur ou tout le mandat de l'institution chargée de la mise en œuvre, ou alors, il peut toucher divers services sans couvrir totalement leur mission.

⁷¹ MORIN Jacques, « Budget sectoriel et développement du secteur privé », Edition PUF, Paris, 2003, p. 86

Cela est particulièrement vrai quand le programme concerne le développement agricole ou la croissance rurale en faveur des pauvres. Ainsi, l'élaboration du budget d'un programme unique et d'un CDMT pour un programme unique qui couvre plusieurs ministères et services peut divertir énormément l'attention vers ce qui peut être un instrument temporaire, spécifique au programme, au prix du renforcement du budget standard et de la structure du CDMT. Donc, différents scénarios pour le budget sectoriel/CDMT En fonction de l'envergure du secteur et de l'organisation du gouvernement, on distingue différentes modalités entre le programme sectoriel et son budget d'un côté et les ministères techniques gérant le programme et leurs budgets de l'autre. Le budget sectoriel/CDMT est enraciné uniquement dans le ministère technique C'est le dispositif le plus simple et souvent le préféré : il y a un ministère technique dirigeant le programme sectoriel, et le programme sectoriel couvre la totalité de la mission du ministère⁷².

Les budgets des ministères techniques sont tirés du budget sectoriel/CDMT Cela arrive quand les responsabilités du programme sectoriel sont réparties entre plusieurs ministères techniques mais qu'un seul programme de dépenses publiques a été élaboré pour le programme sectoriel dans son ensemble. Dans de tels cas, il faut définir clairement les responsabilités de la préparation et l'exécution des composantes du CDMT du programme sectoriel ; le secteur doit être clairement identifié dans le CDMT national (ou général) et une procédure doit être mise en place pour veiller à ce que le CDMT du programme sectoriel soit conforme aux contraintes financières du CDMT général.

Le budget sectoriel/CDMT est constitué des budgets/CDMT des différents ministères techniques Cela se réfère à la situation où le programme sectoriel ne dispose pas de budget distinct pour lui-même, mais est financé à partir des budgets et CDMT des ministères (techniques) exécutants. Dans ce cas, il est important que les fonds pour l'exécution du programme sectoriel soit protégés au sein des CDMT contribuant afin de permettre une mise en œuvre synchronisée entre les secteurs. Pour ce scénario, il est nécessaire que le budget national comprenne une classification par programmes. Cela signifie que les dépenses sont classées selon les 'programmes' qui sont conçus pour satisfaire des objectifs spécifiques. Idéalement, un programme de classification serait transversal à la structure administrative d'un gouvernement⁷³.

⁷² MORIN Jacques, « Budget sectoriel et développement du secteur privé », Edition PUF, Paris, 2003, p. 89

⁷³ MORIN Jacques, « Budget sectoriel et développement du secteur privé », Edition PUF, Paris, 2003, p. 91

CONCLUSION DU DEUXIEME CHAPITRE

Ce chapitre a présenté les approches sectorielles, c'est-à-dire le secteur primaire, secondaire et tertiaire. L'agriculture et le développement rural (ADR) posent des défis particuliers aux approches sectorielles. Le premier défi auquel font face les planificateurs. Même en agriculture, qui peut encore être considérée comme un « secteur » en tant que tel, les premiers programmes sectoriels ont buté sur la nécessité de coordonner plusieurs ministères. De ce fait, les activités en agriculture n'ont de sens que lorsqu'il y a un lien avec les activités dans les autres secteurs (secondaire et tertiaire). En essayant de prendre en compte tous ces éléments, les programmes dans ces secteurs ont eu tendance à grandir en taille, devenant des mégas-programmes sectoriels. Mais ce n'était peut-être pas la bonne réponse. La notion de « secteur » est un concept flexible. Elle se réfère essentiellement à « tout ce qu'il faut considérer ensemble pour donner un sens aux investissements et aux efforts ». Le secteur devrait être suffisamment large pour permettre de résoudre les contraintes et exploiter les opportunités inter-reliées. Il est important de réaliser que l'on ne vise pas nécessairement la même chose à tous les niveaux : les politiques et les stratégies peuvent avoir une envergure supérieure aux programmes et budgets. La formulation d'une politique de développement rural et urbain peut commencer à partir « ce qui a besoin d'être fait dans les zones rurales et urbaines. Mais la conception d'un programme (sectoriel) en développement rural devrait être basée sur « ce qui doit être fait ensemble ».

Ainsi, en agriculture et développement rural, une politique « sectorielle » peut être divisée en une série de programmes « sectoriels » qui se complètent mutuellement, avec la politique cadre servant d'outil de coordination pour surmonter la fragmentation, et avec les instruments du programme conçus pour renforcer les structures (existantes) administratives et de gestion. Permettre ce niveau de pragmatisme signifie s'écarter de la poursuite restreinte d'instruments pour permettre à l'approche sectorielle de traiter de questions (qui autrement seraient potentiellement handicapantes) telle que l'importance du secteur privé ou la politique économique de la croissance en faveur des pauvres.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Cette partie a présenté le cadrage théorique de la recherche. Nous avons montré la théorie de la crise, de la crise politique, de l'économie et de développement. Nous avons présenté aussi les approches sectorielles et enfin, l'historique et les impacts de la crise politique à Madagascar.

Dans un premier temps, nous avons pu présenter les théories et les définitions de la crise en générale et la crise politique en particulier. Cette définition nous permet de savoir le sens de mots qui composent notre sujet d'études les approches que nous devons suivre durant la réalisation de ce travail. Une crise est un événement social ou personnel qui se caractérise par un paroxysme des souffrances, des contradictions ou des incertitudes, pouvant produire des explosions de violence ou de révolte. Et une crise politique est un moment important, grave et parfois décisif dans la vie d'une institution. Le développement est un signe de richesse dans un pays.

Dans un second temps, une politique « sectorielle » peut être divisée en une série de programmes « sectoriels » qui se complètent mutuellement, avec la politique cadre servant d'outil de coordination pour surmonter la fragmentation, et avec les instruments du programme conçus pour renforcer les structures (existantes) administratives et de gestion. Permettre ce niveau de pragmatisme signifie s'écarter de la poursuite restreinte d'instruments (tels qu'un cadre de programme et de budget uniques, d'appui budgétaire) pour permettre à l'approche sectorielle de traiter de questions. Le développement sectoriel en agriculture et développement rural et urbain signifie qu'il faut équilibrer l'appui à l'Etat et aux acteurs non étatiques, et aux niveaux centraux et locaux.

DEUXIEME PARTIE-CADRE PRATIQUE

Cette deuxième partie est consacrée à l'analyse diagnostique et impacts de la crise politique à Tamatave ville. Dans cette perspective, des analyse diagnostique et impacts de la crise par secteur d'activité seront apparues dans cette partie. Nous examinons successivement dans le premier chapitre l'approche méthodologique de la recherche, dans le deuxième chapitre la situation politique et économique de Madagascar pendant la crise et dans le troisième et dernier chapitre les impacts de la crise par secteur d'activité à Tamatave ville.

Tout d'abord, l'approche méthodologique concerne l'enquête sur terrain dans la ville de Toamasina. A ce sujet, nous avons utilisé les questions fermées et ouvertes, d'une part, et, d'autre part, l'entretien auprès des entreprises locales (touristiques et industrielles).

Ensuite, nous avons fait des enquêtes auprès d'une part, des différentes catégories des entreprises dans la ville de Toamasina comme Tamatôle. Il s'agit des entreprises touristiques, à savoir d'Espadon, de Flamboyant et des entreprises industrielles, à savoir de Codal, et aussi, d'autre part, des différentes associations dans cette ville. Il s'agit de l'association Sariaka, Tsarafandray, Vanona. Et puis, nous présenterons les impacts de la crise politique en 2009, non seulement sur le plan social mais aussi économique de la ville de Toamasina.

Et enfin, nous présenterons les résultats d'enquête afin de proposer de solutions. Dans ce cas, nous effectuerons des enquêtes à chaque secteur d'activité dans la ville de Toamasina. Il s'agit de secteur primaire, de secteur secondaire et de secteur tertiaire. Ces enquêtes sont axées sur l'évolution du nombre de personnel, les recettes et les dépenses des entreprises ou des associations interrogées.

Chapitre III- METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE ET TERRAIN D'APPLICATION

Ce chapitre a pour objectif de présenter la méthodologie de collecte des données de notre étude pour pouvoir vérifier nos hypothèses. Nous exposerons d'abord l'approche méthodologique de la recherche, c'est-à-dire le type d'enquête utilisé lors de l'étude, le mode de traitement des données obtenues (Méthode SWOT). Ensuite, nous montrerons la brève historique de la ville de Toamasina, en tant que zone d'étude. Et enfin, nous verrons à la présentation de la situation des entreprises par secteur dans cette ville.

Le premier concerne les techniques applicables dans la méthodologie pour collecter des informations et des données nécessaires pour une recherche. Mais, dans notre cas, les techniques que nous allons utiliser sont de l'observation participative directe auprès de la population locale de la ville de Toamasina ; la documentation et l'entretien direct avec les agents économiques (planteurs, membres des associations, clients, fournisseurs, agents de l'Etat et banquiers) et aussi les différents responsables des directions régionales qui représentent les ministères pour obtenir des données. Pour procéder à une analyse approfondie sur les impacts de la crise politique sur le développement des entreprises par secteur d'activité dans la ville de Tamatave, nous avons besoins des informations et ces dernières peuvent être classées en fonction de leur source et de leur nature. Pour ce faire, il existe plusieurs techniques applicables dans la méthodologie pour collecter les informations essentielles auprès des agents économiques et des ministères concernés, c'est-à-dire ministère de l'économie et industrie, ministère de la santé publique, ministère de l'éducation nationale, ministère du commerce et d'industrie etc. Pour l'enquête, nous avons utilisé des questionnaires ouverts et fermés auprès d'un échantillon de 3 entreprises, associations ou groupes (dans chaque entité, on prend 10 agents enquêtés ou interviewés) de chaque secteur d'activités (primaire, secondaire et tertiaire).

Le deuxième touche la brève historique de la ville de Toamasina. Dans ce cas, nous parlerons de la monographie aussi pour connaître les secteurs d'activités afin de savoir les productions locales.

Le troisième parlera des secteurs d'activités existantes dans la ville de Toamasina. Il s'agit de secteur primaire, de secteur secondaire et de secteur tertiaire. Dans ces cas, nous avons obligé de va et vient auprès de ces entreprises. Voyons tout d'abord l'approche méthodologique et puis le type d'enquête utilisé lors de notre recherche.

Section 1- Méthodologie de recherche

Cette section examine les parties essentielles sur la méthodologie de recherche utilisée durant notre étude. Elle se subdivise en deux paragraphes : techniques et méthodes de collectes des données et méthode d'analyse à l'aide de SWOT et limites de l'étude.

1.1-Techniques et méthodes de collecte des données

Ce paragraphe énumère les différents phases suivies pour la réalisation de ce mémoire depuis la préparation de l'ouvrage jusqu'à sa conception. Trois phases sont distinguées : la première la phase de collecte de données, la deuxième la phase de traitement et analyse de données, et la troisième concerne la limite de la méthodologie de recherche. La première investigation dans la collecte de données s'est déroulée par l'étude bibliographique, l'entretien et interview, le questionnaire.

1.1.1-Recherche bibliographie

L'investigation bibliographique s'est effectuée pendant toute la durée de l'étude. L'objectif a été de répertorier et de disposer des documents se rapportant au thème de l'étude, c'est-à-dire les impacts de la crise politique en 2009 dans le développement des entreprises dans la ville de Toamasina. La consultation des ouvrages s'est faite de manière thématique comme la crise politique et les impacts de cette crise dans le développement des entreprises. Parmi les informations issues de la bibliographie figurent, en l'occurrence, le contexte et la problématique de l'étude, les caractéristiques de la zone d'étude, les méthodes de collecte et d'analyse de données. Certains documents, pour leur part, ont été puisés sur Internet via des moteurs de recherche tels que GOOGLE, YAHOO... Les mots clés utilisés ont été : crise, développement, entreprise, politique, impact, etc.

1.1.2-Questionnaire

Le questionnaire est l'une des techniques qui peut conduire notamment l'objet de l'étude dans des faits précis ou notamment dans des opinions. Quant à l'élaboration du questionnaire, nous avons utilisé les types « **questions fermées** », à choix unique, c'est-à-dire « **oui ou non** ». Le but est de faciliter à l'interlocuteur de choisir les réponses exactes, ainsi que de lui orienter ses opinion sur les réponses proposées. Il s'agit donc de diriger l'interlocuteur vers les réponses qui lui sont proposées au lieu de réfléchir à d'autre.

Par conséquent, nous avons l'avantage de recueillir des informations immédiatement grâce à ce type de question. La clarté des questions aussi nous a permis de gagner de temps et d'avoir un taux de participation élevée. Mais par contre, il présente un inconvénient puisqu'il est défini dans un territoire limité. Ainsi le questionnaire de notre recherche est présenté en totalité en annexe. Nous utilisons aussi des « **questions ouvertes** », à choix multiple, c'est-à-dire « **très efficaces, assez efficaces, inefficaces** ». Ces dernières sont effectuées afin d'obtenir aussi bien des informations « **quantitatives** » que « **qualitatives** » : les questions ouvertes en effet ont l'avantage de laisser à l'individu la liberté de s'exprimer comme il veut, de formuler à sa guise son opinion en réponse à la question posée. Elles ont consisté en une recherche documentaire, des observations de terrain, la réalisation des enquêtes par questionnaire et en des entretiens auprès des acteurs, c'est-à-dire entreprise, association,...

1.2-Méthode d'analyse à l'aide de SWOT et limites de l'étude

Ce paragraphe exposera la façon de traiter et d'analyser les données obtenues et les outils utilisés pour les traiter. Il s'agit de SWOT. Elle présentera aussi des limites de la recherche.

1.2.1-Méthode d'analyse à l'aide de SWOT

L'analyse SWOT « Strengths – Weaknesses – Opportunities –Threats » est un outil d'analyse stratégique. Ainsi, nous l'avons utilisé dans le but de prendre en compte dans la stratégie, à la fois les facteurs internes et externes, en maximisant les potentiels des forces et des opportunités et en minimisant les effets des faiblesses et des menaces. Les forces et les faiblesses concernent l'analyse des informations internes et les opportunités et les menaces touchent l'analyse des informations externes durant de la recherche.

Afin de confirmer ou d'infirmer les atteintes des objectifs, des méthodes d'analyse ont été utilisées. Dans cette partie, nous allons décrire les démarches de vérification de chaque objectif spécifique. Rappelons que notre premier objectif spécifique énonce que « d'analyser la situation des secteurs d'activités et le leur développement pendant la période de crise ».

D'après les théories que nous avons vues précédemment, la maîtrise de la crise doit être mise en œuvre afin d'atteindre au mieux les objectifs, c'est-à-dire le développement des secteurs d'activités. Pour ce premier objectif spécifique, l'analyse adéquate pour sa vérification est le diagnostic SWOT (Strengths, Weakness, Opportunities, Threats).

L'analyse des données issues des impacts de la crise politique dans le développement des secteurs d'activités dans la ville de Toamasina s'est fait à partir de l'analyse SWOT ou FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces). Il consiste à étudier les forces et faiblesses de la ville de Toamasina pendant la crise ainsi que les opportunités et les menaces de son environnement. Ainsi la matrice SWOT permet d'analyser l'environnement interne et externe d'une action. Elle permet de regrouper dans un même tableau les forces et les faiblesses de la ville de Toamasina. Elle analyse aussi les opportunités et les menaces de l'environnement extérieur par rapport à cette ville. Le tableau qui suit présente la logique de l'analyse SWOT sur les impacts de la crise dans la ville de Toamasina.

Tableau n° 1-Logique d'analyse S.W.O.T

Logique d'analyse S.W.O.T		
	Positif	Négatif
Interne	Forces	Faiblesses
Externe	Opportunités	Menaces

Source : http://surfeco21-formation.com/_analyse-swot

À partir de cette logique, il a été remarqué que la ville de Toamasina peut être influencée par son environnement de manière positive (opportunités environnementales) ou de manière négative (contraintes environnementales). En effet, cette analyse a donc pour but d'étudier les points forts et les points faibles de la ville de Toamasina vis-à-vis de la crise politique.

1.2.2- MS office / Excel

La saisie des données sur ordinateur a débuté après le démarrage de l'enquête sur le terrain, en utilisant « Ms Office 2010 ». Ensuite, le traitement de ces données a pu être effectué en employant « Excel 2010 » pour faire des récapitulations des résultats donnés en cas de besoins. Ce logiciel possède plusieurs fonctionnalités et différents outils nécessaires. Pour illustrer, le « Tableur » sur « Excel » permet de construire et de manipuler des tableaux de données numériques. Ces tableaux sont composés de cellules pouvant contenir du texte et des données numériques.

1.2.3-Limites de l'étude et chronogramme d'activités menées

Ce paragraphe exposera les limites ou bien les exceptions et le calendrier des activités menées. Le premier concerne la méthodologie, le temps et le coût de réalisation de ce mémoire.

Le deuxième est consacré à la durée d'exécution de ce travail. Cela explique aussi que le chronogramme constitue les étapes d'activités suivi durant notre étude.

Pour plus de précisions, voyons le tableau ci-après qui résume ce que nous avons fait durant cette étude.

Tableau n° 2: Chronogramme des activités menées

ACTIVITES	2 MOIS							
	1°S	2°S	3°S	4°S	5°S	6°S	7°S	8°S
1-Application pratique du sujet	■■■							
2-Collecte et exploitation des données	■■■							
3-Etude et analyse des données		■■■■						
4-Rédaction du mémoire		■■■■■■						
5-Travaux de correction						■■■■	■■■■	
6-Lecture et finalisation								■■■

Source : Etude personnelle, 2015

Ce tableau nous présente le chronogramme des activités menées pour la réalisation de ce mémoire. Pour cela, nous avons constaté que l'application pratique du sujet a duré cinq (5) jours. Ensuite, la collecte et exploitation des données est de sept jours y compris l'élaboration du plan de la recherche. En plus, l'étude et l'analyse des données obtenues ont duré quatorze jours (14) jours. Tandis que la rédaction de ce mémoire a duré environ de trente jours soit un mois. Après cette élaboration, notre travail de recherche passe aux travaux de correction par l'encadreur avant le dépôt pour lecture et finalisation qui a duré environ deux semaines ou bien quatorze jours. Enfin, nous pouvons être autorisés à la soutenance publique après lecture s'il n'y a pas de défaillance dans le contenu de la recherche.

Section 2-Terrain d'application

Cette section présentera l'aperçu général du terrain d'application qui est Tamatave ville. Elle se repartit en trois paragraphes : brève historique de Tamatave ville et monographie, Situation administrative de Tamatave ville et aspects socio-économiques et politiques de Tamatave ville.

2.1-Brève historique de Tamatave ville et monographie

Ce paragraphe montrera le bref historique de la ville de Tamatave. Elle présentera aussi de la description générale de cette ville et enfin, la présentation de la circonscription administrative de cette ville.

2.1.1-Historique de la ville de Tamatave

Notre étude a été faite dans la ville de Tamatave et pour mieux comprendre cette ville il est intéressant de présenter son histoire.

Rade foraine battue par la mer houleuse et les vents du large, coupée de l'intérieur par des lagunes et des marais pestilentiels, Tamatave a été pendant longtemps connu sous le nom de « tombeau des Européens »⁷⁴.

L'étymologie du nom Tamatave, Toamasina donne lieu à plusieurs hypothèses. Pour certains, ce serait les Portugais qui l'auraient baptisé un jour de Saint Thomas. Pour d'autres, l'origine du nom reviendrait, à Radama 1^{er}. Le roi aurait goûté pour la première fois de l'eau de mer et se serait écrié : « Toa masina ! » « C'est salé ! ».

A part de la version du roi Radama 1^{er} sur l'origine de nom Toamasina ou Tamatave, d'autres versions pourraient être envisageables.

La 2^{ème} version, le nom Toamasina est lié avec celui du prophète Timasy Vavitiana qui ordonnait d'immoler douze bœufs en vue de protéger la ville contre les esprits des lieux (à Ampasimazava vers 1720) et de rendre la ville sacrée.

La 3^{ème} version, l'existence d'une usine de fabrique de *betsabetsa* (une boisson fabriquée localement par la canne à sucre ou miel et *katrafay*) non loin de la pointe, une boisson fermentée sans levure qui a un goût salé (vers 1750).

⁷⁴ En ligne sur Internet du 12/12/08 à 10h dans un site web

La 4^{ème} version, le nom donné par le cordonnier créole Henri Tamatave à son quartier, au XVIII^{ème} siècle. Très tôt occupée par les pirates, Tamatave fut le siège de nombreux affrontements. Au XIX^{ème} siècle, en 1807, Napoléon Ier envoie un représentant de France. Dès lors la ville fut convoitée par la couronne d'Angleterre qui envoya ses navires assiéger la ville, depuis Maurice qu'elle gouvernait. L'Angleterre qui avait abolit l'esclave en 1807, mit fin à la traite des esclaves, très florissante dans le Nord de Tamatave. Elle resta sous la protection de Maurice jusqu'en 1814 date à laquelle elle fut rendue à la France par le traité de Paris. Un interprète *Betsimisaraka* se proclama chef de la côte orientale avec sa résidence à Tamatave. Après trois années de règne il rejoignit la confédération du roi merina Radama Ier. En 1845, Français et Anglais unissent leurs flottes pour attaquer les ports Malgaches, dont Tamatave. En 1885, un traité de protectorat soumettait Madagascar à l'autorité française. Les noms donnés aux rues de Tamatave témoignent de la présence coloniale : rue Paul Doumer, Boulevard Joffre et rue Bir Hakeim⁷⁵.

2.1.2-Description générale de la ville de Toamasina

La ville de Toamasina ou bien la Commune Urbaine de Toamasina est située sur la côte Est de Madagascar entre la latitude Sud 18°09'21'' et la longitude Est 49°24'50''. Elle est une ville très coquette avec ses larges avenues bordées de flamboyants et son avenue principale ornée de palmiers de Manille, Toamasina est bâtie sur une terre sablonneuse, de basse altitude de cinq à six mètre au dessus du niveau de la mer. Elle couvre une superficie totale de 27 km² et est limitée⁷⁶ :

- au Nord par la sous-préfecture de Toamasina II ;
- à l'Ouest par celle d'Ambatondrazaka ;
- au Sud par Brickaville ;
- et à l'Est par l'Océan Indien.

Elle est desservie par la RN2 (352 km bitumée), la TCE à voir (372 km), canal de Pangalanes (jusqu'à Manakara du Sud) et Air Madagascar. La ville de Tamatave est caractérisée par un climat tropical chaud et humide presque toute l'année avec une moyenne pluviométrique de 3420 mm (250 jours de pluie en moyenne par an). La saison chaude et pluvieuse va de décembre à Mars et caractérise par des pluies torrentielles et des passages assez fréquents de cyclone ; mars est plus pluvieux atteignant jusqu'à 513 mm de pluie.

⁷⁵ En ligne sur Internet du 20/01/09 à 18h20 dans un site web

⁷⁶ INSTAT, Direction inter régionale de Tamatave, « Monographie de la région d'Atsinanana », année 2005

La saison fraîche quant à elle, est caractérisée par des pluies fines et se situe entre mai et août ; octobre reste le plus sec avec 89 mm seulement de pluie. Au cours de l'année, les températures maximales oscillent entre 25 et 30°C, les minimales oscillent entre 18 et 23°C. Les maximales rencontrent en décembre, janvier et février tandis que les minimales se situent en juillet et août. L'hiver sur la côte Est-est très doux, contrairement aux hauts plateaux où les nuits peuvent devenir très fraîches, voire très froides.

2.1.3-Circonscription administrative de Tamatave ville

Tamatave est le chef lieu de la région Atsinanana. La région Atsinanana regroupe les districts suivants : Toamasina I, Toamasina II, Brickaville, Vatomandry, Mahanoro, Antanambao Manampotsy et Marolambo. Nous disons qu'elle est également la commune urbaine Tamatave (CUT) quant à la circonscription administrative.

Tamatave ville est composée par cinq arrondissements administratifs tels que : Ambodimanga, Anjoma, Morarano, Tanambao V et Ankirihiry. D'abord, la région Atsinanana est dirigée par un chef de région nommé en conseil de ministre par un décret même si elle fait partie des collectivités décentralisées suivant la loi fondamentale en vigueur à Madagascar. Généralement, le chef de région est entouré par des techniciens comme : secrétaire général, directeur des affaires sociales, directeur des affaires économiques, directeur des affaires générales territoriales et directeur du cabinet. Des services sont aussi créés pour étouffer les équipes du chef de région dans l'accomplissement de ses tâches suivant la politique du gouvernement. Puis le district de Toamasina I est dirigé par un chef du district désigné par décret en conseil de ministre. Il est entouré par ces adjoints. Ces responsables sont des fonctionnaires de l'Etat et ils ont suivi la formation en administration dans les grandes écoles malgaches (ENAM et INFA). Ils sont tous des administrateurs civils et assistants d'administration.

Le district n'est pas une collectivité territoriale décentralisée par contre la commune l'est. La Commune Urbaine de Toamasina (CUT) est dirigée ou administrée par un élu au suffrage universel direct par les électeurs de Toamasina. La commune est libre de constituer son équipe pour mener à bien son action de développement durable et rapide. La CUT est dirigée par un Maire et ses adjoints au maire désignés par le maire élu en temps normal mais lors de notre recherche, le PDS à la Commune Urbaine de Toamasina est désigné par les autorités compétentes. Le mandat d'un maire est normalement de quatre ans. Il travaille avec les conseillers municipaux.

La commune est dotée des moyens humains, financiers et matériels pour assurer ses affaires courantes. Il est entièrement responsable au développement de sa ville en tant qu'il est le premier magistrat. Avec le concours des délégués d'arrondissement et les chefs de Fokontany, il assure également la tenue des toutes les élections dans sa circonscription administrative et électorale. La ville de Tamatave est délimitée par la CUT.

2.2-Situation administrative de Tamatave ville

La Commune Urbaine de Tamatave se trouve dans la région Atsinanana, District de Tamatave I. Nous allons présenter ci-après la Région Atsinanana, le District de Tamatave I et la Commune Urbaine de Tamatave.

2.2.1-Région Atsinanana

Les Régions sont des collectivités publiques à vocation essentiellement économique et sociale. Leur mise en place est très récente, car elle remonte seulement à l'année 2004. Il a été créé 22 Régions à Madagascar y compris la Région Atsinanana. En tant que Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), elles disposent de la personnalité morale, de l'autonomie financière et s'administrent librement par des Conseils Régionaux élus. A la tête d'une Région se trouve le Chef de Région (CR). Les organes au niveau de la Région sont le Conseil régional, le Bureau Exécutif Régional. La Région Atsinanana se trouve dans l'Est de Madagascar, plus précisément dans la partie de la Province de Tamatave.

2.2.2-District de Tamatave I

Le District est une Circonscription administrative relevant de la Région dont les limites territoriales coïncident avec celles des anciennes sous-préfectures, ex-Fivondronam-pokontany. Il comprend un ou plusieurs Arrondissements administratifs. Un Chef de District est placé à sa tête. Le District de Tamatave I se trouve dans la Région Atsinanana, Province de Tamatave.

2.2.3-Commune Urbaine de Tamatave

La Commune Urbaine de Tamatave est composée par cinq arrondissements administratifs tels que : Ambodimanga, Anjoma, Morarano, Tanambao V et Ankirihiry. Elle est dirigée par le Maire et ses adjoints.

A ce sujet, elle pratique la décentralisation et en cas de la PDS, elle pratique la déconcentration car à la tête de la Commune est nommée par le pouvoir central.

2.3-Aspects socio-économiques et politiques de Tamatave ville

Ce paragraphe présentera les aspects socio-économiques et politiques de la ville de Tamatave. Donc, bien évidemment, nous allons montrer ci-après les aspects sociaux, les aspects économiques et les aspects politiques. Ces aspects jouent un rôle très important sur le développement des entreprises locales.

2.3.1-Aspect social de la ville de Toamasina

D'un côté l'ethnie *Betsimisaraka* est la base du peuplement de la région Atsinanana. D'où la ville de Tamatave est la capitale de *Betsimisaraka*. De l'autre côté, la population tamatavienne est cosmopolite, c'est-à-dire, elle constitue par d'autres ethnies comme Merina, Sud-est, Antaimoro, Sihanaka, Tsimihety, Vakinankaratra etc. Le port de Tamatave devient le 1^{er} grand port de l'Île grâce au développement commercial franco-anglais. 1895 le dernier bastion de résistance Merina est enlevé par l'Amiral français Bien-aimé. Précédemment les conflits entre Français, Anglais et Merina pour la conquête définitive de Tamatave, devenue place stratégique majeur, duraient depuis le début du siècle. Le port a été agrandi et modernisé. Aujourd'hui Tamatave est le 1er grand port et la deuxième ville de Madagascar. Elle est la capitale de la côte Est et est restée paisible, résidentielle et accueillante.

a-Population

Au milieu de l'année 2005, l'effectif de la population résidente est estimé à 204.250 habitants⁷⁷ pour Tamatave ville, dont 48,5% du sexe masculin et 51,5% du sexe féminin. Il s'agit de l'effectif de la population résidente : ensemble de toutes les personnes ayant résidé durant plus de six mois dans le lieu. Y sont donc exclus les ensembles particuliers (homme de troupe, soldats en caverne, personnes de passages dans l'hôtel ou dans les hôpitaux, prisonniers ...) Le taux d'accroissement annuel moyen de la population est de l'ordre de 3,3%. La population est jeune les moins de 20 ans représentent près de la moitié de l'effectif total de la population (48,9%). Chez les moins 5 ans, on enregistre un peu plus d'hommes que de femmes. Par contre au-delà de 5 ans, les femmes sont plus nombreuses que les hommes.

⁷⁷ INSTAT, Direction inter régionale de Tamatave, « Monographie de la région d'Atsinanana », année 2005, p. 39

L'enquête Emploi 2000 a situé la ville de Toamasina en tant que seconde ville malgache en nombre d'habitants avec 175.100 âmes en mai 2000, dont 52,3% appartient à la gent féminine. La population des migrants est de 34,5%. Un peu plus de la moitié 51,3% des habitants sont des *Betsimisaraka* ; les Merina composent 21% de la population ; 7,8% des résidents sont originaires du Sud-est de Madagascar⁷⁸.

b-Education

Si le taux de scolarisation chez les enfants de 6 à 14 ans est de 51,2% dans l'assemble de l'ex-Province autonome, il est de l'ordre de 83,4% pour Tamatave ville. Toutefois, le taux de fréquentation scolaire varie d'un arrondissement administratif (ex Firaïampokontany) à l'autre (plus de 90% dans l'arrondissement d'Ambodimanga, 76% dans le Morarano). Actuellement, le taux de scolarisation est évalué à 87% dans la ville de Toamasina. 95,2% des individus de 6 ans et plus sont ou ont été scolarisés. Un tamatavien sur cinq déclare avoir parlé couramment le français. Dans la commune urbaine de Toamasina, 18% de la population n'ont jamais été à l'école. Deux individus sur cinq ont le niveau primaire ; un peu plus de deux individus sur cinq, (43%) ont le niveau secondaire. Très peu (5% à peine), sont de niveau supérieur.

c-Culte

Une majorité relative de 48,7% de la population est catholique ; 24,5% sont fidèles de l'Eglise protestante FJKM. Toamasina est aussi la ville où dénombre le plus de fidèles (12,7%) des Eglises protestantes indépendantes, autres qu'adventiste. Différentes par leurs origines, les diverses ethnies qui composent la population tamatavienne possèdent néanmoins une même et très forte croyance en vers les ancêtres défunts. Bien que la croyance traditionnelle manifeste l'existence d'un seul Dieu omniprésent portant le nom de "Andriamanitra" (Le Seigneur Parfumé) ou de "Andriananahary" (Le Seigneur Créateur) c'est plutôt vers les ancêtres défunts divinisés "*Razana*" que se portent les cultes. Le culte des ancêtres est une célébration de la vie car les défunts sont porteurs de pouvoirs sont défenseurs de la vie aussi bien sur terre que spirituelle. Le culte des ancêtres est révélé à travers des ordres sacrés qui dictent l'organisation politique, culturelle, médicale de la famille ou de la communauté. A chaque grande occasion de la vie, le "*Razana*" sera consulté et invoqué. Des animaux (poulets, zébus) ou des aliments (rhum, miel...) seront offerts en sacrifice.

⁷⁸ INSTAT, Direction inter régionale de Tamatave, « Monographie de la région d'Atsinanana », année 2005, p.45

La mort pour la religion traditionnelle malgache, représente le passage du rang d'être humain au rang de *Razana*. Ce dernier dominera d'un autre monde les nouvelles générations qui le craindront et l'honoreront. Trois cérémonies importantes accompagnent la mort il s'agit de: Les funérailles, du *Famadihana* (exhumation) et des sacrifices⁷⁹.

d-Habitat et environnement

Comme type d'habitat, il y a lieu de distinguer le type moderne qui représente 12% dont près de la moitié (46%) sont localisés dans l'arrondissement d'Ambodimanga ; le type traditionnel amélioré qui est de 64% dont : murs en tôle 46% ; murs en bois 18% ; et enfin le type traditionnel côte, non négligeable avec 13%. Les ménages Tamatavien sont composés en moyenne 4,2 membres. 26,4% des ménages vivent dans des habitats en dur. Dans 20,8% de cas, le ménage possède un lieu d'aisance équipé de chasse d'eau. Dans la ville de Tamatave, 7 ménages sur 10 occupent un logement d'une seule pièce ; et près de 9 ménages sur 10 vivent dans un logement de deux pièces au plus. Par ailleurs, 1 ménage sur 3 environ (36%) dispose de l'eau potable de la JIRAMA ; et 6 ménages sur 10 utilisent la pompe aspirante (*paompy tany*) pour leur approvisionnement en eau. Il est toutefois à signaler que 1 ménage sur 4 utilise la tinette comme lieu d'aisance et plus de 1 ménage sur 6 (18%) n'ont aucune toilette. Un peu moins de la moitié (47%) des ménages urbains n'ont pas de cuisine. Ils utilisent un endroit improvisé ou font leur cuisson en plein air (réchaud artisanal à charbon, bois de chauffage). Plus de 3 ménages sur 5 utilisent le charbon de bois⁸⁰.

2.3.2-Aspect économique

Tamatave est actuellement le poumon de l'économie malagasy grâce à l'existence du premier grand port de Madagascar, aux lieux touristiques et à la grande société minière internationale Sherritt qui est actuellement dénommée Ambatovy.

a-Grand port

Le port de Tamatave, conçu en 1929, c'est-à-dire deux ans après le dégât cyclonique qui a ravagé tout Tamatave en mars 1927, fut achevé et remis officiellement aux autorités en 1935. Mais ce fut dans les années 40 que le port connut une véritable expansion.

⁷⁹ INSTAT, Direction inter régionale de Tamatave, « Monographie de la région d'Atsinanana », année 2005, p.50

⁸⁰ Op. Cit. p. 55

Dans les années 60, le port disposait de 7 quais d'amarrage, des magasins de plus de 41 000m², des terre-pleins de 34 000m², de quelques équipements dont : 4 remorques, 23 chalands, 29 grues à quai, une grue flottante et 3 chalands-citernes. Le port de Tamatave représente actuellement près de 60% de trafics à Madagascar⁸¹.

Des efforts particuliers ont été entrepris au cours des années 80 ; et ce notamment dans le cadre du plan de redressement de la société d'exploitation du port de Tamatave. Après 2002, il devient Port Autonome de Toamasina. Cette décision a été prise par le gouvernement en place à cette époque⁸².

b-Sherritt/Ambatovy

La Sherritt est une grande société internationale d'exploitation minière dont la majorité de ses opérations s'effectuent à Tamatave suburbaine. La présence de cette grande entreprise entraîne l'amélioration de niveau de vie de certaine catégorie socio professionnelle de la population locale.

Des étrangers sont venus à Toamasina pour y travailler. Et des gens venant des autres régions de la grande Ile viennent aussi en masse pour chercher du travail au sein de cette entreprise d'envergure internationale. Les cultivateurs et éleveurs bénéficient la présence de cette entreprise minière et d'autres sont victime de pouvoir d'achat sur le marché local car les prix de PPN sont presque augmentés. Des obligations comme constructions des infrastructures locales (routes, écoles, marchés publics, piste rurale, hôpital etc.) sont assurées par la Sherritt dans le cadre de son exploitation du nickel d'Ambatovy de Moramanga.

c-Tourisme

Pour le tourisme, la ville de Tamatave offre de nombreux sites touristiques et hôtels. Parmi les quatre étoiles, on peut citer le Sharon, Calypso et Golf Sunny. Par ailleurs, il y a lieu de citer le parc national d'Ivoina avec ses variétés d'orchidées et ses lémuriens. Musée de plage et lieux touristiques constituent également des potentiel de la ville de Tamatave. La plage de Tamatave est sollicitée par les touristes étrangers et les hauts plateaux. Très souvent, chaque dimanche, les jeunes tamatavien se donnent rendez-vous à la plage pour se distraire et faire les pique-niques.

⁸¹ Port de Toamasina, « Archives », Année 1935.

⁸² Port de Toamasina, « Archives », Année 2002.

d-Industries

En ce qui concerne les industries, elles se caractérisent surtout par la prédominance de la branche agro-alimentaire qui représente 60,9% dont 22% sont localisées à Tamatave.

Il y a lieu également de mentionner la prédominance des micros entreprises utilisant moins de 5 salariés qui constituent les 55% du secteur industriel de la Province de Tamatave. Les PMI et PME de moins de 50 salariés représentent 42,8%. Et les grandes entreprises de plus de 200 salariés ne sont que de 0,5%. Il est à noter toutefois le poids non négligeable du secteur industriel qui fournit les 4,4% de la valeur ajoutée de la région et 4,6% de la production du secteur formel.

2.3.3-Aspect politique

Comme toute la Région dans la Grande île, toutes les parties politiques se trouvent dans la ville de Tamatave. Mais la partie politique au pouvoir, c'est-à-dire Hery Vaoavao de Madagascar (HVM), Miarakana Amin'ny Prezida Andry Rajoelina (MAPAR), Malagasy Tonga Saina (MTS), Tiako I Madagascar (TIM) figurent au premier plan sur le plan politique dans la Région Atsinanana. Pour l'élection communale du 31 juillet 2015 dernier, la partie politique MAPAR est en première position, c'est-à-dire qu'elle écrase la partie politique au pouvoir, c'est-à-dire HVM.

Même, la partie MAPAR est leader dans la Capitale de *Betsimisaraka*, l'aspect politique est stable. Donc, cette élection n'entraîne pas de la perturbation sur le développement des entreprises dans la ville de Tamatave. Durant l'enquête effectuée dans cette ville, la crise politique en 2009 a provoqué la fermeture de quelques entreprises dans la ville de Tamatave.

CONCLUSION DU TROISIEME CHAPITRE

Ce chapitre a présenté la méthodologie de recherche d'un travail scientifique qui doit être correspondre à la norme. C'est pour cette raison que nous déterminons à l'avance la population cible, les outils ou les questionnaires utilisés etc. Ce chapitre nous présente la méthodologie de collecte de données à partir de l'utilisation de questionnaire élaboré conformément à l'objectif de notre étude. Ce questionnaire est composé des questions ouvertes et fermées que ce soit par une question au choix multiple ou non. Dans cette étude, l'échantillon est défini par trois entreprises par secteur d'activités et chaque entreprise comporte 10 employés enquêtés ou interviewés. Après avoir réalisé de la collecte sur le terrain, nous faisons le dépouillement et le traitement des données recueillies en utilisant diverses méthodes et techniques telles que MS office/Excel et SWOT. Et la réalisation d'un tel travail de recherche demande un chronogramme bien établi pour cadrer le calendrier de travail de recherche.

Tamatave est une grande ville qui se situe dans la côte Est de Madagascar. Elle est la capitale et le poumon de l'économie de Madagascar et la ville fréquentée par des touristes. En tenant compte l'existence de diverses ethnies dans cette ville et vu l'existence du grand port et de la grande entreprise minière Ambatovy, elle est là pour faire face à des problèmes d'ordre sociopolitique et elle résiste toujours face à la crise cyclique qui prévaut à Madagascar. La connaissance de Tamatave ville est nécessaire durant notre recherche. Dans ce chapitre que nous connaissons la brève historique de Tamatave ville, la composition de la population, la situation socio-économique et politique ainsi que la limite de la circonscription administrative de la ville.

Chapitre IV-DIAGNOSTIC PAR SECTEUR D'ACTIVITES

Ce chapitre a pour objectif de présenter l'analyse diagnostique par secteur d'activités dans la ville de Toamasina. Il se subdivise en trois sections : rappel sur la crise 2009, analyse à l'aide de SWOT et résultats obtenus et impacts par secteur d'activité dans la ville de Toamasina.

Tout d'abord, le secteur primaire touche l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sylviculture. Le secteur agricole aurait été le moins touché directement par la crise. Ceci s'explique sans doute par le fait que la crise a été postérieure à la saison culturale des paysans. Néanmoins, le monde rural a été touché au niveau de la commercialisation et de l'écoulement des produits. Ensuite, le secteur secondaire est le secteur des industries qui regroupe entre autres l'agro-industrie, l'industrie du tabac, l'industrie de corps gras, l'industrie extractive, l'industrie textile, l'industrie métallique, l'industrie du papier etc. Enfin, le secteur tertiaire est celui des services. Il englobe le transport, les télécommunications, le tourisme, les microfinances, les bâtiments et travaux publics, les banques, l'assurance, le commerce etc. Cette section nous montre les impacts de la crise dans le tourisme, le bâtiment et travaux publics et l'éducation à Tamatave ville. Ce secteur n'a pas non plus été épargné et certaines activités ont même subi des pertes massives.

Section 1-Rappel sur la crise 2009

Tout d'abord, la crise qui dure depuis 2009 n'est pas la seule cause de la performance économique médiocre de la Grande île selon le dernier rapport de la Banque mondiale, en date de juin 2009, intitulé « Madagascar : pour un dialogue sur les enjeux de développement ». Toutefois, cette crise ne fait qu'aggraver la situation où durant plus de 50 ans, l'économie de la Grande Ile n'a fait que régresser. En plus, la crise politique de 2009 à Madagascar est une série de manifestations, d'émeutes et de confrontations politiques qui secouent Madagascar à partir de la deuxième moitié du mois de janvier 2009. Elle oppose les partisans du maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, aux partisans de Marc Ravalomanana, Président de la République de Madagascar, élu en 2006. Les manifestants reprochent à ce dernier la hausse des prix, sa mainmise sur l'économie malgache notamment l'achat d'un Boeing présidentiel avec l'argent public en partie et la location en bail longue durée de la moitié de la surface cultivable à Madagascar à l'entreprise coréenne Daewoo, ainsi que le recours aux unités anti-émeute (EMMO-REG, EMMO-FAR...) pour arrêter leur mouvement.

Ensuite, après la prise du Palais Présidentiel d'Ambohitsorohitra le 16 mars 2009 par des militaires favorables à Andry Rajoelina, le 17 mars 2009, le président Marc Ravalomanana remet ses pouvoirs à l'armée qui les transmet à son tour à Andry Rajoelina. Sa prise de pouvoir est considérée comme un Coup d'État par une partie de la communauté internationale⁸³. Andry Rajoelina, nouvel « homme fort », est confronté à des mouvements de contestation des partisans de Marc Ravalomanana et de ceux des deux anciens présidents de la République, à savoir de Didier Ratsiraka et de Albert Zafy.

Enfin, face à la suspension des aides économiques de la communauté internationale prononcées en automne 2008 en l'absence de réponse de Marc Ravalomanana aux demandes d'explications sur l'utilisation de ces aides, et dans l'éventualité de sanctions plus sévères liées à la crise provoquée par le renversement du régime de Marc Ravalomanana, Andry Rajoelina, Marc Ravalomanana et les deux anciens Présidents de la République Albert Zafy et Didier Ratsiraka se réunissent et signent les Accords de Maputo le 8 août 2009 qui devrait signifier l'arrêt de la crise politique de 2009 si elle est respectée par les différentes mouvances.

1.1-Causes de la crise politique

Cette section démontrera les causes et les impacts de la crise politique dans la Grande île. Il s'agit de la fermeture de la chaîne de télévision Viva TV qui provoque le Maire de la capitale de diriger une manifestation à Ambohitato. Et puis, la grève est continue dans la place du 13 Mai qui déclenche des différents dégâts dans la ville d'Antananarivo. Pour ce faire, nous allons présenter ci-après le processus des causes et impacts de cette crise.

1.1.1-Fermeture de la chaîne de télévision Viva TV

Le début des émeutes fait suite à la décision gouvernementale, le 13 décembre 2008, de fermer la chaîne de télévision Viva TV, propriété de Andry Rajoelina. Cette décision fait suite à la diffusion par la chaîne d'un enregistrement contenant des propos de l'ancien président Didier Ratsiraka qui était à l'époque un réfugié en France mais poursuivi par l'État Malgache du 13 décembre 2008 de 20 heures, lesquels propos étant « susceptibles de troubler l'ordre et la sécurité publique »⁸⁴. En réalité, cet enregistrement diffusé par Viva TV, l'a également été en partie et non en totalité par quelques chaînes de télévisions dans leurs journaux télévisés du 13 décembre 2008.

⁸³ SADC, « Situation politique à Madagascar en 2009 », Midi Madagascar, Année 2010, Antananarivo.

⁸⁴ SADC, « Situation politique à Madagascar en 2009 », Midi Madagascar, Année 2010, Antananarivo, p.03.

Seule la chaîne de télévision du maire a décidé de diffuser en intégralité le discours de Didier Ratsiraka soit 45 minutes avec programmation de rediffusion. Cette décision, condamnée par Reporters sans frontières, entraînait la réaction de ce dernier, qui, le 17 décembre 2008, soutenu par des représentants importants de l'opposition politique et de la société civile (notamment Madeleine Ramaholimihaso et Nadine Ramaroson), demandait la réouverture de tous les médias fermés par l'État, et l'ouverture de la télévision et de la radio nationale à des représentants de l'opposition⁸⁵. À cette réunion, Andry Rajoelina s'était autoproclamé comme chef naturel de l'opposition politique à Madagascar (chose qui irrita beaucoup les autres partis comme l'Arema, le Leader Fanilo...).

1.1.2-Ultimatum du 13 janvier 2009

Il lançait un ultimatum au gouvernement, qui expire le 13 janvier 2009 sans réaction du pouvoir. Le 14 janvier 2009, jour de l'expiration de l'ultimatum ou plus précisément de la menace lancée par le maire, le président de la République déclarait : « C'est toujours l'hésitation qui permet aux autres de lancer un ultimatum », « Personne de sensé, qui se dit militant de la démocratie, ne devrait lancer d'ultimatum. » Dans ce cas, Andry Rajoelina convoquait ainsi l'ensemble de la presse le 14 janvier 2009, pour lui faire part de ses projets suite au refus du régime de répondre à son ultimatum réclamant plus de démocratie et de liberté d'expression à Madagascar. Il déclare « **Aleo halan' andriana toy izay halambahoaka** » citation symbolique signifiant « **mieux vaut être haï par les rois que par le peuple** ». Il décidait alors d'inviter le 17 janvier 2009 à l'inauguration de la dite « **Place de la Démocratie** » à Ambohitato tous les Malgaches attachés aux principes de démocratie et de liberté⁸⁶. Le porte-parole du parti présidentiel, Raharinaivo Andrianantoandro avait immédiatement minimisé les portées de ce rassemblement, en qualifiant cette place de la Démocratie de « simple gadget ». 2009).

Le 17 janvier 2009, Andry Rajoelina procédait donc à l'inauguration de la « Place de la Démocratie », devant une audience estimée entre 15 000 et 25 000 personnes. Il prononçait alors un discours relatant les actions réalisées par la Mairie depuis un an et procédait ensuite à un grand déballage sur la conduite des affaires publiques à Madagascar. Il fait part à la foule des méthodes de fonctionnement de Marc Ravalomanana qu'il disait bien connaître, et de son régime et ce depuis son élection à la mairie d'Antananarivo en 2000.

⁸⁵SADC, « Situation politique à Madagascar en 2009 », Midi Madagascar, Année 2010, Antananarivo, p.04.

⁸⁶Op. Cit. p.05.

Il condamnait les contrats passés en 2000 entre la mairie et la chaîne de télévision Malagasy Broadcasting System (MBS) appartenant à Marc Ravalomanana et à ses proches, autorisant cette société à s'installer pour une durée de 50 ans sur les terrains et les locaux de la mairie pour un loyer minimal, ensuite transformé en échange de services⁸⁷.

Le maire d'Antananarivo critiquait également les décisions prises par le régime Ravalomanana au niveau national, tel l'achat d'un avion présidentiel estimé à 60 millions de dollars alors que la majorité de la population vit dans la pauvreté et que cette acquisition, effectuée sans appel d'offre, a été financée selon le ministre du Budget par « un report de crédit non utilisé de 2008 » et par la « fortune personnelle du président à hauteur de 30 millions de dollars ». Il renchérit dans la polémique en mettant en cause la location gratuite de 1,3 million d'hectares de terres arables pour une durée de 99 ans à la société Daewoo Logistics⁸⁸.

Peu après, Andry Rajoelina lançait un nouvel ultimatum exigeant la démission du ministre du Budget Haja Nirina Razafinjato et du ministre de l'Aménagement du territoire Marius Ratolojanahary, jetant dans l'oubli ses plaintes initiales concernant la réouverture de sa chaîne télévisée Viva. Ces ministres auront jusqu'au 21 janvier 2009 pour quitter le gouvernement, avant un nouveau rassemblement populaire à Antananarivo⁸⁹.

Lors d'un nouveau rassemblement, Andry Rajoelina exigeait la démission du président Ravalomanana, au-delà donc de ses précédentes demandes de démission de ministres. Face aux autres partis d'opposition qu'il nargue, il voulait apparaître comme le défenseur de la démocratie, et par voie de fait nouveau chef d'une opposition qu'il disait décapitée par sept ans de régime du Président Marc Ravalomanana. Une autre manifestation anti-gouvernementale suit le 24 janvier, et débouche sur des émeutes et des pillages durant lesquels l'immeuble de la télévision publique était incendié.

Le 26 janvier 2009, l'État a envoyé des soldats, « mercenaires » selon les partisans d'Andry Rajoelina, pour confisquer les émetteurs de la radio Viva. Mais le matin, les partisans de Andry Rajoelina (surnommés les TGVistes) accourent à la place du 13 Mai. Arrivé à son tour, le maire ordonne à ses partisans de tenir meeting devant le tribunal Anosy pour obtenir la libération de trois étudiants inculpés dans une affaire de cocktail Molotov et l'interruption du remblayage qu'il disait non autorisé des rizières d'Andohatapenaka.

⁸⁷ Midi Madagascar, « Commencement de la crise politique à Madagascar ». Année 2009.

⁸⁸ SADC, « Situation politique à Madagascar en 2009 », Midi Madagascar, Année 2010, Antananarivo.

⁸⁹ Op. Cit. p.03.

À Anosy, la manifestation n'était pas maîtrisée. Des partisans s'en prenaient aux locaux de la radio et de la télévision nationales, les pillent et les incendient. Ces partisans attaquaient aussi les magasins et usines appartenant au groupe Tiko ou à des sociétés privées avec des agressions violentes, attaquant aussi des collègues aux environs d'Anosy.

Après, le maire et ses partisans empruntent la route-digue et partent à l'assaut du remblayage dénoncé. D'autres manifestants se dirigent vers Anosimpatrana et y incendient la station audiovisuelle du président, MBS (Malagasy Broadcasting System). Puis les TGVistes s'en prenaient à diverses sociétés appartenant au président Marc Ravalomanana (Malagasy Grossiste, Blue Print, Auditorium), les incendiant après les avoir dévalisées. D'autres sociétés privées subissaient le même sort. Les manifestants s'emparent d'un sac de riz, de cartons de cahiers, de bouteilles d'huile, de matelas ou d'appareils électroménagers. Les pillleurs s'en prenaient aussi à des magasins et sociétés appartenant à des investisseurs étrangers. De nombreux magasins et boutiques sans lien avec la crise (n'appartenant à aucun des deux partis) sont pillés ; on notait par exemple le centre commercial Zoom et le centre en électronique Citic. Les forces de l'ordre sont totalement absentes. L'Île commençait alors à s'embraser et les provinces étaient également touchées par les mêmes scènes d'émeutes et de pillages.

Au moins 68 personnes périssaient en moins de trois jours lors d'émeutes et de pillages liés aux manifestations appelées par le maire de la capitale contre le régime. Les responsables de la gendarmerie annoncent officiellement 68 morts alors que le secrétaire d'État français à la Coopération, Alain Joyandet, fait état de « plus de 80 morts en quelques jours ». La plupart des victimes ont péri dans des incendies lors de pillages. Dans la capitale, à Antananarivo, les autorités ont annoncé 42 morts dans l'incendie d'un centre d'achats dont la toiture s'est effondrée sur des pillards. En province, le bilan des forces de l'ordre décompte : 4 morts à Antsirabe, 2 à Fianarantsoa (centre de l'île), 2 à Toamasina (côte est), 1 à Sambava (côte nord-est), 1 à Mahajanga (côte ouest). À Toliara, sur la côte sud-ouest de l'île, ils ont recensé 16 morts, dont 11 victimes d'une « électrocution ».

1.2-Impacts de la crise

Cette section consiste à montrer les impacts directs de la crise depuis 2009 en général. Ils sont axés sur la pauvreté de la population locale et de la dégradation de l'économie en générale.

1.2.1-Pauvreté de la population locale

Par rapport à la pauvreté, la Banque Mondiale est claire et précise, selon son rapport, Madagascar est classé parmi les pays pauvres. Toutefois, cette institution internationale souligne que cette crise n'est pas la cause de tous ces problèmes mais elle n'a fait qu'accentuer et « rendre visible le déclin économique observé au cours de ces dernières années. » Ainsi, la Banque Mondiale réitère que « la Grande île a enregistré une perte de 8 milliards de dollars. La malnutrition aigüe des enfants a augmenté dans certaines zones de plus de 50%. De nombreux centres de soins de santé ont été fermés. La démographie a également enregistré une augmentation de plus de 3 millions de personnes entre 2008 et 2013 (avec une croissance démographique de 2.9%), observant également une chute du revenu par habitant en 2013 à son niveau de 2001⁹⁰. On a aussi constaté l'affaiblissement de l'Etat de droit, la recrudescence de l'insécurité, l'exploitation illicite de bois de rose, de l'or et des pierres précieuses. Il y a également l'augmentation du nombre d'enfants non scolarisés qui se chiffre à plus de 600 000, ainsi que la dégradation des routes et des infrastructures d'eau et d'électricité. Plus de 3 000 ouvriers ont perdu leurs emplois dus à la fermeture du marché de l'AGOA. De plus, l'aide officielle sur la pauvreté sur la période de 2009-2013 a chuté d'environ 30%. »⁹¹ Selon les mots de Paul Collier de l'université d'Oxford, « un pays africain a une probabilité de 1/8 de vivre une crise politique chaque année, ce qui correspond malheureusement à la triste réalité observée à Madagascar en 1009, 2002 et 2009. »⁹² Cette pauvreté est marquée par le PIB de moins de 1 USD par jour et par habitant.

1.2.2-Dégradation de l'économie

Pour mieux comprendre cette dégradation, permettez nous de soulever les problématiques de l'économie malgache depuis ces 50 dernières années. « Non seulement la plupart des ménages sont aujourd'hui en moyenne plus pauvre qu'en 1960, avec la croissance de la population, le nombre de pauvre est en augmentation permanente : la faible croissance économique étant insuffisante pour réduire le nombre absolu de pauvre dans le pays » annonce le rapport. Le constat est flagrant car « Il y a quatre fois plus de pauvres en 2013 à Madagascar qu'il n'y avait de malgaches en 1960 » souligne cette institution de Bretton Woods⁹³.

⁹⁰ Rapport de la Banque Mondiale, « Impacts de la crise politique à Madagascar ». Année 2013.

⁹¹ Op. Cit. p. 09.

⁹² COLLIER P., « Situation politique en Afrique » ; Paris : Ed. Economica, Année 2009.

⁹³ Bretton Woods, « Dégradation de l'économie », Edition PUF, Paris, Année 1960.

« Clairement, la pauvreté perdure car les faibles gains obtenus après chaque période de croissance sont neutralisés par l'émergence d'une crise politique, notamment dans les villes, et par la faible participation à la croissance des zones rurales, contraintes notamment par les faibles rendements du secteur agricole et le manque de capacité de la croissance à créer des emplois rémunérateurs » lit-on toujours dans ce rapport⁹⁴.

Concrètement, les crises gouvernementales à répétition ont eu des impacts plus que considérables dans cette dégradation. Durant la crise de 1991, le PIB de la Grande île a diminué de 6,3%. Non encore récupéré, ce PIB a encore diminué de 12,4% durant celle de 2002 et pour ce qu'il en est de la crise de 2009, ce même PIB a chuté de 3,7%⁹⁵.

Et en termes de pauvreté, sachez que « les inégalités sont plus importantes dans les zones urbaines car l'écart de revenu entre les ménages riches et pauvres est plus que significatif dans les villes mais plus homogène toutefois dans les campagnes. Ainsi l'indice de Gini est plus élevé d'environ 20% dans les villes par rapport aux zones rurales. »

Force est de souligner que « sur 155 pays pour lesquels une mesure est disponible, seulement 19 dont Madagascar, ont connu une régression économique cumulative pendant les 20 dernières années (mesure prise suivant l'évolution du PIB par tête). Les 136 pays ont connu au moins une croissance positive : 80% d'entre eux ont connu une croissance de plus de 50% du PIB par tête en 30 ans et 35 ont au moins doublé ce même PIB. La Grande île s'aligne à la RDC et au Liberia, deux pays, pourtant en guerre, qui ont depuis pu enregistrer un PIB croissant, contrairement à Madagascar qui n'a cessé de régresser et qui atteint en 2012 son niveau de 2003, le classant ainsi au pays le moins performant parmi tous les pays du monde qui sont en paix »⁹⁶ martèle le rapport.

Section 2-Analyse à l'aide de méthode SWOT par secteur d'activité

Cette section présentera l'analyse à l'aide de méthode SWOT par secteur d'activité dans la ville de Toamasina. Elle exposera donc les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces par secteur d'activité.

2.1-Analyse de secteur primaire

Le secteur primaire concerne l'agriculture, l'élevage, la pêche et la sylviculture.

⁹⁴ Bretton Woods, « Dégradation de l'économie », Edition PUF, Paris, Année 1960, p.77.

⁹⁵ Op. Cit. p.78.

⁹⁶ COLLIER P., « Situation économique en Afrique ». Paris : 2^{ème} Ed. Economica, Année 2013.

Le secteur agricole aurait été le moins touché directement par la crise et aussi le monde rural a été touché au niveau de la commercialisation et de l'écoulement des produits. En effet, les troubles de la circulation causés par les manifestants dans la rue qui provoque la perturbation du transport des produits, par les barrages antiéconomiques dans la capitale en début de la crise politique en 2009 combinés avec la pénurie de carburants permettent péniblement aux collecteurs de venir auprès des producteurs. Le tableau qui suit présente l'analyse du secteur primaire.

Tableau n° 3-Analyse de secteur primaire à l'aide de SWOT

Rubriques	Forces	Faiblesses
Approvisionnement	-Proximité de MP par rapport au siège, -Stabilité de prix de MP	-Matières premières périssables,
Production	-Main d'œuvre moins cher, -Beaucoup de matières premières, -Existence permanente des engrais, -Plusieurs choix sur la provende	-Ancienneté de machine de fabrication, -Matières premières périssables, -Pas technique de production
Vente	-Existence de différents produits, -Moins cher, -Stabilité des prix	-Trop cher auprès des distributeurs, -Existence des intermédiaires, -Augmentation du prix de provende (élevage).
	Opportunités	Menaces
Approvisionnement	-Fidélité de fournisseurs, -Bon état de route	-Exode rurale, insécurité
Production	-Existence de technologie, -Climat favorable à la culture	-Chômage technique, -Inondation
Vente	-Prix égalitaire sur les produits, -Plusieurs choix sur les produits	-Vol et braquage

Source : Auteur, 2015

D'après ce tableau, nous avons constaté que le secteur primaire a beaucoup des opportunités même il y a aussi de nombreuses faiblesses.

2.2-Analyse de secteur secondaire

Le secteur secondaire est le secteur des industries qui regroupe entre autres l'agro-industrie, l'industrie du tabac, l'industrie de corps gras, l'industrie extractive, l'industrie textile, l'industrie métallique, l'industrie du papier etc. Toujours selon la même étude, de la Banque Mondiale, le secteur secondaire a été le plus victime de la crise politique (environ -25% de baisse d'activité). Le secteur industriel en général a été profondément affecté mais il convient d'accorder une attention particulière au secteur de la zone franche.

Dans ce secteur, nous avons effectué des études dans les deux entreprises industrielles suivantes : entreprise Tamatôle dont l'activité principale est la fabrication de tôle et ses produits dérivés et entreprise Codal de transformation des fruits en boîte de conserve. Le tableau qui suit montre l'analyse de secteur secondaire à l'aide de SWOT.

Tableau n° 4-Analyse de secteur secondaire à l'aide de SWOT

Rubriques	Forces	Faiblesses
Approvisionnement	-Proximité de MP par rapport au siège, -Stabilité de prix de MP -50% MP non périssables.	-50% matières premières périssables,
Production	-Main d'œuvre moins cher, -Existence permanente de MP, -Contrôle renforcé	-Ancienneté de machine, -MP périssables à 50%, -Pas technique de production
Vente	- Utilise toutes catégories de la communication, - Existence de publicité aux panneaux (cible : l'ensemble de la population locale), -Publicité nationale (TVM, RNM et la Radio dans la ville de Toamasina).	- Incompatibilité de publicité (prix aux distributeurs), - Publicité ne touche pas directement la clientèle cible, -Publicité renforcée aux autres produits.
	Opportunités	Menaces
Approvisionnement	-Fidélité de fournisseurs, -Bon état de route	-Insécurité, -Vol
Production	-Existence de technologie, -Existence des intrants	-Chômage technique, -Inondation
Vente	-Clients potentiels (entreprise et associations), -Existence des produits dans les grandes surfaces ou bien des détaillants, -Pérennité des produits (non périssable).	-Concurrence sur le même produit (Tamatôle), -Non exportation de viande (même en boîte), -Diminution de pouvoir d'achat des entreprises industrielles.

Source : Auteur, 2015

A l'égard de ce tableau, les entreprises industrielles dans la ville de Toamasina produisent des produits non périssable et leurs produits se trouvent presque dans les grandes surfaces de cette ville. Donc, la crise politique a diminué le pouvoir d'achat des entreprises industrielles mais elles continuent leurs activités, grâce aux opportunités.

2.3-Analyse de secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est celui des services. Il englobe le transport, les télécommunications, le tourisme, les microfinances, les bâtiments et travaux publics, les banques, l'assurance, le commerce etc. Cette section nous montre les impacts de la crise dans le tourisme, le bâtiment et travaux publics et l'éducation à Tamatave ville.

Ce secteur n'a pas non plus été épargné et certaines activités ont même subi des pertes massives. Nous allons montrer dans le tableau qui suit l'analyse de secteur tertiaire à l'aide de SWOT.

Tableau n° 5-Analyse de secteur tertiaire à l'aide de SWOT

Rubriques	Forces	Faiblesses
Approvisionnement	-Produits et MP non périssables	-Prix différents
Production	-Utilisation de technologie moderne, -MO moins cher	-Utilisation de même technique, -Trop cher de MP
Vente	-Utilise toutes catégories de la communication, - Existence de publicité aux panneaux, -Publicité nationale (TVM et RNM), -Existence des infrastructures (hôtels et restaurations), -Existence des différentes entreprises de communications (Airtel, Telma, Orange,...)	- Ancienneté des infrastructures en tourisme, - Publicité touche directement les touristes étrangères, -Pas assurance pour les touristes, -Perturbation de la circulation dans la ville de Toamasina, -Routes Régionales et Communales lamentables.
	Opportunités	Menaces
Approvisionnement	-Fidélité de fournisseurs, -Bon état de route (en ville)	-Insécurité, -Vol
Production	-Existence de technologie, -Existence des intrants	-Chômage technique, -Inondation
Vente	-Paysage agréable pour les touristes, -Existence de la plage, -Direction Régionale de Tourisme et de Transport, -Existence du port.	-Diminution du nombre de touristes pendant la crise, -Instabilité politique fréquente, -Existence de tourisme sexuel.

Source : Auteur, 2015

D'après ce tableau, nous avons remarqué que la ville de Toamasina a des opportunités à cause de l'existence du Grand Port, de la plage et de paysage agréable pour les touristes. Donc, les menaces sont presque négligeables vis-à-vis de ces opportunités qui permettent à cette ville de valoriser la relance économique de Toamasina.

Section 3-Résultats obtenus par secteur d'activités

Cette section a pour objectif de démontrer les résultats obtenus sur le secteur primaire dans la ville de Toamasina, de même dans les régions périphériques. Nous avons constaté que la crise politique a entraîné des impacts indirects dans le secteur primaire. Ces impacts se ressent également surtout au niveau du pouvoir d'achat des paysans, de même pour la population à chaque ville de la Grande île car parallèlement à la baisse des prix à la

production, les prix à la consommation des produits de première nécessité (huile alimentaire, savon, sucre, sel, pétrole lampant etc.) ont tendance à augmenter.

Face à ces situations, le revenu des paysans se dégrade aggravant davantage la pauvreté rurale.

3.1-Résultats obtenus sur le secteur primaire

Dans ce secteur, nous avons effectué des études dans les trois associations suivantes : association Sariaka dont l'activité principale est la culture de rentes et des légumes, association Vanona de l'élevage de bœufs et association Tsarafandray de l'élevage de porcs.

3.1.1-Agriculture : association Sariaka

Des enquêtes sont menées auprès de l'association Sariaka afin de collecter les informations sur les impacts de la crise sur son activité. Nous avons enquêté 10 membres de l'association. Il est à préciser que cette association est régie par l'ordonnance N°60/133 en 1960 et à but non lucratif. Son siège social est à Tsarakofafa Mangarivotra Sud dans l'arrondissement administratif de Morarano et dans la ville de Tamatave. Après le dépouillement des questionnaires remplis, nous avons fait le traitement des données recueillies. Le tableau ci-après montre les résultats de notre enquête.

Tableau n° 6: Situation de l'association Sariaka

Année	Superficie cultivée en m²	Recettes en millier Ar
2013	801	9 809
2012	863	9 940
2011	884	10 026
2010	899	10 087
2009	935	10 154
2008	899	10 281
TOTAL	5 281	60 297

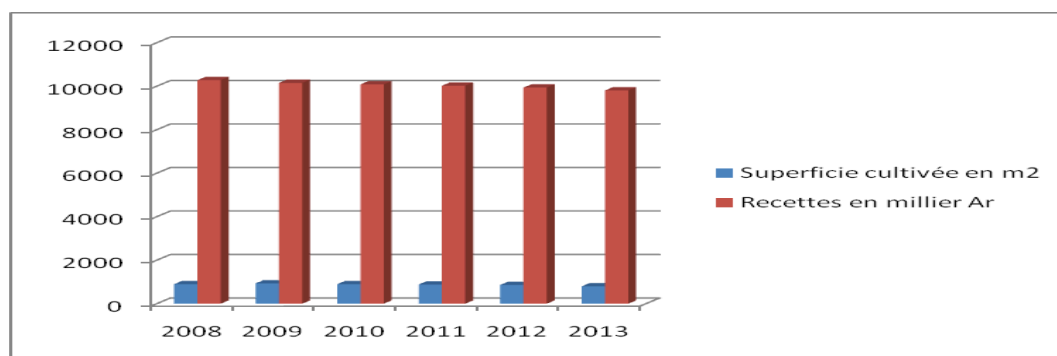
Source : Auteur en 2015

D'après ce tableau, pendant la période de 2008 à 2013, la superficie cultivée par les membres de l'association diminue d'une année à une autre. L'enquête nous montre que la crise 2009 a empêché les membres d'augmenter la superficie cultivée car le prix des engrais n'a pas cessé d'augmenter mais le pouvoir d'achat de ménage diminue. En 2009, on a remarqué une très baisse de superficie cultivée, cette situation vient de l'insuffisance des produits nécessaires à la culture. Parallèlement à la situation de la superficie, ce tableau nous

donne également la totalité annuelle des recettes de l'association. Dès 2008, les recettes diminuent de 10 281 à 9 809 en millier d'Ariary.

Mais les recettes sont chutées en 2013 à cause du pouvoir d'achat de la population. Ces données sont représentées aussi dans le graphique qui suit.

Graphique n° 1- Evolution de la situation de l'association Sariaka (2008 à 2013)



Source : Auteur à partir du tableau n°02

Cette graphique nous présente l'évolution de la situation de l'association Sariaka à partir de l'année 2008 jusqu'en 2013. Dans ce cas, nous avons constaté que la situation de cette association ne cesse de diminuer et cette diminution est très remarquable en 2013. A part cela, des rapports d'études effectués par des organismes internationaux montrent que la population est dans une situation de pauvreté. Le PIB durant cette période de crise est autour de moins de 1 dollar USD par habitant. Si telle est le cas de l'association Sariaka, nous analysons ci-dessous l'association Vanona.

3.1.2-Elevage : association Vanona

Des enquêtes ont été réalisées auprès de l'association Vanona afin d'obtenir les informations sur les impacts de la crise sur ses activités (élevage de bœufs). Nous avons enquêté 10 membres de l'association. Cette association est régie par l'ordonnance N°60/133 en 1960 et à but non lucratif. Son siège social est à Mangarano II dans l'arrondissement administratif d'Ankirihiy et dans la ville de Tamatave.

Après le dépouillement des questionnaires remplis, nous avons effectué le traitement des données recueillies. Le tableau ci-après explique les résultats de notre enquête.

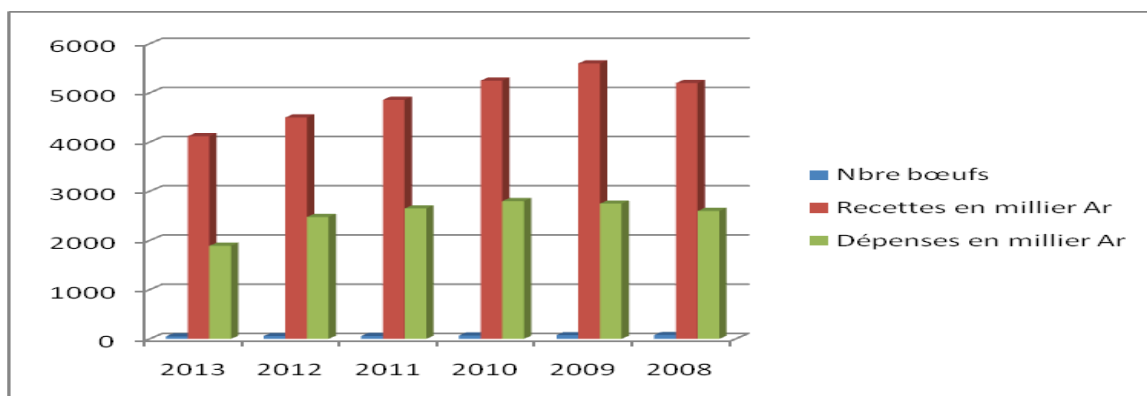
Tableau n° 7: Situation de l'association Vanona

Année	Nombre de bœufs	Recettes en millier Ar	Dépenses en millier Ar
2013	50	4 120	1 892
2012	56	4 500	2 478
2011	60	4 860	2 651
2010	68	5 250	2 800
2009	75	5 600	2 750
2008	78	5 200	2 600
TOTAL	387	29 530	15 171

Source : Auteur en 2015

D'après ce tableau, pendant la période de 2008 à 2013, le nombre de bœufs élevés par les membres de l'association diminue d'une année à une autre. L'enquête nous montre que la crise politique 2009 a empêché les membres de l'association d'augmenter le nombre de bovin élevé car le prix de provendes n'a pas cessé d'augmenter mais les membres n'arrivent pas à acheter la quantité nécessaire pour le bovin. Depuis 2008, on a remarqué une baisse en nombre de bovins élevé de 78 à 50. Par contre, les recettes et dépenses de l'association sont successivement diminuées d'après ce tableau. Dès 2008, les recettes diminuent de 5 200 à 4 120 en millier d'Ariary et les dépenses de 2 600 à 1 892 en millier d'Ar. Comme l'association Sariaka, ces informations peuvent être représentées dans le graphique ci-après.

Graphique n° 2- Evolution de la situation de l'association Vanona (2008 à 2013)



Source : Auteur à partir du tableau n°03

D'après cette graphique, nous avons remarqué que la situation de l'association Vanona est diminuée en générale, mais par rapport à la crise, elle est constante en matière de l'élevage bovin.

Durant cela, cette association a obtenu toujours des résultats positifs cependant, sa situation financière ne permet pas à cette association de faire des infrastructures de base à ses activités.

3.1.3-Elevage : association Tsarafandray

Des enquêtes ont été réalisées auprès de l'association Tsarafandray pour collecter les informations sur les impacts de la crise sur ses activités (élevage de porcs). Nous avons enquêté 10 membres de l'association. Cette association est régie par l'ordonnance N°60/133 en 1960 et à but non lucratif. Son siège social est à Ambohijafy dans l'arrondissement administratif d'Ankirihiy et dans la ville de Tamatave.

. Le tableau ci-après explique les résultats de notre enquête auprès de l'association.

Tableau n° 8 : Situation de l'association Tsarafandray

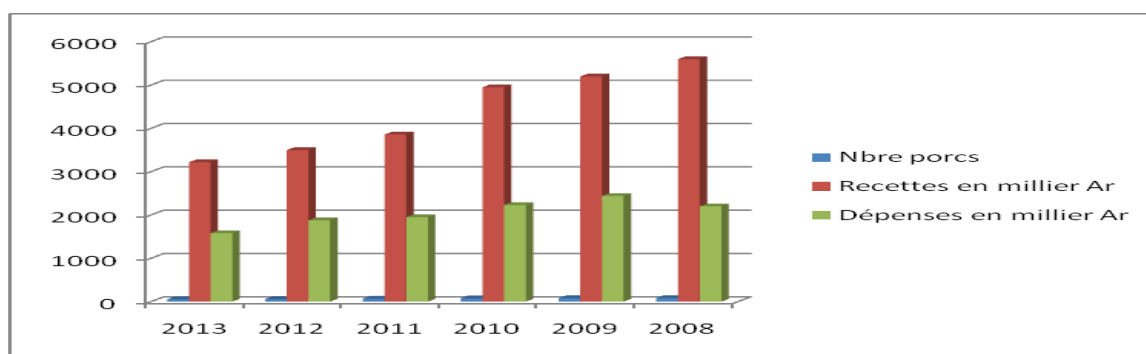
Année	Nombre de porcs	Recettes en millier Ar	Dépenses en millier Ar
2013	54	3 220	1 580
2012	58	3 500	1 878
2011	69	3 860	1 951
2010	76	4 950	2 230
2009	80	5 200	2 440
2008	84	5 600	2 200
TOTAL	421	26 330	12 291

Source : Auteur en 2015

D'après ce tableau, pendant la période de 2008 à 2013, le nombre de porcs élevés par les membres de l'association diminue d'une année à une autre. L'enquête nous montre que la crise politique 2009 a inquiet les membres de l'association d'augmenter le nombre de porcs élevés car le prix de provendes n'a pas cessé d'augmenter mais les membres n'arrivent pas à acheter la quantité nécessaire pour les porcs et diverses maladies porcines ont ragé ces animales. Depuis 2008, on a remarqué une baisse en nombre de porcs élevés de 84 à 54. Par contre, les recettes et dépenses de l'association sont successivement diminuées d'après ce tableau.

Dès 2008, les recettes diminuent de 5 600 à 3 220 en millier d'Ariary et les dépenses de 2 200 à 1 580 en millier d'Ar. Ces données peuvent visualiser dans la graphique qui suit.

Graphique n° 3- Evolution de la situation de l'association Tsarafandray (2008 à 2013)



Source : Auteur à partir du tableau n°04

Par rapport à l'association Vanona, la situation de l'association Tsarafandray en matière de recettes est diminuée aussi et cette baisse est à cause de la diminution du nombre des porcs. Donc, la situation financière de ces trois associations est presque la même dans la ville de Toamasina à cause de la crise politique en 2009.

3.2-Résultats obtenus sur le secteur secondaire

Le secteur secondaire est le secteur des industries qui regroupe entre autres l'agro-industrie, l'industrie du tabac, l'industrie de corps gras, l'industrie extractive, l'industrie textile, l'industrie métallique, l'industrie du papier etc. Toujours selon la même étude, de la Banque Mondiale, le secteur secondaire a été le plus victime de la crise politique (environ -25% de baisse d'activité). Le secteur industriel en général a été profondément affecté mais il convient d'accorder une attention particulière au secteur de la zone franche. Dans ce secteur, nous avons effectué des études dans les deux entreprises industrielles suivantes : entreprise Tamatôle dont l'activité principale est la fabrication de tôle et ses produits dérivés et entreprise Codal de transformation des fruits en boîte de conserve.

3.2.1-Entreprise Tamatôle

Des enquêtes ont été faites auprès de l'entreprise Tamatôle afin de collecter les informations sur les impacts de la crise sur ses activités.

Nous avons enquêté 10 membres de l'entreprise. Il est à préciser que cette entreprise est une société anonyme et à but lucratif. Son siège social est dans la ville de Tamatave. Après le dépouillement des questionnaires bien remplis, nous avons fait le traitement des données recueillies. Le tableau ci-après montre les résultats de notre enquête.

Tableau n° 9 : Situation de l'entreprise Tamatôle

Année	Effectif du personnel (Nb)	Nombre de produits finis (tonnes)	Charges fixes (millier Ar)	Dettes financières (millier Ar)	Investissements (millier Ar)
2013	30	5 214	18 700	2 100	-
2012	28	4 800	15 900	2 100	-
2011	27	4 100	14 800	2 100	-
2010	25	3 012	13 000	-	10 500
2009	25	2 050	12 500	-	-
2008	25	1 866	11 300	-	-
TOTAL	160	21 028	86 200	6 300	10 500

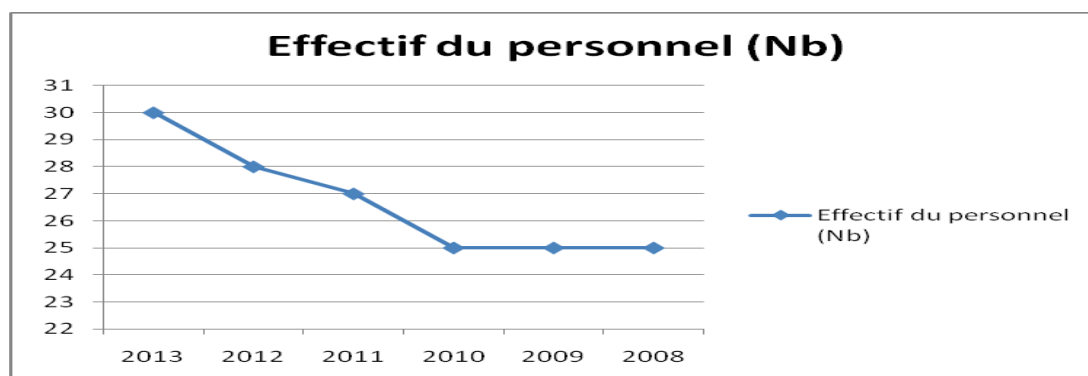
***Source** : Auteur en 2015*

D'après ce tableau, pendant la période de 2008 à 2013, l'effectif du personnel augmente toujours de 25 à 30. Cela veut dire que la crise n'a pas d'impacts sur l'effectif du personnel de cette entreprise. Et le nombre de produits fins mesurés en tonnes a augmenté d'une année à une autre : de 1 866 à 5 214.

Comme l'effectif du personnel augmente toujours, les charges fixes de l'entreprise ont marqué aussi par une augmentation d'une année à l'autre de 11 300 à 18 700 en millier d'Ariary. Ces charges fixes qui font l'objet du calcul des charges par l'unité de production permettent à l'entreprise de prévoir déjà la situation de sa trésorerie annuelle.

A cause de la crise, l'entreprise ne peut pas engager à des investissements autres que le 10 500 en milliers d'Ariary. Cet investissement permet à l'entreprise d'avoir des dettes financières de 2 100 en milliers d'Ariary à partir de l'année 2011 qui est une année après la décision de l'investissement. Bref la crise 2009 n'a pas des impacts remarquables à l'entreprise Tamatôle à Tamatave ville. Ces données en nombre du personnel de la société Tamatôle sont représentées dans le graphique qui suit.

Graphique n° 4 - Evolution du nombre de personnel de l'entreprise Tamatôle (2008-2013)



Source : Auteur à partir du tableau n°05

Cette graphique présente l'évolution du nombre de personnel de l'entreprise Tamatôle depuis 2008 jusqu'à 2013. Dans ce cas, nous avons remarqué que le nombre du personnel ne cesse d'augmenter même Madagascar a été en période de crise.

3.2.2-Entreprise Codal

Des enquêtes ont été réalisées auprès de l'entreprise Codal afin de collecter les informations sur les impacts de la crise sur ses activités. Nous avons enquêté 10 membres de l'entreprise. Il est à préciser que cette entreprise est une société à responsabilité limitée et à but lucratif. Son siège social est dans la ville de Tamatave. Le tableau ci-après montre les résultats de notre enquête.

Tableau n° 10: Situation de l'entreprise Codal

Année	Effectif du personnel (Nb)	Nombre de produits finis (Kg)	Charges fixes (millier Ar)	Dettes financières (millier Ar)	Investissements (millier Ar)
2013	36	2 416	30 964	-	-
2012	38	2 608	32 792	13 000	-
2011	40	2 907	34 500	13 000	-
2010	44	3 105	36 980	13 000	-
2009	45	3 210	36 840	13 000	-
2008	45	3 200	35 600	13 000	50 400
TOTAL	248	17 446	207 676	65 000	50 400

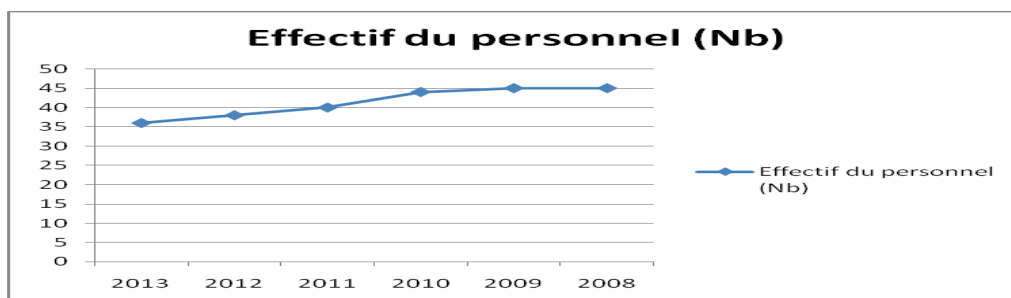
Source : Auteur en 2015

D'après ce tableau, pendant la période de 2008 à 2013, l'effectif du personnel diminue de 45 à 36. Cela veut dire que la crise a des impacts sur l'effectif du personnel de cette entreprise. A cause de la difficulté financière de l'entreprise, les produits finis ont baissé de 3 200 Kg en 2008 jusqu'à 2 416 Kg en 2013. La crise a empêché les clients de les acheter et la part du marché extérieur réduit aussi.

Les charges fixes de l'entreprise ont marqué d'une diminution durant la période de crise de 35 600 à 30 964 en millier d'Ariary. Ces charges fixes qui font l'objet du calcul des charges par l'unité de production permettent à l'entreprise de prévoir déjà la situation de sa trésorerie annuelle. A cause de la crise, l'entreprise ne peut pas engager à des investissements autres que le 50 400 en milliers d'Ariary en 2008. Cet investissement permet à l'entreprise d'avoir des dettes financières de 13 500 en milliers d'Ariary dès 2008 à 2012. Bref la crise 2009 a des impacts remarquables à l'entreprise Codal à Tamatave ville.

Et comme l'entreprise Tamatôle, ces informations peuvent être représentées dans le graphique qui suit.

Graphique n° 5- Evolution du nombre de personnel de l'entreprise Codal (2008-2013)



Source : Auteur à partir du tableau n°06

Ici les résultats sont différents par rapport à l'entreprise Tamatôle car le nombre de personnel de l'entreprise Codal ne cesse de diminuer durant les périodes (2008-2013). Cette diminution est à cause de la crise en 2009.

3.3-Résultats obtenus sur le secteur tertiaire

Cette section montrera les résultats d'enquête sur le secteur tertiaire. Il s'agit de tourisme, les microfinances, les bâtiments et travaux publics, les banques, l'assurance, le commerce etc.

3.3.1-Tourisme de 2009 à 2013

Ce paragraphe exposera l'évolution des établissements touristiques de la ville de Tamatave à partir de 2009 jusqu'à 2013. A ce sujet, nous allons présenter les hôteliers à créer et l'EVPT dans la zone d'étude.

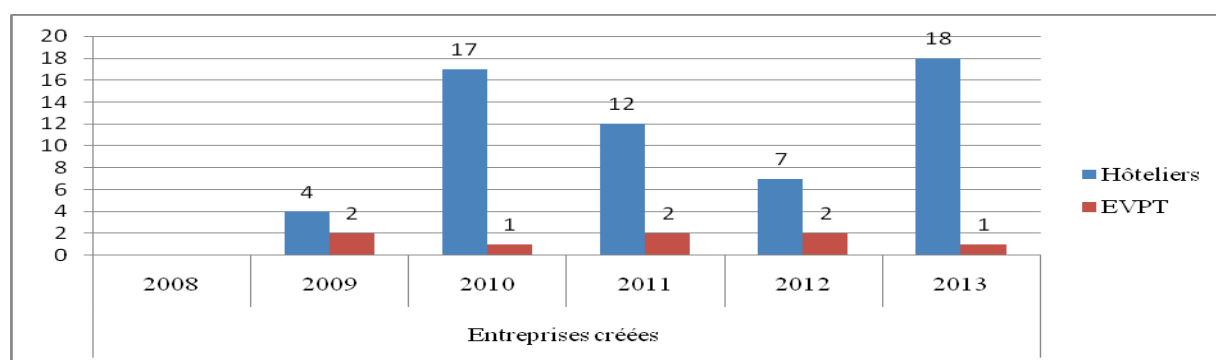
Tableau n° 11- Evolution des établissements touristiques entre 2009 à 2013

ANNEES	Nouvelle création		Déjà crée		EFFECTIF TOTAL	
	Hôteliers	EVPT	Hôteliers	EVPT	Hôteliers	EVPT
2008	-	-	-	-	336	12
2009	4	2	336	12	340	14
2010	17	1	340	14	357	15
2011	12	2	357	15	369	17
2012	7	2	369	17	376	19
2013	18	1	376	19	394	20
TOTAL	58	8	1778	77	1 836	85

Source : Auteur, 2015

Ce tableau présente l'évolution des établissements touristiques à Tamatave ville depuis 2008 jusqu'à 2013. A ce sujet, nous avons constaté que le nombre des hôteliers à créer est largement supérieur à l'EVPT, sauf en 2009. Cela explique aussi que la majorité des opérateurs économiques préfère sur la création des entreprises touristiques.

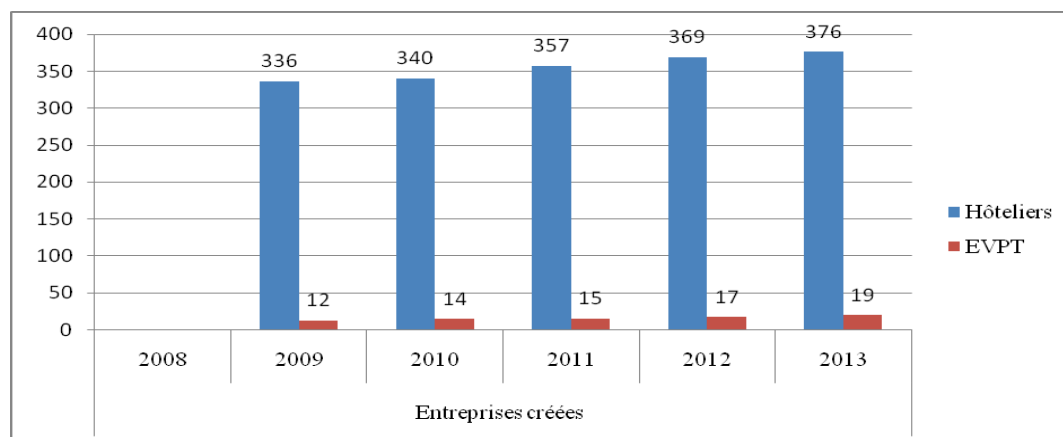
Graphique n° 6-Evolution des entreprises touristiques à créer dans la ville de Tamatave



Source : Auteur à partir tableau n°07

Cette graphique montre l'évolution des entreprises créées à partir de 2008 jusqu'à 2013. Elle est très remarquable en 2010 et en 2013.

Graphique n° 7-Evolution des entreprises touristiques déjà créées dans la Région Atsinanana (2008 à 2013)



Source : Auteur à partir tableau n°07

Cette graphique présente l'évolution des établissements touristiques à Tamatave ville depuis 2008 jusqu'à 2013. Dans ce cas, nous avons constaté que le nombre des hôteliers à créer est largement supérieur à l'EVPT, sauf en 2009. Cela signifie aussi que la majorité des opérateurs économiques préfère la création des entreprises touristiques.

a-Nombre des infrastructures touristiques en 2013

Ce paragraphe montre le nombre des infrastructures touristiques en 2013. A ce sujet, nous avons remarqué que le nombre des infrastructures touristiques est supérieur dans la ville de Tamatave, c'est-à-dire dans le District de Tamatave I par rapport aux autres Districts.

Le tableau suivant montre le nombre des infrastructures dans les Districts de la Région Atsinanana.

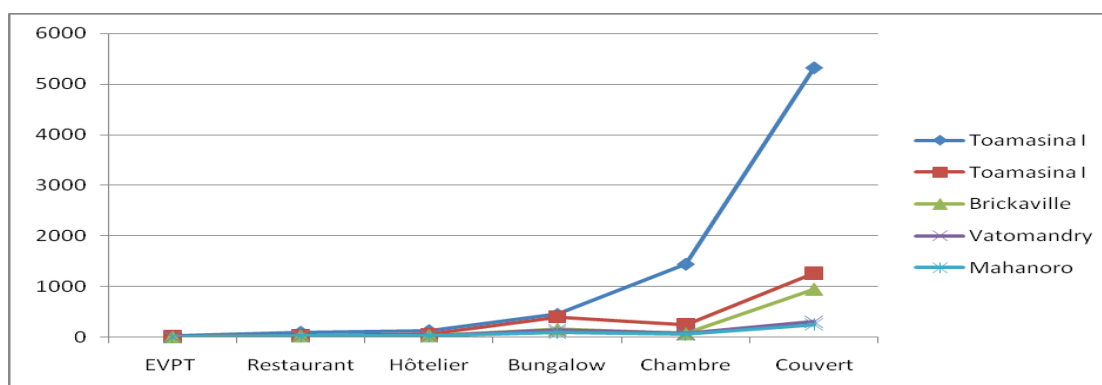
Tableau n° 12- Nombre des infrastructures touristiques par District en 2013

DISTRICTS	EVPT	Restaurant	Hôtelier	Bungalow	Chambre	Couvert
Toamasina I	20	94	125	447	1 437	5 318
Toamasina II	0	24	48	394	236	1 259
Brickaville	0	20	25	150	60	944
Vatomandry	0	11	22	131	60	300
Mahanoro	0	10	15	86	51	246

Source : Auteur, 2015

Ce tableau relève le nombre des infrastructures touristiques par District en 2013 dans la Région Atsinanana. Ces infrastructures sont très remarquables dans les Districts de Toamasina I et II. Ces données peuvent être présentées dans le graphique qui suit.

Graphique n° 8- Nombre des infrastructures touristiques par District en 2013



Source : Auteur à partir tableau n°08

Cette graphique présente l'évolution du nombre des infrastructures touristiques par District dans la Région Atsinanana. Dans chaque District, elles ne cessent de diminuer à cause de la crise.

b-Evolution des arrivées touristiques dans la Région Atsinanana de 2009 à 2013

D'après l'enquête effectuée auprès de la Direction Régionale de Tourisme, nous avons constaté qu'elle est très remarquable en 2012. Le tableau qui suit présente l'évolution des arrivées touristiques dans la Région Atsinanana.

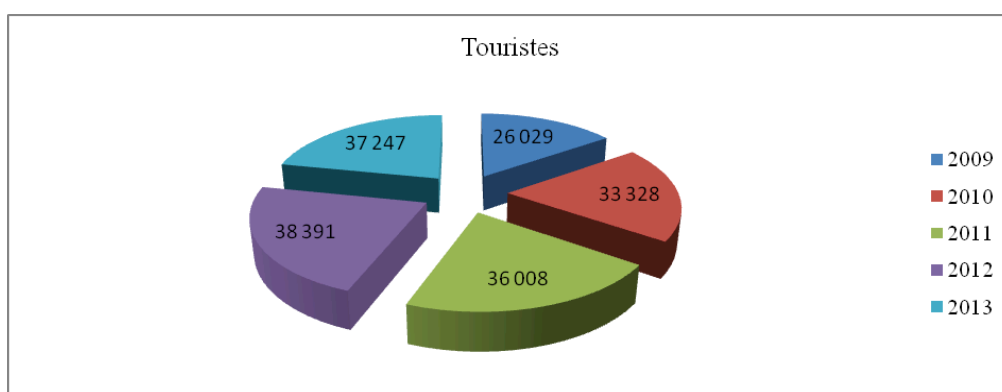
Tableau n° 13- Evolution des arrivées touristiques à Tamatave ville (2009 à 2013)

Années	2009	2010	2011	2012	2013	TOTAL
Touristes	26 029	33 328	36 008	38 391	37 247	171 003

Source : Auteur, 2015

D'après ce tableau, nous avons constaté que le nombre des touristes arrivés est très remarquable en 2012 à Tamatave ville. En général, le nombre des touristes ne cesse d'augmenter depuis 2009 même il est encore très faible par rapport aux infrastructures dans la Région. Ces données sont représentées dans le graphique qui suit.

Graphique n° 9- Evolution des arrivées touristiques dans la Région Atsinanana



Source : Auteur à partir tableau n°09

Cette graphique nous permet de bien visualiser l'évolution des arrivées des touristes dans la Région Atsinanana depuis la crise jusqu'en 2013.

3.3.2-Microfinance

La microfinance est une institution qui accepte les microcrédits et donne chance aux paysans d'améliorer leur revenu. Elle touche la majorité de la population vulnérable tant urbaine que rurale. Des enquêtes ont été réalisées auprès de l'OTIV Littoral afin de collecter les informations sur les impacts de la crise sur ses activités (épargnes, crédits, dépôt à terme). Nous avons enquêté 10 membres de la coopérative. Il est à préciser que cette coopérative est siégée dans la ville de Tamatave. Après le dépouillement des questionnaires bien remplis, nous avons fait le traitement des données recueillies. Le tableau ci-après montre les résultats de notre enquête.

Tableau n° 14: Situation de l'OTIV Tamatave ville

Année	Effectif du personnel (Nb)	Demande de crédit (Nb)	Encours de crédit (millier Ar)	Crédit en souffrance (millier Ar)	Effectif des membres (Nb)
2013	46	512	576 528	50 819	10 894
2012	47	498	546 300	69 412	10 458
2011	45	468	485 607	85 640	9 875
2010	43	431	468 359	48 987	9 115
2009	43	402	425 230	46 387	8 654
2008	42	320	355 461	25 332	8 321
TOTAL	266	2 631	2 857 485	326 577	57 317

Source : Auteur en 2015

D'après ce tableau, pendant la période de 2008 à 2013, l'effectif du personnel augmente de 42 à 46. En termes d'effectif, aucun personnel ne démissionne durant la crise. Cela veut dire que la crise n'a pas d'impacts sur l'effectif du personnel de cette entreprise. Pareillement, la demande de crédit et les encours de crédit augmentent aussi respectivement 320 à 512 en nombre et 355 461 à 576 528 en millier d'Ariary de 2008 à 2013. Le nombre de membres a marqué également à une augmentation de 8 321 à 10 894 en nombre de 2008 à 2013. A cause de la crise, beaucoup de membres de l'OTIV n'arrivent pas à rembourser les crédits pendant la crise politique 2009. Ce tableau nous montre cette situation. Par définition, les crédits en souffrance sont les crédits dont les membres titulaires de ces crédits ne peuvent pas respecter les dates d'échéance prévues dans le contrat de crédit. Ici de 2008 à 2012, les crédits en souffrance augmentent de 25 332 à 69 412 en millier d'Ariary. A cause de la crise, les membres ne peuvent pas honorer leur engagement car les ventes se ralentissent et les clients potentiels diminuent aussi leurs achats. En 2013, nous remarquons une diminution de crédits en souffrance, cette situation est due après une campagne massive de recouvrement effectuée par tout le personnel de l'OTIV afin d'améliorer la situation financière de ladite OTIV.

3.3.3-Education

Des enquêtes ont été effectuées auprès de la Circonscription scolaire de Tamatave I et dans les 5 zones d'animateur pédagogique afin de collecter les informations sur les impacts de la crise sur l'éducation. Nous avons enquêté 10 écoles privées et publiques. Après le dépouillement des questionnaires bien remplis, nous avons fait le traitement des données recueillies. Le tableau ci-après montre les résultats de notre enquête.

Tableau n° 15: Situation de l'éducation à Tamatave ville

Année	Nouvelles écoles créées (Nb)	Ecoles Fermées (Nb)	Scolarisation (%)	Réussite au CEPE (%)	Réussite au BEPC (%)
2013	13	4	94	95	45
2012	10	3	95	94	44
2011	12	3	95	96	45
2010	14	2	96	96	46
2009	11	2	98	97	48
2008	6	-	98	96	51

Source : Auteur en 2015

D'après ce tableau, pendant la période de 2008 à 2013, il y avait des nouvelles écoles (publiques et privées). Les enquêtes nous donnent que la majorité des écoles nouvellement créées sont des écoles privées et se répartissent dans les 5 zones de 5 arrondissements administratifs de Tamatave I. On a remarqué qu'en 2010, le nombre de nouvelles écoles créées est atteint de 14. D'après notre interview avec le Chef de la Circonscription scolaire, les parents n'ont pas de confiance aux écoles publiques car les parents doivent payer les enseignants FRAM. Si les maîtres FRAM ne sont payés, ils ne vont pas en classe pour enseigner d'où la diminution des temps d'enseignement par classe concernée.

Le nombre de classes fermées augmente aussi de zéro en 2008 jusqu'à 4 en 2013. La fermeture est due au non paiement de salaire des enseignants et ils quittent l'établissement pour chercher d'autre école qui peut lui payer normalement. De l'autre côté, la majorité des écoles fermées sont des écoles privées car à cause de la crise, les parents n'arrivent pas à payer l'écolage de leurs enfants.

Généralement, le taux de scolarisation diminue de 98 à 95 durant la période 2008-2013. De même pour le taux de réussite aux examens publics, nous remarquons une diminution dès 2008 jusqu'au 2013. Cette diminution vient de l'impact de la crise politique. Il est aussi à rappeler que la grève syndicaliste en 2012 est l'une des raisons de la diminution de cette réussite aux examens.

CONCLUSION DU QUATRIEME CHAPITRE

L'analyse d'impacts de la crise politique 2009 à Tamatave ville doit être un travail bien fait quant à notre présent travail et c'est pour cette raison que ce chapitre présente l'analyse diagnostique d'impacts de la crise par secteur d'activités. Pour le secteur primaire, trois associations (Sariaka, Vanona et Tsarafandray) ont été enquêtées et faisaient l'objet de l'analyse. Des résultats des études sont vus dans ce chapitre. En ce qui concerne le secteur secondaire, nous avons pu faire l'analyse d'impacts aux entreprises Tamatôle et Codal. Après les études, la crise d'un côté a d'impacts sur certaine entreprise et de l'autre côté, n'a pas d'impact sur d'autre entreprise. Et pour le secteur tertiaire, nous avons fait des études sur le tourisme, la microfinance et l'éducation. Ce chapitre a montré les résultats de l'analyse diagnostique et impacts de la crise sur les trois entités.

Chapitre V-PROPOSITION DE SOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS

Au delà des impacts économiques, la crise a eu inévitablement des effets négatifs sur la vie quotidienne de la population en général et sur la capacité de cette dernière à satisfaire ses besoins les plus élémentaires en particulier. Les conséquences néfastes du chômage et de la baisse de revenu ont influencé les domaines de la vie sociale entre autre l'emploi, l'éducation et la santé ainsi que le bien être de la population. A cela s'ajoute un autre problème de société.

Pour l'emploi, la majorité de la population dans la ville de Toamasina a perdu ses emplois à cause de la crise politique. Parallèlement, ceux qui mènent des programmes d'éducation publique devraient rassembler des informations en retour de la part de la population locale sur les risques potentiels ou les failles pouvant exister dans le plan. Dans ce cas, la formation devrait être élaborée pour la population locale afin de maîtriser au moins les problèmes de la population très vulnérables et démunis par la crise dans la ville de Toamasina, particulièrement l'accent à l'intervention en cas de maladie, c'est-à-dire la santé ainsi que le bien être de la population locale. Donc, ce chapitre proposera les solutions pour développer tous les secteurs d'activités, notamment les entreprises. Ces derniers assurent la rentabilité de la gestion de la caisse de l'Etat à l'aide des impôts payés par les contribuables entreprises. Une fois que la recette fiscale est rentable, l'Etat peut augmenter aussi le taux des infrastructures de base aux niveaux régionaux et communaux.

Section 1-Proposition de solutions par rapport aux approches

Un mécanisme pour une meilleure prise en compte des intérêts régionaux est donc à mettre en place de manière urgente. Dans une étude sur le lien entre l'emploi et la pauvreté à Madagascar, Epstein argumente que l'accès à un emploi stable (hors du secteur informel) est une des clés d'un développement durable. Notre étude souligne l'impact sur l'emploi et les revenus d'un meilleur accès au crédit pour les entreprises ainsi que des investissements structurels ciblés vers des secteurs spécifiques pour améliorer le lien entre les classes dans l'économie malgache à l'aide de développement des entreprises locales par intermédiaire de financement au taux réduit. Notre étude suggère les actions à mener par le gouvernement et la banque centrale qui comportent les conditions à poser pour les prêts, le crédit direct et la consolidation des actifs afin de rendre des ressources financières plus accessibles aux petites entreprises et agriculteurs.

L'étude de Mireille Razafindrakoto met aussi l'emphase sur les liens à consolider entre l'Etat et les entreprises locales pour les solutions à envisager. L'usage de la violence par les factions d'élites assurerait la stabilité de leur pouvoir. Un tel schéma permettrait l'instauration progressive d'un ordre social stable, mais signifierait un abandon du processus démocratique. La seconde voie consiste en revanche à consolider les institutions citoyenne et stimuler la formation de corps intermédiaires pour (r)établir le chaînon manquant entre le sommet de l'Etat et les entreprises locales. Cette seconde voie est selon nous possible, évidemment plus désirable, mais aussi plus difficile à emprunter et surtout nécessite du temps. Elle exige l'instauration d'un nouveau contrat social entre les acteurs en présence sur la scène malgache.

1.1-Bonne gouvernance dans tous les secteurs d'activités

Pour être efficace dans le développement des entreprises locales, préalablement, il est nécessaire de rendre effectifs la bonne gouvernance dans tous les secteurs d'activités (primaire, secondaire et tertiaire), l'Etat de droit et la Démocratie, la gestion axée sur les résultats (GAR) pour un retour à l'autorité de l'Etat et garantissant, entre autres le renforcement de la sécurité des biens, des personnes et des investissements privé et public ; l'impartialité de la justice. Il doit aussi garantir la libre entreprise par le secteur privé ; un emploi décent pour subvenir aux besoins de chaque ménage ; l'effectivité de la lutte contre la corruption. Ensuite, il doit assurer le droit à la santé et à l'éducation et le développement rural afin d'assurer l'autonomie alimentaire ; le développement des entreprises locales en donnant de financement qui conforme à ses besoins. Enfin, il est indispensable de garantir la croissance économique par une politique des grands travaux d'infrastructures, et la relance des secteurs porteurs ; la transparence dans la gestion des finances publiques comme des ressources naturelles et la stabilité macroéconomique et sociale.

1.2-Politiques structurelles

La dégradation de l'équilibre macroéconomique engendrée par les séries des crises politiques, financière puis économique oblige un pays comme Madagascar à prendre des mesures adéquates.

Pour cette fin, la Grande île doit mettre en œuvre des moyens nécessaires afin de sortir la crise économique actuel et de permettre un changement profond et durable de la structure de l'économie toute entière. Les politiques économiques déjà engagées par l'Etat pour relancer la croissance et la réduction de la pauvreté sont un ensemble d'initiative salubre.

En plus, il s'en suit d'une mobilisation de ressources additionnelles pour le relancer l'économie, face aux contraintes financières découlant de la crise politique. Ayant identifié les canaux de transmission, la Grande île a défini un certain nombre des mesures. Pour les risques au niveau communautaire, à savoir la baisse d'activité au niveau du secteur privé, le ralentissement de la croissance du PIB, l'aggravation des déficits budgétaires et la dégradation de la situation de l'emploi, les Autorités ont convenu d'un Conseil des Ministres extraordinaire pour prendre des mesures efficaces pour l'économie. Ainsi, en vue d'atténuer les effets néfastes de la crise politique qui entraîne aussi de crise financière à chaque foyer et d'assurer la relance de l'économie, le Conseil a été consacré exclusivement à l'examen de la situation des arriérés de paiement intérieur compte tenu de leur niveau élevé et de ses conséquences sur l'activité économique et le système bancaire.

Cette initiative vient en complément des mesures prises pour la préservation et de la stabilisation du système de protection. Il doit qu'un comité de veille de l'impact de la crise politique a été institué pour être efficace sur le développement économique du pays. A ce sujet, le nouveau Gouvernement doit adopter des mesures de court, moyen et long termes.

1.2.1-Mesures à court terme

Ces mesures sont ciblées et ont porté sur l'accélération du paiement des créances des entreprises privées dans le GEM (Groupe d'Entreprises à Madagascar) à l'Etat afin de leur permettre d'honorer leurs engagements vis-à-vis des banques ; la mise en place d'un plan d'apurement des arriérés intérieurs ; le respect par l'Etat des échéances de paiement de ses titres arrivés à maturité. Elles sont ciblées aussi la prudence dans le recours par l'Etat, aux mécanismes du marché financier pour financer son déficit, afin d'éviter les effets d'éviction ; la nécessité de maintenir les dépenses d'investissement productif tout en préservant les dépenses sociales ; la poursuite des efforts de recouvrement de ressources intérieures.

1.2.2-Mesures à moyen et long terme

En ce qui concerne ces dernières, elles ont un caractère structurel et visent à améliorer la compétitivité de l'économie de la Grande Ile. A ce titre, on peut citer les efforts en faveur du secteur de l'industrie, de l'agriculture et l'énergie électrique ; la sécurisation foncière ; l'amélioration du climat des affaires et la meilleure organisation du secteur agricole reposant davantage sur le secteur privé.

Section 2-Proposition de solutions par rapport aux secteurs d'activités

Cette section présentera les solutions par rapport aux secteurs d'activités. Il s'agit des politiques industrielles, d'agricoles et de développement communautaire afin de relancer l'économie de Madagascar, au moins d'attendre à deux chiffres.

2.1-Politiques industrielles

Nous savons que Madagascar est faiblement industrialisé depuis la crise. Imputable principalement dans l'étroitesse du marché local, manque d'infrastructure et pénurie énergétique. La faible industrialisation de cette zone est aussi victime d'un monde en profonde mutation.

En effet, les nouvelles technologies de l'information et de la communication mettent également à l'épreuve la production industrielle de la Grande île aux outils archaïques (capital productif). La majeure partie de la croissance économique de la Grande île est essentiellement tirée de la production agricole et de l'industrie extractive, qui sont soumises à des aléas importants. La production agricole est, par exemple, principalement tributaire de la pluviométrie, que nous ne maîtrisons pas. Ce qui induit des incertitudes et des fluctuations de grande ampleur sur l'activité économique du pays. L'accentuation des difficultés dans le groupe en matière de nourriture et de finances publiques a montré que le défi est de taille. La consolidation de la base productive, à travers notamment la réalisation d'investissements visant à moderniser les outils de production et le développement d'industries à forte valeur ajoutée demeure, en outre, un axe de politique économique majeur. Donc, pour être efficace sur le développement économique du pays, il est nécessaire que l'économie doit avoir également intérêt d'en saisir et tirer le meilleur parti des opportunités offertes par le contexte de reprise économique et de redéfinition des contours d'une nouvelle architecture financière mondiale.

Pour cela, on doit définir des nouvelles stratégies d'attrait d'investissement étranger vers les bailleurs de fonds comme la Banque Mondiale et le FMI pour relancer à nouveau l'économie de la Grande Ile. A ce sujet, il devrait, en outre, s'accompagner d'une diversification accrue des secteurs bénéficiaires qui, jusque-là, a essentiellement concerné les mines et les télécommunications. Ainsi comme le capital humain s'affirme le critère clé de compétitivité et de décision des investisseurs.

C'est donc la responsabilité à tous, Autorités publiques, formateurs et apprenants de mettre en œuvre tous les efforts pour garantir un système d'enseignement de haute qualité.

L'amélioration des infrastructures devant être mise en place afin d'accroître le tissu industriel de la Grande île. Cela va augmenter les économies d'échelles et donc la taille du marché de la zone. Comme Joseph E. STIGLIZ, dans son œuvre « La grande désillusion », et après avoir obtenu le prix Nobel d'économie, estime que l'Afrique doit profiter de la montée du marché asiatique et orienter sa stratégie afin de profiter de la nouvelle géographie économique mondiale⁹⁷. Alors, pour être efficace, elle doit donc définir de nouvelles politiques d'apprentissage industrielles, technologiques et agricoles dans le cadre d'une diversification sectorielle effective de ses économies. Il doit aussi gérer leurs ressources naturelles d'une manière transparente et investir les richesses du sous-sol sur le sol. D'autre part, une sortie rapide de crise politique implique plus que jamais une réhabilitation du rôle de l'Etat promoteur. Ce rôle est déjà remarquable sur le plan macroéconomique, mais il doit se poursuivre par la création des banques d'Etat susceptibles de financer certaines infrastructures.

2.2-Politiques agricoles

L'agriculture pôle de développement, a depuis le 18^{ème} siècle constitué l'un des sujets d'études des intellectuels. En effet, observant une tendance au déclin du système agricole, comme « François QUESNAY » (fondateur de la physiocratie, un système de pensée en faveur de l'agriculture) a avancé des idées montrant l'importance et la place qu'occupe l'agriculture dans le système économique. Il énonça dans ses démonstrations que seule l'agriculture est capable de s'autosuffire et satisfaire les autres secteurs de l'économie.

Dans son tableau économique, il a montré que tous les autres secteurs de l'économie sont stériles, exception faite de l'agriculture. Il formalisa la nécessité au Gouvernement d'apporter un soutien massif à l'agriculture pour contrer la détérioration de la situation des paysans. Les approches modernes accordent quatre rôles à l'agriculture. D'abord l'agriculture fournit l'alimentation convenable à la population, elle produit des matières premières utilisées dans l'industrie et contribue grâce à des coûts de main d'œuvre faibles à dégager un surplus.

Ensuite sur le marché, le secteur est à l'origine de la demande de produits industriels et services que produit la nouvelle technologie. Puis cette demande en produit technologique va contribuer à l'amélioration continue de la productivité et en même temps fournir de la main d'œuvre aux autres secteurs. Le quatrième rôle est celui des devises, car à la suite des exportations, cela va accroître le solde extérieur (excédent commerciale).

⁹⁷ STIGLIZ J. E., « La grande désillusion ». Paris : fayard, 2006, p 324

Dans leur traité, un pays a défini un ensemble caractéristiques relatif à l'agriculture dis politique agricole commune (PAC). Ayant conscience de l'interdépendance de tous les secteurs de l'économie. A ce sujet, le dirigeant d'un œuvre pour harmoniser un décollage quasi-total de tous les secteurs et branche de leur économie. En plus dans cette zone ou le secteur agricole contribue pour environ 60% de la main d'œuvre totale, 20% des exportations totales, 17% du PIB et 80% des besoins alimentaires des populations, il est évident qu'une attention particulière lui soit portée. Ainsi comme une croissance durable ne dépend pas d'une désarticulation ou d'un dualisme des structures économique, ses responsables visent un accroissement parallèle de l'industrie et de l'agriculture. Cela permettra alors d'atteindre une autosuffisance alimentaire et lutter contre les crises répétitives au sein d'un pays ; fournir la base réelle à l'industrie localement adaptée et lutter contre la pauvreté.

2.3-Politique du développement communautaire

La notion de développement est complexe, mais presque toutes les définitions actuelles s'articulent sur l'objectif de réduction de la pauvreté. Un tel objectif présuppose une vision à long terme des intérêts des populations démunies. L'hypothèse qui fonde cette approche est que le développement se fera dans l'intérêt de l'ensemble de l'humanité.

Pour beaucoup d'acteurs en développement international, ce genre d'approche est un minimum, car, au-delà de l'objectif de réduction de la pauvreté, ils considèrent comme incontournable la nécessité de transformer les rapports politiques et économiques internationaux. Les experts de l'économie internationale prétendent que les accords commerciaux internationaux incitent à une standardisation des techniques de production. Cela a sans doute des effets sur l'économie nationale d'un pays faiblement industrialisé et devant courir plus vite que possible vers une uniformisation de son mode de production. Les gaps des mutations technologiques découragent certains Etats africains qui doutent de leur capacité à réaliser le développement respectable.

A cette préoccupation, nous allons énoncer quelques unes des nouvelles approches du développement. Donc, il faut que Madagascar mette en place une politique du développement afin de maîtriser l'économie nationale de la Grande île. Cette politique doit baser sur la création des entreprises afin de maîtriser aussi la création d'emploi pour les jeunes ou bien les diplômés et la rentabilité fiscale. Cette dernière assure le financement des infrastructures de base dans toute la Grande île. Il s'agit des hôpitaux, des écoles primaires publiques à chaque «Fokontany », des canaux d'irrigations en vue d'augmenter la productivité agricole.

Ces infrastructures nous permettent de diminuer les actes des banditismes. Ils nous permettent aussi d'augmenter le taux de scolarisation et de diminuer le taux de mortalité infantile. A ce sujet, les paysans ont le temps de travailler dans le champ qui entraîne l'accroissement de la productivité agricole dans le milieu rural.

2.4-Perspectives d'avenirs économiques et sociaux de Madagascar

En 2012, Madagascar a enregistré une faible croissance du produit intérieur brut (1.9 %, contre 1.6 % en 2011), mais les perspectives pourraient être de 3 % en 2013 et 4 % en 2014 si les élections prévues en 2013 mettent un terme à l'instabilité⁹⁸. La crise politique, qui dure depuis quatre ans, a entraîné une détérioration du climat des affaires, renforcé des dérapages dans la gouvernance et accentué les conditions de vie de la population, malgré quelques progrès dans l'éducation. Madagascar dispose de richesses en ressources naturelles importantes et diversifiées, dont la contribution au budget national reste faible mais pourrait croître rapidement, surtout avec le développement des grands projets d'extraction d'ilménite, de nickel et cobalt.

Après un taux négatif en 2009 (-4.1 %) et de 0.5 % en 2010, la croissance économique a progressé en 2011, à 1.6 %. Cependant, elle reste faible comparée à la croissance moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, estimée à 5.3 % par le Fonds monétaire international (FMI). Le taux de croissance de 2012 s'est élevé à 1.9 %, tiré essentiellement par les industries extractives², les transports (soutenus par la reprise du tourisme) et les exportations des zones franches. Les autorités ont su appliquer une politique budgétaire restrictive afin de faire face à la réduction des aides extérieures, conséquence de la crise politique qui secoue le pays depuis 2009. Elles ont suivi une politique monétaire prudente et réussi à contenir le déficit budgétaire à 3.1 % du PIB (contre 1.7 % en 2011). De même, elles sont parvenues à limiter la hausse des prix en moyenne annuelle à 6.4 %, alors qu'elle était de 9.8 % en 2011. Le déficit du solde courant s'est creusé à 8.3 % du PIB, contre 6.9 % du PIB en 2011. C'est la conséquence d'une détérioration plus importante du solde commercial et de la balance des services qui n'a pu être compensée par l'amélioration du solde des transferts courants et de celui des opérations financières et en capital. Enfin, si les élections censées mettre fin à la crise sont organisées en 2013 comme prévu, le rythme de la croissance pourrait s'accélérer en 2013 et 2014, pour s'établir respectivement à 3 % et 4 %⁹⁹.

⁹⁸ Estimation de la Banque Mondiale sur la croissance économique de Madagascar, Année 2012.

⁹⁹ Estimation de la Banque Mondiale sur la croissance économique de Madagascar, Année 2012, p. 09.

Il bénéficierait de l'expansion des industries extractives, de la reprise progressive des financements extérieurs favorables aux bâtiments et travaux publics (BTP), et du dynamisme du commerce et du tourisme.

Section 3-Recommandations

Cette section recommandera sur les secteurs de productions, notamment dans le secteur primaire. Nous recommanderons aussi l'approche GAR afin de mieux gérer et contrôler les activités des agents économiques dans la ville de Toamasina.

3.1-Au niveau des secteurs de productions

3.1.1-Le secteur primaire

Le primaire est un important secteur pour la croissance économique à Madagascar (occupe plus de 85% de la population active et représente en moyenne 30% de la valeur ajoutée). Durant la crise, on constate toutefois que ce secteur perd de la place (contribution à la valeur ajoutée) au profit du secteur secondaire et du secteur tertiaire. Aussi, ce secteur reste exposé aux chocs exogènes. Des actions tendant à accroître sa contribution à la croissance et à réduire sa vulnérabilité aux chocs exogènes permettraient de lutter efficacement contre la pauvreté. A cet effet, nous proposons des solutions pour redynamiser ce secteur. L'agriculture et l'élevage ont retenu notre attention.

3.1.2-L'agriculture

L'agriculture malgache représente plus de 70% des recettes d'exportations et contribue majoritairement à la formation de la valeur ajoutée du secteur primaire. Des potentialités non encore exploitées existent dans ce secteur et peuvent constituer les piliers de la croissance future. L'objectif principal est de faire en sorte que ce sous secteur crée localement une valeur ajoutée plus importante, afin de répondre à une plus grande partie de la demande intérieure et réduire considérablement la dépendance du pays de l'extérieur. La stratégie de croissance économique nécessiterait une agriculture particulièrement dynamique. Pour cela, le passage à une agriculture plus mécanisée et plus intensive, capable de s'insérer dans l'économie de marché, permettra d'accroître de manière substantielle la productivité de la terre et du travail, et les revenus. La maîtrise de l'eau et des techniques d'irrigation comme vecteur de développement et de diversification des productions agricoles devraient être prioritaires.

Il faudrait également de promouvoir les techniques de conservation, et de transformation des productions agricoles afin de garantir des revenus acceptables aux producteurs ; d'accélérer l'élaboration des textes claires et applicable aux problèmes fonciers ; d'encourager la mécanisation agricole par la vente de tracteurs hors taxe, hors douanes au profit des associations de producteurs et augmenter le niveau d'utilisation des engrais organiques ; de renforcer la recherche agronomique par l'amélioration des rendements en dotant de moyens techniques et financiers ; d'encourager la diversification de la production nationale en vue de la promotion des produits ayant un fort potentiel d'exportation et d'attrait aux capitaux extérieurs.

L'économie malgache est fortement exposée aux chocs extérieurs du fait de sa forte dépendance à l'égard des marchés internationaux des produits de base. Compte tenu de la difficulté à influencer sur les cours internationaux, Madagascar devrait voir sa souveraineté alimentaire comme objectif majeur. A cet effet, l'agriculture devrait être encouragée par des prix rémunérateurs et protégés contre la concurrence disproportionnée des produits d'importations qui anéantissent les efforts des paysans malgache et qui les découragent.

3.1.3-L'élevage

L'élevage à Madagascar contribue également au PIB, 20% aux recettes d'exportations et aux revenus des populations rurales. Une amélioration des atouts compétitifs de ce secteur pourrait lui permettre d'être au côté de l'agriculture, une source importante de croissance économique et de réduction de la pauvreté en zone rurale.

Pour l'élevage traditionnel, la levée des contraintes nécessiterait un aménagement du parcours des animaux ; une meilleure intégration des activités agro-pastorales et un accroissement du disponible fourrager et des retenues d'eau. Aussi, il faudrait créer un cadre de concertation entre éleveurs et agriculteurs afin de minimiser les conflits entre ces deux acteurs.

Quant à l'élevage périurbain, un meilleur encadrement technique des producteurs, la fourniture de services vétérinaires de meilleure qualité et la mise en place de moyens de financements importants permettrait de relancer et de stabiliser la production. Le secteur de l'élevage reste à l'instar de l'agriculture, vulnérable aux chocs exogènes. Ce secteur mérite une attention particulière afin de préserver le capital important que constitue pour Madagascar son cheptel.

Pour ce fait, à terme les mesures à prendre pour une évolution qualitative du secteur de l'élevage et une véritable valorisation de sa production devrait porter sur : l'approvisionnement adéquat en intrants et en aliments à des conditions économiquement accessibles ; la promotion de la transformation et de la commercialisation de la production. La résolution des problèmes et l'encadrement technique des éleveurs s'avèrent indispensables pour une exploitation rationnelle des ressources du sous-secteur de l'élevage.

En somme, ces solutions et recommandations pourraient permettre au secteur primaire d'accroître sa contribution à la croissance et participer à réduire la forte dépendance du pays de l'extérieur.

Ces recommandations sont également formulées en fonction des résultats pendant notre travail sur le terrain et après avoir consulté des différents documents qui nous ont permis d'apprécier la place du secteur primaire dans l'économie nationale malgache. Ainsi, on pense pouvoir recommander aux acteurs de ce secteur d'adopter des décisions pouvant permettre de remédier à l'érosion continue des mornes, qui en fin de compte provoque une diminution de la productivité de la terre ; d'adopter des initiatives de développement du milieu rural, bastion de la production agricole ; de diminuer la coupe des arbres qui augmente l'érosion et ses conséquences ; d'aider les exploitants à améliorer leur productivité ; d'améliorer la formation technique des exploitants agricoles ; de mettre en place là où on le peut des systèmes d'irrigation et rendre fonctionnel les systèmes déjà existants ; de contrecarrer les importations, il faut augmenter les niveaux de taxes surtout sur les produits que nous faisons ici à Madagascar comme le riz et le sucre et d'imposer des mesures sanitaires très méticuleuses sur les produits animaux que nous importons.

3.2-Le secteur secondaire

Le secteur secondaire contribue aussi à la formation de la valeur ajoutée du PIB réel de Madagascar. Ce secteur possède de nombreux atouts dont la valorisation pourrait conduire à relever sa contribution à la richesse nationale. Les stratégies élaborées en vue de développer le secteur primaire devraient entraîner les autres secteurs de l'économie notamment le secondaire. En effet, les matières premières fournies par le secteur primaire serviraient au développement d'une base industrielle solide. On assistera ainsi à la naissance d'une véritable agro-industrie grâce à une intégration parfaite du secteur industriel au secteur primaire, fournissant des produits de qualité avec une maîtrise des coûts de production.

Le secteur secondaire fait face à un certain nombre de contraintes notamment : la faible productivité totale des facteurs, le fort contenu en intrants importés surtout dans l'agro-industrie et généralement des coûts élevés des facteurs locaux de production. Afin de permettre à ce secteur de contribuer fortement à la croissance et d'être moins dépendant de l'extérieur, la stratégie devrait se baser sur la transformation des produits du secteur primaire afin de créer une valeur ajoutée plus accrue. Il faudrait également : créer un climat beaucoup propice aux PME/PMI par la réduction des coûts des facteurs (électricité, eau, hydrocarbures et télécommunications) ; la poursuite de la simplification des formalités de création d'entreprises et la réalisation des investissements. Il serait aussi nécessaire d'exploiter les opportunités de conquêtes de nouveaux marchés extérieurs et enfin lutter contre la fraude, la corruption et la concurrence déloyale.

3.3-Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire contribue à la formation de la valeur ajoutée du PIB réel. Ce secteur, dominé par le tourisme, les banques, les transports, les télécommunications et le commerce a donc la plus forte valeur ajoutée du PIB. La promotion des matières premières, permet la transition progressive de l'agriculture à l'industrie aux services. Elle permet d'ajouter de la richesse aux productions primaires et de valoriser les produits destinés aux marchés internationaux. Le secteur des services est victime de contraintes administratives, et d'une pression fiscale qui a pour conséquence l'informalisation de l'économie nationale. Afin de permettre à ce secteur d'être un puissant levier de la croissance, il faudrait réduire les structures et les pratiques monopolistiques qui sont la source principale des coûts élevés et des services défaillants.

Il faudrait également : encourager des services à hautes valeurs exportatrices tels que les services informatiques ; encadrer et soutenir les artisans, renforcer la promotion de leurs produits et accroître la demande des produits artisanaux au plan local et international. Au niveau du secteur de l'énergie, il faudrait songer à réduire le coût de l'énergie en encourageant des acteurs privés. Au niveau des transports, il faudrait améliorer l'ensemble du réseau routier national et favoriser l'accessibilité des zones enclavées. Le secteur des télécommunications devrait être libéralisé davantage. Enfin, sur le secteur tourisme, il faut encourager les opérateurs en tourisme afin d'améliorer les infrastructures et mettre en place une politique adéquate de la sécurité publique pour que le nombre de touristes soit augmenté à Madagascar.

3.4-Approche GAR (gestion axée sur les résultats) et MCL (méthode de cadre logique)

Cette section présente l'approche gestion axée sur les résultats et méthode de cadre logique des activités. Pour ce faire, nous allons montrer en premier lieu l'approche GAR.

3.4.1-Approche GAR

Une autre recommandation qu'il convient de proposer est la gestion axée sur les résultats. En effet, l'approche GAR, appliquée dans d'autres pays a donné des résultats positifs. Celle-ci se fonde sur une planification et un suivi évaluation axés sur les résultats.

A notre avis pour pouvoir redémarrer l'économie après 5 années de crise, il est impératif de chercher à améliorer le climat d'investissement c'est-à-dire les possibilités et les mesures d'encouragement offertes aux entreprises pour qu'elles puissent faire des investissements fructueux, créer des emplois et prendre de l'expansion. Ceci est essentiel au maintien de l'efficacité des activités de lutte contre la pauvreté et au relèvement du niveau de vie. Dans la pratique des affaires, les décideurs, les organismes d'aide, les investisseurs et les spécialistes de la recherche ont accès à un ensemble d'indicateurs, à des données annuelles ainsi qu'à des analyses détaillées ayant pour objet d'aider les pays à prendre la mesure de leur réglementation appliquée aux entreprises, d'évaluer l'incidence des lois et règlements sur les activités des entreprises, de prendre des décisions éclairées en matière de réforme des politiques et d'investissements privés, de définir les pratiques exemplaires de réforme de la réglementation et de soutenir la recherche sur les institutions et la réglementation. Dans le domaine de la gestion axée sur les résultats, il est impératif que les projets et programmes soient assortis d'effets intermédiaires et qu'on établisse un lien plus étroit entre les interventions et l'atteinte des résultats, de sorte qu'on puisse réellement gérer les activités. Il est donc essentiel que les outils utilisés puissent servir à gérer le processus décisionnel, de même qu'à établir des rapports et à rendre des comptes. L'utilisation des indicateurs définis et la demande à cet égard font partie des moyens qui serviront à mesurer le succès de la démarche.

3.4.2-Le principal défi : la réglementation

Madagascar est un pays qui a besoin d'entrepreneurs pour créer de l'emploi et stimuler la croissance cependant il semble que notre pays érige plus d'obstacle pour le développement des entreprises...).

Un secteur privé dynamique à l'intérieur duquel des entreprises font des investissements, créent de l'emploi et augmentent la productivité favorise la croissance et offre davantage de perspectives aux populations pauvres. La réussite économique de Hong Kong (Chine), la croissance spectaculaire enregistrée au Botswana et la transition harmonieuse opérée en Hongrie ont toutes été facilitées par un cadre réglementaire favorable. Donc le défi à relever après plusieurs années de crise où le laxisme dominait consiste à élaborer une bonne réglementation qui vise non seulement les entreprises mais aussi les institutions qui les appliquent.

En matière de réglementation commerciale, un modèle universel peut être valable. Souvent, ce qui est valable dans les pays développés l'est également dans les pays en développement, contrairement à la croyance populaire. Cela s'applique notamment à la réglementation visant le démarrage d'entreprises. De manière générale, l'allégement des procédures est profitable partout. En ce qui a trait à l'inscription à des fins statistiques, fiscales et de sécurité sociale, le recours aux technologies de pointe a donné d'excellents résultats pas seulement dans les pays mieux nantis comme le Canada et Singapour, la Lettonie et le Mexique, mais également au Honduras, au Vietnam, en Moldavie et au Pakistan. Par ailleurs, l'établissement de registres d'information sur le crédit a permis de démocratiser les marchés de crédit, non seulement en Belgique et à Taïwan-Chine, mais aussi au Mozambique, en Namibie, au Népal, au Nicaragua et en Pologne.

Les règlements stricts et les droits de propriété quasi inexistants empêchent les pauvres de faire des affaires. En effet, à Madagascar, les règlements relatifs à l'établissement d'une entreprise sont lourds, peu d'entreprises se donnent la peine de faire la démarche. Elles choisissent plutôt d'évoluer dans une économie parallèle.

Compte tenu de la somme élevée qu'il faut payer pour obtenir un titre de propriété officiel, bon nombre d'entrepreneurs potentiels se contentent de titres de propriété non officiels qu'ils ne peuvent pas utiliser en garantie lorsqu'ils font une demande de prêt.

Pour cela, la solution préconisée est de simplifier les formalités de constitution des entreprises et l'obtention des titres de propriété. Or, de nombreux programmes de délivrance de titres de propriété visant à intégrer des biens dans le secteur structuré n'ont pas eu l'impact durable que les réformateurs souhaitaient. S'il est essentiel d'encourager l'enregistrement des biens, il est également important, mais plus difficile, d'empêcher que ces derniers se retrouvent dans le secteur non structuré et de pouvoir s'en servir pour obtenir du crédit.

Les gains découlant de l'assouplissement de la réglementation sont réalisés à deux égards. D'abord, le respect des règlements est moins coûteux, en temps et en argent, pour les entreprises et celles-ci perdent moins de temps à chercher de rares sources de financement. Elles consacrent plutôt leur énergie à la production et à la commercialisation de leurs produits. Ensuite, le gouvernement peut ainsi injecter moins de deniers publics dans l'application de la réglementation et davantage dans la prestation des services sociaux essentiels.

3.4.3-Objectifs

Il s'agit de promouvoir le développement du secteur privé de plusieurs façons faire des analyses comparatives entre les pays. Partout dans le monde, les analyses comparatives effectuées aux niveaux international et local ont grandement contribué à la mobilisation de la société à l'égard de l'amélioration des services publics, de la responsabilisation de la classe politique et des politiques économiques. Autrement dit, il s'agit de comparer divers régimes de régimes de réglementation visant le monde des affaires. Et puis, étayer les réformes : Les données recueillies après les analyses comparatives mettent en lumière les changements qui doivent être apportés au moment de procéder à des réformes, les indicateurs étant fondés sur une description exhaustive de la réglementation. Les responsables des réformes peuvent également tirer parti de l'expérience de pays qui obtiennent de bons résultats, selon les indicateurs. Les nouveaux indicateurs permettent de quantifier divers aspects de la réglementation.

3.4.4-Engagements du gouvernement

Le Gouvernement doit soutenir les efforts des bailleurs de fonds dans ses appels de fonds pour répondre aux besoins du programme et coopèrera avec ce dernier par les actions, c'est-à-dire à soutenir les efforts des bailleurs de fonds pour mobiliser auprès du secteur privé à Madagascar les fonds nécessaires à la mise en œuvre du programme de développement et ; à autoriser des contributions d'individus, de sociétés à Madagascar en soutien de ce programme et leur accorder au besoin des exemptions fiscales. En plus, il sera responsable du dédouanement, de la réception, du stockage, de la distribution et de la gestion comptable des fournitures et équipements que les bailleurs de fonds mettra à sa disposition et qui seront exemptés de taxes, de frais, de droits de passage ou de douane aux termes du Plan d'Action.

Le Gouvernement facilitera les visites périodiques et l'observation des activités du programme auxquelles les responsables des bailleurs de fonds se livreront dans le but de veiller à l'utilisation effective de l'assistance. Ils se livreront aussi d'évaluer les progrès accomplis et de réunir des informations sur le développement du programme et des projets et leur suivi/évaluation. En organisant des réunions périodiques d'examen et de planification du programme telles que revues annuelles, réunions annuelles de planification et d'examen à mi-parcours, le Gouvernement encouragera et facilitera la participation éventuelle de donateurs, d'organismes internationales, d'organisations non-gouvernementales.

Le Gouvernement autorisera la publication des résultats du programme pays et des expériences qui en découleront dans divers médias nationaux et internationaux. Pour ce qui est de l'assistance en espèces (avance de fonds) destinée à des entités nationales chargées de la réalisation de certaines activités, le Gouvernement désignera les noms, les adresses, et les coordonnées bancaires desdites entités ; leurs responsables veilleront à ce que l'assistance en espèces soit utilisée conformément aux règles et procédures de l'exécution nationale. Ensuite, il continue d'assumer la responsabilité générale de la gestion des activités du programme et de la réalisation des résultats à travers l'exécution des Plans d'Actions. Le Gouvernement inscrira au budget de l'Etat et paiera régulièrement sa contribution annuelle aux frais de fonctionnement du bureau des bailleurs de fonds à Madagascar.

Finalement, du point de vue de la planification, l'introduction de la GAR dans la politique du pays permettra d'une part de définir des résultats précis de développement sur lesquels le Programme envisage de concentrer ses forces durant la période de sa planification et d'autre part à définir des stratégies de mise en œuvre. De ceci, nous relevons que la GAR au Gouvernement Malgache est plus explicite et offre une fenêtre plus large pour comprendre sa dimension planificatrice.

3.5-Méthode de cadre logique (MCL)

La méthode de cadre logique est un outil qui sert à effectuer une analyse logique et à réfléchir de façon structurée lors de la planification d'un projet et qui s'assure que le projet est pertinent, réalisable et viable¹⁰⁰. De plus, cette méthode permet de planifier de sorte à permettre de donner un cadre aux différents éléments d'un processus évolutif (problèmes, objectifs, acteurs, plan de mise en œuvre etc.).

¹⁰⁰ RAVALITERA Faraso, « Cours gestion du projet », en 4^{ème} Année Gestion, FAC DEGS, Antananarivo

CONCLUSION DU CINQUIEME CHAPITRE

Ce chapitre expose les politiques préventives de l'économie nationale de la Grande île. Il s'agit des politiques structurelles, des politiques industrielles, agricoles et développement communautaire. Il recommande également à l'amélioration du système de financement extérieur. Pour ce faire, il doit mettre en place une évaluation des structures organisationnelle et des règles et d'acheminer les fonds par les institutions et les mécanismes essentiels à la couverture universelle. Une autre recommandation qu'il convient de proposer est la gestion axée sur les résultats. En effet, l'approche GAR, appliquée dans d'autres pays a donné des résultats positifs. Celle-ci se fonde sur une planification et un suivi évaluation axés sur les résultats. A notre avis pour pouvoir redémarrer l'économie après 5 années de crise, il est impératif de chercher à améliorer le climat d'investissement c'est-à-dire les possibilités et les mesures d'encouragement offertes aux entreprises pour qu'elles puissent faire des investissements fructueux, créer des emplois et prendre de l'expansion.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Dans un premier temps, la méthodologie de recherche d'un travail scientifique doit être correspondre à la norme. C'est pour cette raison que nous déterminons à l'avance la population cible, les outils ou les questionnaires utilisés etc. Ce chapitre nous présente la méthodologie de collecte de données à partir de l'utilisation de questionnaire élaboré conformément à l'objectif de notre étude. Ce questionnaire est composé des questions ouvertes et fermées que ce soit par une question au choix multiple ou non. Dans cette étude, l'échantillon est défini par trois entreprises par secteur d'activités et chaque entreprise comporte 10 employés enquêtés ou interviewés.

Dans un second temps, l'analyse d'impacts de la crise politique 2009 à Tamatave ville doit être un travail bien fait quant à notre présent travail et c'est pour cette raison que ce chapitre présente l'analyse diagnostique d'impacts de la crise par secteur d'activités. Pour le secteur primaire, trois associations (Sariaka, Vanona et Tsarafandray) ont été enquêtées et faisaient l'objet de l'analyse. Des résultats des études sont vus dans ce chapitre. En ce qui concerne le secteur secondaire, nous avons pu faire l'analyse d'impacts aux entreprises Tamatôle et Codal. Après les études, la crise d'un coté a d'impacts sur certaine entreprise et de l'autre coté, n'a pas d'impact sur d'autre entreprise. Et pour le secteur tertiaire, nous avons fait des études sur le tourisme, la microfinance et l'éducation. Ce chapitre a montré les résultats de l'analyse diagnostique et impacts de la crise sur les trois entités.

Dans un troisième temps, les politiques préventives de l'économie nationale de la Grande île, les politiques structurelles, les politiques industrielles, agricoles et développement communautaire sont toutes des recommandations pour faire face à la crise. Il recommande également à l'amélioration du système de financement extérieur. Une autre recommandation qu'il convient de proposer est la gestion axée sur les résultats. En effet, l'approche GAR, appliquée dans d'autres pays a donné des résultats positifs.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de la présente étude, nous pouvons soutenir l'idée selon laquelle beaucoup de mots et d'expression ont été utilisés pour qualifier et quantifier les impacts de la crise politique sur le développement des entreprises locales dans la Grande île, notamment dans la ville de Toamasina en tant que ville économique depuis 2009 jusqu'en 2013. Mais, nous pouvons les conclure comme suit.

Ce travail de recherche nous a permis donc de démontrer les impacts de la crise politique, d'une part, sur le développement des entreprises locales et l'économie nationale en période crise, et d'autre part, sur le financement extérieur du pays en général. Nous avons présenté la Commune Urbaine de Toamasina. A ce sujet, nous avons montré le bref historique de la ville de Toamasina, la description générale de la CUT et les aspects socio-économiques et politiques. Nous avons présenté aussi les différentes approches théoriques de la crise, d'économie, de développement. Dans ce cas, un théoricien avait estimé qu'il est bien embarrassé dans la notion à la fois omniprésente et insaisissable, qui semble parfois relever davantage du mirage que de l'outil scientifique. James A. Robinson avait déclaré que la crise est un terme d'usage courant, à la recherche d'une signification scientifique.

De même sujet, Edgar Morin avait désigné que la crise est à l'origine « décision, moment décisif d'un processus incertain », en arrive à pointer son contraire : « crise signifie indécision : c'est le moment où, en même temps qu'une perturbation, surgissent les incertitudes ». « Ce concept tend à devenir une forme vide, un prêt-à-porter stéréotypé qui ne constitue plus que l'ultime recours au lancinant désarroi des diagnostics et des pronostics ». D'un autre côté, Edgar Morin se faisait également exigeant : « Il était de plus en plus étrange que la crise, devenant une réalité de plus en plus intuitivement évidente, un terme de plus en plus multiplement employé, demeure un mot aussi grossier et creux, qu'au lieu d'éveiller, il contribue à endormir; ce terme diagnostic a perdu toute valeur explicative. Il s'agit aujourd'hui d'approfondir la crise de la conscience pour enfin faire émerger la conscience de la crise. La crise du concept de crise est le début de la théorie de la crise ».

L'historien Randolph Starn était estimé tout aussi sévère : Après tout, le vocable « crise » a une longue histoire et l'on ne peut s'attendre à ce que, faisant l'objet d'utilisations si variées, il puisse être défini univoquement. Comme tout journaliste et tout homme politique le savent, voilà un terme bien utile à l'âge des mass média.

Suggérant le drame ou la nécessité de décision, il suscite l'émotion sans requérir la réflexion, il magnifie les non-événements comme les événements, les coups d'Etat mais aussi de mineurs incidents.

Pour les autres historiens, le mot «crise» avait souvent constitué un cliché commode pour désigner les processus et les points de pression historique dramatique; un sceptique dirait que cette seule commodité explique tout le succès de la notion. On a du mal à résister aux formules toutes faites; combien de fois le mot «crise» n'est-il pas apparu sous la plume des historiens ou ne s'est-il pas introduit dans les titres de leurs ouvrages, capricieusement, sans nécessité". James Robinson avait conclu ainsi en précisant que la crise ne transformait un concept utile que s'il arrive à prendre place dans un véritable ensemble théorique.

En matière sanitaire, A Bolzinger avait permis de préciser davantage : "Dans la médecine hippocratique, le terme clinique de crise désignait l'instant crucial où la maladie touchait à son terme, à sa résolution, pour le meilleur ou pour le pire; il signalait l'exacerbation des troubles qui annonce le dénouement. Pour lui, la crise était un paroxysme d'incertitude et d'angoisse où tout était en suspens dans l'attente d'une résolution prochaine de la maladie. Les maladies n'ont pas toujours une issue aussi tranchée. Il en était où la régression du phénomène morbide s'accomplit lentement et insensiblement. En revanche, Bolzinger avait souligné encore : "Il n'y avait pas de crise sans ce vécu de la crise dont la perception clinique suffisait pour imposer le diagnostic". La crise avait tenu peut-être surtout à ce bouleversement vécu par le sujet. Notons que ce qui était vrai à l'échelle de l'individu l'était aussi à celle de l'organisation tout entière. On retrouve ici des formules générales souvent employées en matière de diagnostic de crise : "les organisations sont en crise lorsqu'elles se perçoivent dans cette situation"; "on est en crise lorsqu'on a déclenché le plan de crise".

S. Darbon et A. Letourmy avaient indiqué dans son tour et adoptant que les premiers travaux en économie de la santé mobilisaient le cadre d'analyse néoclassique qui définissait un modèle producteur-consommateur en médecine libérale et un modèle de l'hôpital-entreprise dans le secteur hospitalier. Dans son tour, l'édifice théorique était rigoureux mais, malgré les spécificités accordées au domaine, l'adéquation à la réalité d'une telle analyse du système de santé restait contestable et sa capacité prévisionnelle était assez faible¹⁰¹.

¹⁰¹ DARBON et LETOURMY A., « Approches théoriques de la sante ». Paris : Ed. Economica, Année 198, p.76

Dans un troisième temps, nous avons présenté les théories générales des entreprises, les formes juridiques des entreprises (SARL et SA), et les différents types de la structure organisationnelle des entreprises. Il s'agit de la structure hiérarchique et fonctionnelle, de la structure staff & line, de la structure divisionnelle et par projet.

Dans la deuxième partie, nous avons analysé les impacts de la crise politique. Nous avons présenté en premier lieu l'approche méthodologique de la recherche. A ce sujet, nous avons montré les outils d'investigation, les techniques et méthodes utilisées, le mode d'élaboration du questionnaire (questions fermées et ouvertes). Nous avons présenté aussi le système de traitement et analyse des données obtenues à l'aide de Word et Excel, de FFOM, et les limites de l'étude, le chronogramme des activités au cours d'investigation dans la zone d'étude.

En second lieu, la situation politique et économique de Madagascar pendant la crise a été présentée, notamment les causes et les impacts de la crise politique sur l'économie et des organisations des entreprises, les impacts de la crise politique sur le développement des entreprises, d'une part, dans la ville de Tamatave en tant que zone d'étude, et, d'autre part, dans la Grande île toute entière. A ce sujet, l'évolution des établissements touristiques de 2009 à 2013 a présenté, de même le nombre des infrastructures touristiques dans la Région Atsinanana, surtout dans la ville de Toamasina en tant que ville économique de Madagascar. Et, en plus, nous avons comparé les résultats obtenus durant cette étude par rapport, d'une part, au rapport de la Banque Mondiale, et, d'autre part, au rapport du PNUD. Dans ce cas, les résultats obtenus sont égaux en général mais la différence, les organismes internationaux ont concerné la situation globale de Madagascar sur les impacts de la crise.

Enfin, les impacts de la crise politique par secteur d'activité ont présenté (primaire, secondaire et tertiaire). Dans ce cas, tous secteurs d'activités ont été victimes de la crise politique, notamment le secteur tertiaire dans toute île. Il s'agit du transport, de tourisme, de la Banque, de la communication et de bâtiment et travaux publics. La situation sociale a empiré : malgré l'aide d'urgence aux secteurs sociaux, le nombre d'enfants déscolarisés s'est accru de plus d'un demi-million. Le problème de la malnutrition infantile aiguë, qui a augmenté de plus de 50 % dans certaines zones, atteint un niveau critique. Ces évolutions compromettent la prospérité des générations futures.

La crise a aggravé les difficultés chroniques liées aux carences de la gouvernance et de l'État de droit : l'insécurité grandissante, l'absence d'encadrement dans l'exploitation des ressources naturelles (qui donne lieu par exemple à l'abattage illégal de bois de rose), le peu de progrès enregistré dans la lutte contre la corruption et le problème ancien de l'opacité de la gestion des ressources publiques n'ont fait que s'exacerber ces dernières années. La capacité de faire face aux chocs exogènes a gravement diminué : les risques auxquels se heurte actuellement l'économie mondiale, surtout en Europe, rendent l'économie malgache encore plus vulnérable, étant donné leurs répercussions sur les exportations et le tourisme. Le pays est aussi extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles (notamment aux cyclones, comme en 2008 et en 2012). La crise politique constitue un obstacle de première importance pour la gestion et l'atténuation de tous ces chocs exogènes, externes et internes. L'infrastructure s'est détériorée : outre les dégâts causés par les cyclones, des coupes drastiques dans les budgets d'investissement et d'entretien ont entraîné une détérioration croissante des routes et des infrastructures de distribution d'eau et d'électricité, ce qui entrave le développement à moyen et à long terme de l'économie malgache.

Des recommandations doivent tenir compte afin d'atteindre les objectifs sur le développement économique et des entreprises, notamment dans la capitale et la ville économique de Madagascar. Le collaborateur avec les organismes nationaux qu'internationaux doit être préconisé aussi dans le but d'avoir un taux de croissance économique à deux chiffres et tout au moins de maîtriser la protection et la sécurisation sociale dans toute île, même le pays traverse une crise politique ou autres crises. La pratique de la Gestion Axée sur les Résultats doit juger urgente dans l'administration publique, notamment au niveau des secteurs publics clés, comme le port, les impôts, le trésor public, la pêche, la justice, l'aménagement du territoire, le domaine. L'effectivité de la bonne gouvernance aussi doit renforcer pour être efficace, de même dans le secteur privé. Nous pensons et espérons que le présent ouvrage servira de document de base à ceux qui entreprendront une étude pareille à la notre.

BIBLIOGRAPHIE

I- OUVRAGES

- BARRY, « Notion du développement et du développement local », éd. PUF, Paris, 2006, 80 pages.
- CLAUDE F., «Transparence vis-à-vis du développement », Edition PUF, Paris, 2009, 110 pages
- COLLIER P., « Situation économique en Afrique ». Paris : 2ème Ed. Economica, Année 2013, 120 pages
- COLLIER P., « Situation politique en Afrique » ; Paris : Ed. Economica, Année 2009, 90 pages
- DARBON et LETOURMY A., « Approches théoriques de la sante ». Paris : éd. Economica, Année 1998, 76 pages
- HABERLER G., «Théories générales de l'économie », éd. PUF, Paris, Année 2000, 95 pages
- HABERLER, « Définition de l'approche sectorielle et programme», éd. Dunod, Paris, 2006, 96 pages
- MAX F., « Approches sectorielles en tant qu'outil de développement », éd. PUF, Paris, 2005, 210 pages
- MORIN E., « Approches théoriques de la crise», éd. Economica, Paris, Année 1990, 163 pages.
- MORIN E., «Approches théoriques de la crise», éd. PUF, Paris, Année 1976, 150 pages
- MORIN J., « Budget sectoriel et développement du secteur privé », éd. PUF, Paris, 2003, 70 pages
- PICHE, « Approches femmes et développement », éd.PUF, Paris, 1994, 100 pages
- ROBINSON F., « Management sectoriel», éd. Economica, Paris, 2007, 104 pages
- ROBINSON J. A., « Approches théoriques de la crise », éd. PUF, Paris, Année 1968, 110 pages
- RODIN J., « Femmes et du développement économique », éd. Foucher, Paris, 1994, 90 Pages
- RODOLPHE J., « Gouvernance vis-à-vis du développement », éd. Economica, Paris, 2001, 86 pages
- STIGLIZ J. E., « La grande désillusion ». Paris, éd. Fayard, 2006, 324 pages

- TAM R., «Théories économiques de la crise», éd. PUF, Paris, Année 2001, 120 pages
- WOLF-DIETER E., « Définition de la crise et de la crise politique », Edition Dunod, Bielefeld, Année 1929, 135 pages
- WOLF-DIETER E., «Approches théoriques de la crise», Edition Dunod, Bielefeld, Année 1978, 68 pages
- XAVIER F., « Approches sectorielles en tant qu'outil de développement », éd. PUF, Paris, 2005, 98 pages
- XAVIER F., « Economie de développement », Edition Economica, Paris, 2001, 90 pages
- YOUNG, « Féministe », Edition PUF, Paris, 2008, 92 pages.

II-DOCUMENTS

- Bretton Woods, « Dégénération de l'économie », Edition PUF, Paris, Année 1960, 142 pages.
- DGT, « Gazety Tahiry n°01 », édition MadPrint, Ankorondrano-Antananarivo, année 2008, 35 pages.
- DGT, « Gazety Tahiry n°36 », édition MadPrint, Ankorondrano-Antananarivo, année 2012, 39 pages.
- DGT, « Gazety Tahiry n°52 », édition MadPrint, Ankorondrano-Antananarivo, année 2014, 40 pages.
- Estimation de la Banque Mondiale sur la croissance économique de Madagascar, Année 2012, 45 pages.
- G20, Toronto, juin 2010
- INSTAT, Direction inter régionale de Tamatave dans la région d'Atsinanana, année 2005, 25 pages.
- Port de Toamasina, « Archives », Année 1935.
- Port de Toamasina, « Archives », Année 2002.
- Rapport de la Banque Mondiale, « Impacts de la crise politique à Madagascar ». Année 2013, 35 pages.
- Rapport de la Banque Mondiale, « Impact de la crise politique sur l'économie malgache ». Année 2013, 55 pages.
- RAVALITERA Faraso, « Cours gestion du projet », en 4^{ème} Année Gestion, FAC DEGS, Antananarivo

- SADC, « Situation politique à Madagascar en 2009 », Midi Madagascar, Année 2010, Antananarivo, 66 pages.

III- OUVRAGES PERIODIQUES

- La Tribune, 2 octobre 2008
- Les Échos, 1er octobre 2008
- Midi Madagascar, « Commencement de la crise politique à Madagascar ». Année 2009.
- Raveaud, 2010
- Wall Street Journal, 21 mars 2009

IV-WEBOGRAPHIE

- www.instat.mg , en ligne du 1^{er} août 2015
- www.banque-centrale.mg, en ligne du 22 août 2015

ANNEXES

ANNEXE I-FICHE D'ENQUETE INDIVIDUELLE

Nom et prénoms : _____/

Fonction : _____/

Service : _____/

1)-Est-ce que vous pouvez nous donner la monographie de la Région Atsinanana? (Service Régional de la Statistique Atsinanana).

☐

Oui

☐

Non

2)-Est-ce que vous pouvez nous donner l'historique de la ville de Toamasina? (Chef de Région Atsinanana)

☐

Oui

☐

Non

3)-En tant qu'une ville économique de Madagascar, quelles sont les composantes des aspects économiques de cette ville?

- Secteur primaire ;
- Secteur secondaire ;
- Secteur tertiaire.

4)-Même question, les différents types des entreprises dans la ville de Toamasina? (Direction Régionale des Impôts)

- Entreprise industrielle ;
- Entreprise touristique ;
- Entreprise individuelle.

5)-Est-ce que vous pouvez nous donner le nombre des entreprises créées et déjà existées durant la crise politique à Madagascar? (Direction Régionale des Impôts, Service Régional de la Statistique, Chambre de Commerce)

☐

Oui

☐

Non

6)-Est-ce que la crise politique en 2009 entraîne des impacts directs sur l'emploi, l'éducation, la santé et le bien être de la population locale ? (Direction Régionale de la Fonction Publique, Direction Régionale de l'Education, Direction Régionale de la Santé Publique à Toamasina)

ANNEXE II-QUESTIONNAIRE STANDARD D'ENQUETE

Nom :

Date :

Lieu :

Sexe :

Nom de l'entreprise, association ou groupe :

A- FIRME

1- Depuis quand que vous travaillez dans cette firme ?

- a) moins 2 ans
- b) entre 2 à 5 ans
- c) plus de 5 ans

2- Etes vous inscrits dans la CNaPS ?

- a) oui
- b) non

Si non, pourquoi ?.....

3- Quelles sont les activités de votre société, association ou groupe ?

- a)
- b)
- c)

4- Quelles sont les activités de votre société, association ou groupe ?

- a)
- b)
- c)

B- ADMINISTRATION ET FINANCES

1- Vous bénéficiez de congé annuel ?

- a) oui
- b) non

Si non, pourquoi ?.....

2- Tenez- vous un livre comptable ?

- a) oui
- b) non

Si non, pourquoi ?.....

3- Votre argent est-il garder à la banque ou à l'OTIV ?.....

4- Est-ce que le président ou le directeur gère bien votre argent ainsi que votre matériel ?

- a) oui
- b) non

Si non, pourquoi ?.....

C- ZONE D'ACTIVITES

1- Combien de mètre carré votre superficie cultivée par an entre 2008 à 2009 ?

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

2- Approximativement vous gagnez combien par an ?

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

3- Approximativement vous dépensez combien par an ?

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

4- Est-ce que vous faites une demande de crédit à la banque ou à l'OTIV ?

- c) oui
- d) non

Si non, pourquoi ?.....

5- Est-ce que la zone de votre activité est loin de votre habitation ?

- a) oui
- b) non

D- OTIV

1- L'effectif des membres :

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

2- Effectif du personnel :

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

3- Montant des investissements :

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

4- Montant approximatif de crédit en cours :

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

5- Montant de crédit en souffrance :

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

E- Education

1- Nombre d'écoles ouvertes :

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

2- Nombre d'écoles fermées :

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

3- Taux de scolarisation :

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

4- taux de réussite aux examens CEPE, BEPC et BAC :

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

5- Nombre de maître FRAM :

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :
- f) 2013 :

F- Entreprise usine

1- Effectif du personnel :

- a) 2008 :
- b) 2009 :
- c) 2010 :
- d) 2011 :
- e) 2012 :

f) 2013 :

2- Effectif du personnel nouvellement recruté :

a) 2008 :

b) 2009 :

c) 2010 :

d) 2011 :

e) 2012 :

f) 2013 :

3- Evolution des chiffres d'affaires :

a) 2008 :

b) 2009 :

c) 2010 :

d) 2011 :

e) 2012 :

f) 2013 :

4- Investissements :

a) 2008 :

b) 2009 :

c) 2010 :

d) 2011 :

e) 2012 :

f) 2013 :

5- Charges fixes annuelles :

a) 2008 :

b) 2009 :

c) 2010 :

d) 2011 :

e) 2012 :

f) 2013 :

G- AUTRES INFORMATIONS

1) Le nombre de concurrents :

2) Impact de la crise 2009 dans votre activité :

.....

.....

3) Problèmes rencontrés pendant la crise 2009:

.....

4) Votre opinion :

5) Votre proposition :

L'enquêteur,

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	I
REMERCIEMENTS	III
LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES	IV
LISTE DES TABLEAUX	VI
LISTE DES GRAPHIQUES	VII
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE- CADRAGE THEORIQUE.....	5
CHAPITRE I- APPROCHES THEORIQUES DE LA CRISE, D'ECONOMIE ET DE DEVELOPPEMENT	6
Section 1-Notion et théories de la crise	6
1.1-Notions de la crise et de la crise politique	6
1.1.1-Notion de la crise	7
1.1.2-Notion de la crise politique	7
1.2-Approches théoriques	8
Section 2-Théories générales de l'économie	9
2.1-Notion de la crise économique	10
2.2-Approches théoriques	10
Section 3-Théorie du développement économique	12
3.1-Définition du développement	13
3.2-Définition d'économie du développement	15
3.3-Différentes approches des femmes vis-à-vis du développement.....	16
3.3.1-Définition des femmes	16
3.3.2-Approche femmes et développement.....	16
3.3.3-Intégration des femmes au développement.....	17
3.4-Approches de gouvernance et transparence face au développement.....	18
3.4.1-Gouvernance face au développement du secteur public et privé	18
3.4.2-Transparence face au développement du secteur public et privé.....	19
CHAPITRE II- APPROCHES SECTORIELLES.....	22
Section 1- Approches sectorielles dans l'agriculture et le développement	23
1.1-Cadres politiques et stratégiques	23
1.2-Budget sectoriel et gestion des finances publiques	24

1.3-Coordination sectorielle et des donateurs	25
1.4-Institutions et capacités.....	26
Section 2-Approche sectorielle et approche programme.....	27
2.1-Définition de l'approche sectorielle	27
2.2-Définition de l'approche programme	28
2.3-Sept domaines d'évaluation.....	28
2.4-Envergure de la dimension sectorielle.....	29
Section 3-Cadres politiques et stratégiques en macro sectorielle.....	31
3.1-Cadres de politique macro et sectorielle.....	32
3.2-Une approche sectorielle pour l'alignement de politiques	33
3.3-Cadres politiques et législatifs pour une croissance agricole tirée par le secteur privé	34
Section 4-Budget sectoriel vis-à-vis des politiques et stratégiques.....	36
4.1-Budget d'un secteur public qui reflète la politique sectorielle et les tâches de l'Etat	37
4.2-Alignement des programmes sectoriels avec les structures nationales	38
4.3-Etablir le lien entre les budgets sectoriels et les cadres de dépenses à MT	39
DEUXIEME PARTIE-CADRE PRATIQUE	43
CHAPITRE III- METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE ET TERRAIN	
D'APPLICATION	44
Section 1- Méthodologie de recherche	45
1.1-Techniques et méthodes de collecte des données.....	45
1.1.1-Recherche bibliographie	45
1.1.2-Questionnaire	45
1.2-Méthode d'analyse à l'aide de SWOT et limites de l'étude.....	46
1.2.1-Méthode d'analyse à l'aide de SWOT	46
1.2.2- MS office / Excel	47
1.2.3-Limites de l'étude et chronogramme d'activités menées.....	48
Section 2-Terrain d'application	49
2.1-Brève historique de Tamatave ville et monographie.....	49
2.1.1-Historique de la ville de Tamatave	49
2.1.2-Description générale de la ville de Toamasina	50
2.1.3-Circonscription administrative de Tamatave ville	51
2.2-Situation administrative de Tamatave ville	52
2.2.1-Région Atsinanana	52

2.2.2-District de Tamatave I.....	52
2.2.3-Commune Urbaine de Tamatave	52
2.3-Aspects socio-économiques et politiques de Tamatave ville	53
2.3.1-Aspect social de la ville de Toamasina	53
2.3.2-Aspect économique	55
2.3.3-Aspect politique	57
CHAPITRE IV-DIAGNOSTIC PAR SECTEUR D'ACTIVITES	59
Section 1-Rappel sur la crise 2009	59
1.1-Causes de la crise politique	60
1.1.1-Fermeture de la chaîne de télévision Viva TV.....	60
1.1.2-Ultimatum du 13 janvier 2009	61
1.2-Impacts de la crise	63
1.2.1-Pauvreté de la population locale	64
1.2.2-Dégradation de l'économie	64
Section 2-Analyse à l'aide de méthode SWOT par secteur d'activité	65
2.1-Analyse de secteur primaire	65
2.2-Analyse de secteur secondaire	66
2.3-Analyse de secteur tertiaire.....	67
Section 3-Résultats obtenus par secteur d'activités.....	68
3.1-Résultats obtenus sur le secteur primaire	69
3.1.1-Agriculture : association Sariaka	69
3.1.2-Elevage : association Vanona	70
3.1.3-Elevage : association Tsarafandray	72
3.2-Résultats obtenus sur le secteur secondaire	73
3.2.1-Entreprise Tamatôle	73
3.2.2-Entreprise Codal.....	75
3.3-Résultats obtenus sur le secteur tertiaire.....	76
3.3.1-Tourisme de 2009 à 2013	77
3.3.2-Microfinance	80
3.3.3-Education	81
CHAPITRE V-PROPOSITION DE SOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS.....	83
Section 1-Proposition de solutions par rapport aux approches.....	83
1.1-Bonne gouvernance dans tous les secteurs d'activités	84
1.2-Politiques structurelles.....	84

1.2.1-Mesures à court terme	85
1.2.2-Mesures à moyen et long terme	85
Section 2-Proposition de solutions par rapport aux secteurs d'activités	86
2.1-Politiques industrielles.....	86
2.2-Politiques agricoles.....	87
2.3-Politique du développement communautaire	88
2.4-Perspectives d'avenirs économiques et sociaux de Madagascar	89
Section 3-Recommandations	90
3.1-Au niveau des secteurs de productions.....	90
3.1.1-Le secteur primaire	90
3.1.2-L'agriculture	90
3.1.3-L'élevage.....	91
3.2-Le secteur secondaire.....	92
3.3-Le secteur tertiaire	93
3.4-Approche GAR (gestion axée sur les résultats) et MCL (méthode de cadre logique)	94
3.4.1-Approche GAR	94
3.4.2-Le principal défi : la réglementation.....	94
3.4.3-Objectifs.....	96
3.4.4-Engagements du gouvernement	96
3.5-Méthode de cadre logique (MCL)	97
CONCLUSION GENERALE	100
BIBLIOGRAPHIE	
ANNEXES	
TABLE DES MATIERES	